

مكتبة العالم

Radio-Télévision/Heures locales

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15068 - 7 F

- DIMANCHE 27 - LUNDI 28 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



Une démission consécutive à une série de révélations

L'échec de Jacques Attali à la BERD

Le prestige contre l'efficacité

« Il avait une vision, mais elle était un tantinet arrogante. » Tel est le jugement que porte le « Financial Times » sur Jacques Attali, contraint la veille, par ce même journal, à la démission de la Banque européenne de reconstruction et de développement de l'Europe de l'Est. Après l'affaire du bail d'entrée en matière de Casareto du siège londonien de la BERD, puis cette sordide histoire de notes de frais, la sortie de l'ancien conseiller spécial de François Mitterrand est peu glorieuse.

Même si, dès l'origine, les États-Unis et leur « dominions » britanniques ont cherché à contrôler ce nouvel instrument de l'aide à l'Est, il serait trop commode de ne voir dans cette défaite, comme Roland Dumas, que les effets d'un complot de l'établissement anglo-saxon. D'autres personnalités françaises dirigeant des institutions européennes, tels Michel Camdessus au Fonds monétaire international, Jean-Claude Paye à l'OCDE, et, dans un autre registre, Jacques Delors à la tête de la Commission de Bruxelles bénéficient d'estime, et forcent le respect tant à Londres qu'à Washington.

Or Jacques Attali a été, principal artisan de sa chute : personnage baroque, il n'avait pas mesuré combien son comportement et son style pouvaient choquer le monde discret et un peu gris de la haute finance internationale. Cette banque, c'est bien lui qui en avait eu l'idée : mais n'est-ce pas là un travers de la diplomatie française que de vouloir souvent briser les postes les plus prestigieux ?

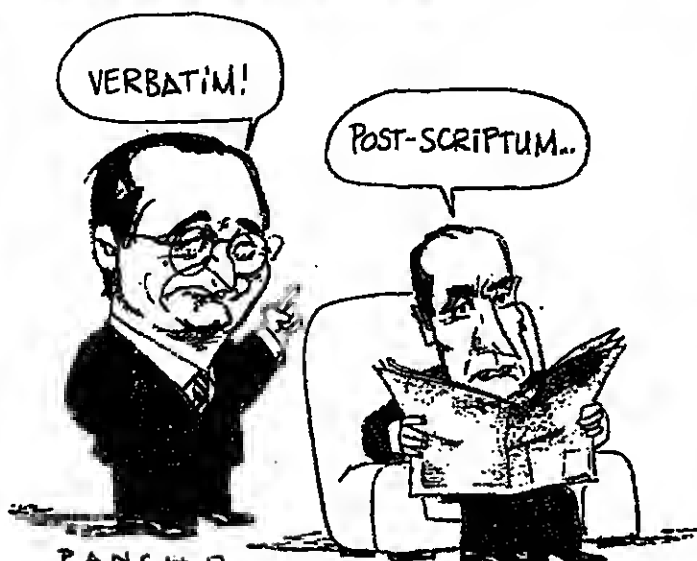
D'autres pays d'importance comparable préfèrent attirer chez eux les sièges des institutions plutôt que d'en confier la direction à l'un des leurs. Ou de s'assurer des fonctions moins exposées mais de plus grande influence. Bon, par exemple, se préoccupe moins du nom du futur directeur d'une banque centrale européenne que du siège de celle-ci qui ne saurait être autre, bien entendu, que Francfort ! Les Britanniques avaient sans doute fait le bon choix en acceptant M. Attali à la tête de la BERD, à condition que celle-ci s'installe à Londres. Les institutions et leurs sièges restent, mais leurs présidents passent.

QUANT au poids de la France aux Nations unies, il se traduit souvent par l'insistance mise sur la francophonie, démarche louable en soi - mais qui a le don d'irriter certains pays, même amis. Le résultat n'est parfois pas à la hauteur des attentes. Ainsi M. Boutros-Ghali est-il devenu secrétaire général de l'ONU avec le soutien appuyé de Paris, mais il faut bien constater que la réforme du secrétariat qu'il a mise en œuvre s'est effectuée au détriment de l'influence française. Et dans une autre réforme inéluctable - celle de la composition du Conseil de sécurité - en lieu de se cantonner dans la défense d'un statu quo ne correspondant plus aux nouvelles réalités politiques internationales, la France ferait sans doute mieux de faire passer l'efficacité avant le prestige.

M0146 - 0627 0 - 7.00 F



Après la démission de Jacques Attali, la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) devrait rester européenne, bien que les États-Unis en soient le premier actionnaire. Le président démissionnaire a expliqué son retrait par la nécessité de restaurer l'image de cette institution vouée au redressement de l'Europe de l'Est et gravement mise en cause après les révélations de la presse britannique sur la gestion de M. Attali.



Lire les articles de LAURENT ZECCHINI, de FRANÇOISE LAZARE et de THOMAS FERENCZI pages 12 et 13

Les suites judiciaires du match Valenciennes-OM

L'enquête sur la corruption ébranle le monde du football

L'effaire du match de football Valenciennes-Marseille prend de l'ampleur après les aveux du joueur valenciennois Christophe Robert, qui a reconnu avoir touché 250 000 francs pour ne pas faire de zèle contre l'OM. Le Marseillais Jean-Jacques Eydelie, soupçonné d'avoir servi d'intermédiaire, a été placé en garde à vue, vendredi 25 juin, à Valenciennes. La procureur de la République a indiqué que l'instruction pourrait s'orienter vers Marseille.

Ballons piégés

par Philippe Broussard

Après l'euphorie, le doute. Après l'ironie, l'incrédulité. En un mois de temps, l'Olympique de Marseille et ses supporters ont passé d'un extrême à l'autre, de la joie d'un premier triomphe français en coupe d'Europe à une affaire de joueurs présumés corrompus. Les deux événements ne sont bien sûr pas liés, mais le second ternit inévitablement le premier.

Le 26 mai, après la victoire de l'OM à Munich devant le Milan AC, la ville avait défilé sur la Caubère, qu'il faut bien dire les soupçons qui pesaient déjà sur un match de championnat disputé cinq jours plus tôt à Valenciennes. De Jacques Glassmann, le joueur nordiste qui mettait en cause un dirigeant (Jean-Pierre Bernès) et un

joueur (Jean-Jacques Eydelie) marseillais, on disait alors qu'il « divaguait ». Avait-il été « approché » au téléphone, comme il le prétendait ? « S'il entend des voix, il ferait bien d'aller à Lourdes », répliquaient les supporters, convaincus que ces accusations relevaient de la jalousie anti-OM.

Et puis, un mois plus tard, le 24 juin, lorsqu'un autre joueur valenciennois, Christophe Robert, a admis avoir touché une somme de 250 000 F afin de ne pas « forcer son talent », Marseille, stupéfait, s'est interrogé : après les caisses noires, les dépôts de bilan et les polémiques en tout genre, le football français serait-il sur le point de connaître le plus gros scandale de son histoire ? Le risque existe.

Lire la suite page 9

Représailles russes contre l'Estonie

Après l'adoption par le Parlement de Tallinn de la loi sur le statut des étrangers que Moscou juge discriminatoire à l'égard de la communauté russophone d'Estonie, la Russie a décidé, vendredi 25 juin, de cesser ses livraisons de gaz à la République baltique. Cette mesure risque de poser des problèmes économiques graves à ce petit pays.

page 3

Progression de l'opposition au Maroc

Selon des résultats partiels, samedi 26 juin, la participation aux élections législatives marocaines de vendredi s'avérait assez faible. La majorité sortante maintiendrait l'essentiel de ses positions, en zones rurales, mais les deux principaux partis d'opposition, enregistreraient une sensible progression dans les grandes villes.

page 4

Obstruction socialiste à l'Assemblée

Les députés socialistes ont multiplié les manœuvres d'obstruction lors de l'examen de la proposition de loi sur l'enseignement supérieur, finalement adoptée tard dans la nuit de vendredi à samedi, afin de retarder la discussion du texte visant à aménager la loi Falloux sur les subventions publiques à l'enseignement privé.

page 6

Pérou : le « Sentier » déclinant

L'organisation maoïste andine ne se remet pas de l'arrestation, peu glorieuse, de son chef, Abimael Guzman

LIMA

de notre envoyé spécial

Ces quelques intellectuels rassemblés pour une soirée amicale chez une flamboyante journaliste de la télévision péruvienne ont eu comme d'habitude jadis « bluffs » par le Sentier lumineux. Ils s'en partageaient pas l'idéologie, exotique cocktail de maoïsme et d'apport personnel de son fondateur, Abimael Guzman, mais ils avaient été à la fois séduits et intrigués.

La journaliste vedette se lance dans des anecdotes sur la sexualité de Guzman. Celle-ci aurait été considérable et charitablement satisfaite par les jeunes militantes, qui accomplissaient ainsi leur « devoir révolutionnaire ». Derrière ces propos de

salon légers poète comme une géométrie rétrospective. On se défend par le rire de la fascination mêlée de terreur qu'un a éprouvée autrefois. Un enseignant étranger d'un des collèges les plus chics de la capitale, ami de la journaliste et qui vit depuis longtemps dans le pays, évoque lui aussi ces années où cours desquelles le Sentier semblait hypnotiser certains enfants de la bonne société. Ils étaient ses élèves, souvent brillants. Plusieurs de ces jeunes gens sont passés à la lutte armée. On cite des ooms. La plupart ont été tués. Un ange passe...

DOMINIQUE DHOMBRES

Lire la suite page 5

La guerre des Vasarely

Le maître de l'op-art et ses héritiers accusent les dirigeants de la Fondation d'avoir profité de leur générosité

par Roland-Pierre Paringoux

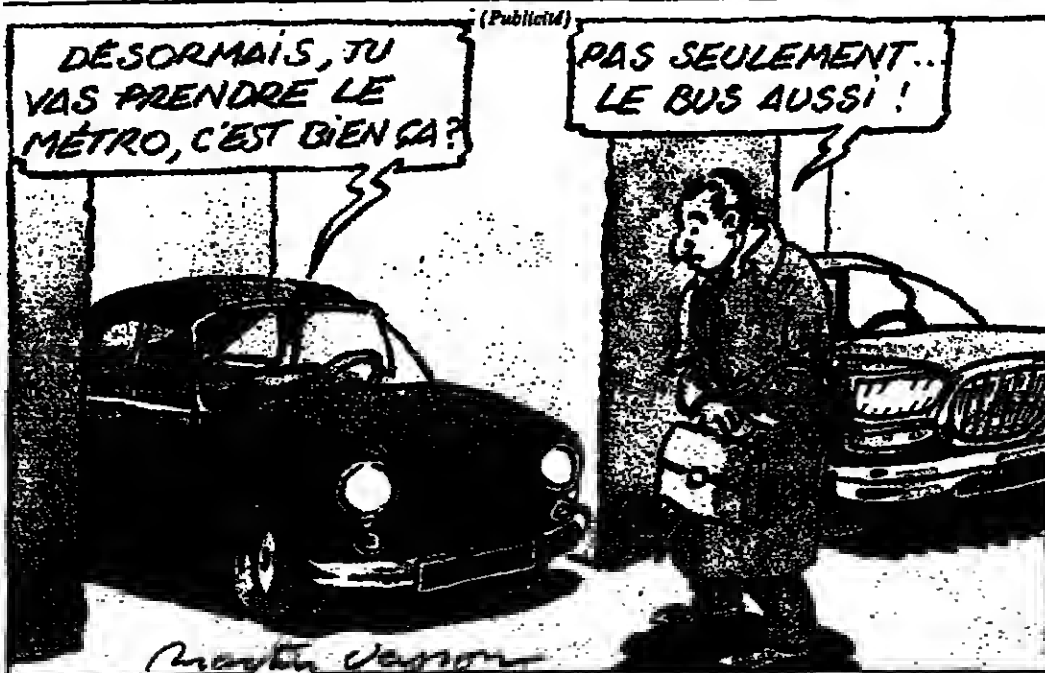
D'un côté, un grand artiste, contraint au soir de sa vie de s'en prendre à ce qu'il a de plus cher : la Fondation qui porte son nom et qui s'écroule. Agé de quatre-vingt-sept ans, Victor Vasarely, soutenu par sa famille, accuse ceux à qui il avait confié les destinées de cette institution d'avoir renié leurs engagements et couvert des opérations frauduleuses.

Face au peintre, un juriste éminent qui a présidé la Fondation pendant douze ans, mais que la justice a récemment déchu de cette fonction (le Monde des 15 mai et 18 juin) : Agé de cinquante-six ans, Charles Debbasch, soutenu par l'université Aix-

Marseille-III, dénonce une volonté de mainmise des héritiers sur l'œuvre du maître. Entre les deux camps, les ministères de tutelle, ceux de l'intérieur et de la culture, ainsi que la justice, aujourd'hui saisie de ce dossier encombrant et quelque peu politisé. En toile de fond, le monde ténébreux du commerce de l'art, des réseaux d'influence et des jeux de pouvoir.

Tout commence en 1970. A l'époque, Victor Vasarely, maître de l'art optique (op-art), est à l'apogée du succès. La fortune altère peu les habitudes de cet homme aux goûts simples, venu de Hongrie dans les années 30.

Lire la suite page 8



TOULOUSE INAUGURE SON MÉTRO LE 26 JUIN

Alain Juppé invité du « grand jury RTL-le Monde »

Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et secrétaire général du RPR, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 27 juin, de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien adjoint au maire de Paris, ancien député RPR de Montmartre, répondra aux questions d'André Passeron et de Michel Tatu du Monde et de Richard Arxi et d'Isabelle Dath de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

DATES

Il y a quarante ans, la libération des enfants Finlay.

page 2

HEURES LOCALES

Les aléas du projet Seine-Rive gauche

A la suite de la décision du tribunal administratif de Paris, les opérations d'aménagement prévues autour de la Bibliothèque de France sont remises en cause.

Les régions font leur cinéma

Quelques pionnières se sont lancées dans la production. Mais ces deux mondes doivent trouver des règles de collaboration.

pages 17 à 24

Le sommaire complet se trouve page 16

A L'ÉTRANGER : Maroc, 6 Dh; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 16 Krones; Espagne, 100 Ptas; Grèce, 250 Dr; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 45 FL; Norvège, 14 Kron; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 180 Ptes; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 1,50 Kr; Suisse, 1,50 Fr; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

RESSOURCES HUMAINES

DATES

Il y a quarante ans

La libération des enfants Finaly

par Henri Tincq

Ce vendredi 25 juin 1953, vers 16 heures, une voiture venue de Saint-Sébastien traverse en trombe la frontière espagnole. Six motards et une meute de journalistes la prennent en escorte en direction de Bordeaux. A son bord, un curieux équipage : un bénédictin, père abbé de Notre-Dame de Belloc à Urt (Pyrénées-Atlantiques), deux garçons de douze et onze ans, et une femme, Germaine Ribière, qui, quelques heures plus tôt, avait mis sous le nez du consul de Saint-Sébastien, furieux, le sans-conduit permettant leur départ. Un mois plus tard, un avion, transportant les deux enfants juifs, décollait d'Orly pour Tel-Aviv.

De cette chevauchée à travers les Pyrénées, Robert et Gérard Finaly, aujourd'hui citoyens israéliens, le premier est médecin-chef adjoint dans un hôpital de Beer-Sheva dans le Negev, le deuxième cadre supérieur à la compagnie du téléphone de Haïfa - gardent le souvenir d'une aventure plutôt excitante. Mais les rares personnalités juives ou catholiques qui, comme Germaine Ribière, se battaient depuis six mois contre les fanatiques de chaque camp pour obtenir la libération des deux garçons, poussent un énorme soupir de soulagement. Le franchissement, ce 25 juin 1953, d'une frontière espagnole alors bouclée par Georges Bidault, ministre des affaires étrangères, est l'épilogue d'une affaire qui, après guerre, a divisé la France, passée près d'une nouvelle affaire Dreyfus. Dans le cas Finaly, le romanesque le dispute au tragique. L'enlèvement rituel d'enfants enfle l'imaginaire populaire. Et surtout, malgré les plaies encore brûlantes de la guerre, les réflexes de méfiance et d'ignorance opposant juifs et chrétiens ne désarment pas.

Cronos à la naissance

Des centaines d'enfants juifs ont sans doute été sauvés, pendant la guerre et l'Occupation, par de bons chrétiens qui, comme Antoinette Bruno, la tutrice des petits Finaly, les avaient fait baptiser en croyant les sauver. Mais la booe conscience devient incosciente quand elle s'acharne ainsi, contre toute justice et raison, à défendre la « vérité » d'une Eglise contre les droits d'une famille et la liberté de deux enfants.

Le souvenir pèse encore, au siècle précédent, de l'affaire Mortara. C'était en 1858. Les gendarmes pontificaux de Bologne avaient kidnappé des enfants baptisés par une servante, à l'usage de leurs parents. Cet enlèvement avait soulevé une émotion considérable. Les souverains européens, Napoléon III, François-Joseph, avaient protesté auprès du pape. Mais le pape Pie IX, pape du Syllabus, leur avait opposé un refus obstiné. Tout enfant, une fois baptisé, voit son sort lié à celui de l'Eglise, dans laquelle, de force ou de gré, il est entré. Dans l'affaire Finaly, on assiste au même ébrouement de deux légitimités et entre deux ordres : celui de la société civile et celui de la « société parfaite » qu'est l'Eglise. Cette affaire n'a que quarante ans, mais elle semble remonter à la nuit des temps.

Elle commence en réalité dans la nuit du 14 au 15 février 1944 à La Tronche, près de Grenoble, dans l'Isère. Une voiture noire de la Gestapo s'arrête au domicile de Fritz Finaly, médecin de trente-six ans, et de son épouse Anni, vingt-sept ans. Tous deux ont fui, en 1939, l'Anschluss et l'Autriche, pour un pays supposé de tolérance et de liberté. Sur les deux plans, ils ont été trompés. Deux mois après leur arrestation, le couple Finaly est déporté en Allemagne et, de là, acheminé à Auschwitz, d'où ils ne reviendront jamais.

Leurs deux garçons, Robert et Gérard, naissent en France occupée : le premier, le 14 avril 1941, le deuxième, le 3 juillet 1942, l'incoscience ? Leurs parents les font aussitôt circoncire. Ils leur



Robert (à gauche) et Gérard (à droite) Finaly retrouvent leur tante, M^{me} Rosner, quelques jours après leur libération.

donnent même des prénoms hébraïques : Ruben et Guedalya. Quelques meilleures preuves de leur attachement au judaïsme et de leur volonté de faire de leurs garçons de bons petits juifs ! Présentant le pire, pourtant, Fritz et Anni Finaly cachent leurs enfants à la crèche Saint-Vincent-de-Paul, de Meylan.

Au lendemain de leur arrestation, les deux enfants sont confiés, à Grenoble, à la communauté des sœurs de Notre-Dame-de-Sion, puis à Antoinette Bruno, directrice d'une crèche municipale, du nom de Saint-Bruno. Maitresse femme, catholique de caractère et de conviction, M^{me} Brun s'acquitte, avec un vouement exemplaire, des tâches de garde et d'éducation des deux bambins juifs.

La sainte mademoiselle Brun

A la fin de la guerre, les deux sœurs survivantes du docteur Finaly s'inquiètent du sort de leurs neveux. L'une d'elles, Margareth Fischel-Finaly, habite la Nouvelle-Zélande. Dès 1945, elle prend contact avec le maire de La Tronche et écrit à M^{me} Brun pour lui exprimer sa gratitude et son souhait de récupérer les enfants, conformément au « vœu le plus cher » exprimé, assure-t-elle, par leurs parents naturels. Mais la directrice de la crèche municipale de Grenoble fait la sourde oreille. Ou, comprenant trop bien la nouvelle situation, profite de l'ordonnance du 30 avril 1945 pour faire valoir ses droits à une tutelle provisoire. Elle cache au juge de paix l'existence d'oncles et de tantes, fait de ses petits protégés des pupilles de la nation. Elle écrit même, en 1945, à l'une des tantes : « Vos neveux sont juifs, c'est-à-dire qu'ils sont restés dans leur religion ».

C'est le début d'une guerre de tranchées qui va durer huit ans. Antoinette Brun estime avoir acquis des droits sur les enfants et refuse de les rendre, même quand, en 1948, la plus jeune tante des petits Finaly, Hédwige Rosner, qui vit en Israël, reprend l'affaire en main et donne par procuration à Moïse Keller, ingénieur à Grenoble, le droit d'en appeler à la justice. Une plainte est déposée au parquet de Grenoble. Une instruc-

tionnellement un chrétien. Cette maternité spirituelle engendre des devoirs. L'Eglise est une société parfaite qui a autorité sur les hommes devenus ses membres par le baptême ».

Comment ne pas replonger dans la mentalité catholique de l'époque ? Elle est façonnée, dans le cas de M^{me} Brun, des préceptes et religieuses qui l'ont aidée, moins par l'antisémitisme que par des années de catéchisme où l'on enseigne que l'Eglise, « société parfaite », est de volonté divine et « l'épouse » du Christ, qu'on lui doit toute obéissance et qu'en dehors d'elle il n'y a point de salut possible. On mesure mieux, par cette affaire, la révolution qu'a entraînée, dix ans plus tard, une disposition du concile Vatican II (1962-1965), bien plus sévère que l'abandon de la soutane ou du latin : la reconnaissance de la liberté de conscience et de religion.

« On nous a menti pendant cinq ans », dira à France-Soir, le 25 juillet 1978, l'aîné des deux garçons. On leur racontait que les juifs voulaient les placer dans une institution, en Israël, « pour nous faire casser des pierres sur les routes ». On a caché, ajoute-t-il, que « c'est notre famille qui nous recherchait ». A l'indiscutable supériorité de l'Eglise catholique, s'ajoutent, en l'espèce, l'insupport et l'ignominie de la religion juive. C'est une époque où courent encore les vieux poncifs sur la « mauvaise religion » ou « le peuple maudit qui a fait crucifier Jésus-Christ ». Depuis, le concile aussi a gonflé cet « enseignement du mépris » que dénonçait Jules Isaac.

Un cache-cache de six mois

Hiver 1953. Les enfants restent introuvables. M^{me} Brun s'est acquiescé des complicités à la communauté de Grenoble des sœurs de Notre-Dame-de-Sion, en la personne de la supérieure, Mère Antonine. Celle-ci prend conseil auprès de Mgr Caillaud, évêque ultra-pétainiste de Grenoble. Mère Antonine dirige les enfants vers le collège Saint-Louis-de-Gozagone à Bayonne. Le 3^e février, le parquet les y découvre, sous de faux noms, et confie aussitôt leur garde au directeur. Mais deux jours après, alors que Moïse Keller, gardien des intérêts de la famille Finaly, prend la route de Bayonne, les enfants disparaissent à nouveau. Une autre filière est cotée ce jeu, celle de prêtres basques qui ont mis les enfants à l'abri... en Espagne franquiste. La nouvelle fait sensation. La supérieure de Notre-Dame-de-Sion à Grenoble est mise sous les verrous.

L'opinion s'enflamme. La droite délicate et la gauche laïque répètent leurs grands classiques. Des comités Finaly naissent un peu partout. Moïse Keller en appelle à Pie XII. La presse s'embrase. Dans le camp de M^{me} Brun, la Croix, l'Aurore, les journaux de droite et d'extrême droite. Dans l'autre, le Monde, l'Humanité, au milieu, François Mauriac estime que les enfants feront plus tard le ébrou de leur

religion : « Ce sont des agneaux perdus entre deux bergeries, écrit l'éditorialiste du Figaro. Ecartez-les un peu, laissez-les humer le vent, l'oreille dressée. Ils iront d'eux-mêmes là où ils doivent aller ».

Le grand rabbin de France, Jacob Kaplan, n'est pas d'accord et il entre en scène, pour ne plus la quitter (1). Il calme les passions, ose des sympathies qu'il a dans les milieux catholiques issus de la Résistance (Père Chaillet, fondateur de Témoignage chrétien, Père de Lubac, Germaine Ribière, etc.) et à l'archevêché de Paris. Il défend pied à pied la famille Finaly, accusée par la droite d'avoir tardé à s'adresser aux enfants. Il s'efforce de convaincre les sœurs de Sion de lui indiquer la cachette des enfants, approche, grâce au Père Chaillet, le cardinal Gerlier et signe avec les autorités catholiques, le 6 mars, un accord secret qui prévoit la remise des enfants à M^{me} Rosner et le retrait des plaintes contre Antoinette Brun.

Les pressions religieuses, politiques, diplomatiques, les « missions » en Espagne de Germaine Ribière, la ténacité du grand rabbin finissent par avoir raison de la résistance de la tante. Des prêtres basques, les abbés Ariztia, Iriburu, Irigoin, qui avaient organisé le passage clandestin des enfants, sont interpellés à la mi-mars et inculpés. Dans un arrêt du 23 juin 1953, la chambre civile de la Cour de cassation domine définitivement tout à M^{me} Brun sur son droit de tutelle. Le surlendemain, les deux garçons rentrent en France et font la connaissance de leur tante, M^{me} Rosner. L'accord passé entre le grand rabbin et la hiérarchie catholique prévoit leur retour dans une propriété « neutre » de l'Oise, mais le climat de méfiance est tel que leur départ vers Israël est précipité.

Depuis cette date, Antoinette Brun est déçue dans la solitude et l'anonymat, gardant avec elle la part de mystère qui reste de cette affaire. Les sœurs de Sion ont vu la confirmation de leur vocation, inspirée de leurs fondateurs, les frères Ratisbonne : envier à la réconciliation entre juifs et chrétiens. Celle-ci est sur la bonne voie, France notamment, pays éprouvé par de telles affaires qui ont servi de leçon. Quant à l'Eglise, elle a pêché moins par sa hiérarchie, comme dans les protocoles accordés à Paul Touvier, que par la permanence d'une théologie exclusive, triomphaliste aujourd'hui dépassée, mais que certains courants intégristes, très minoritaires, s'ingénient encore à réveiller.

(1) On se reportera, notamment, pour mieux comprendre l'affaire Finaly, au livre que vient de publier aux Editions du Cerf le grand rabbin Joseph Kaplan, précédé par notre collaborateur Maurice Ruben Hayoun. L'Affaire Finaly. 90 p., 55 F.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-29
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

ont ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourme, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lesourme

Directeur général : Michel Cros

Membres du comité de direction :

Jacques Guio, Philippe Dupuis

Isabelle Tsidi

15-17, rue de Colonne-Pierre-Avia

75502 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-27-72

Téléc : MONDPUB 634 128 F

Téléc : 46-42-48-73. Société filiale

de la SARL Le Monde et de Média et Regis Europe SA.

Imprimerie

du Monde

12, r. M. Guesbours

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et

index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article,

sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

Composées 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-60-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)

FRANCE

3 mois

536 F

6 mois

1 038 F

1 an

1 898 F

2 086 F

2 900 F

ÉTRANGER :

par voie aérienne (tarif sur demande,

pour vous abonner, remettez et bulletin

acompanyé de votre règlement

à l'adresse ci-dessous

un par MINITEL 36-15 LEMONDE

code d'accès APO

« LE MONDE » (ISSN : 0395-2037) is published daily for

5.000 per year by LE MONDE S.A., 1, place Hubert-Beuve-

Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage

paid at New York, N.Y., and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE

NY - Box 1518, Oyster Bay, N.Y. 11771 - 1518.

Printed in Belgium. Second class postage paid at New York, N.Y., and additional mailing offices.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific

Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 2483 USA

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-

quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les

nommes propres en capital d'imprimerie

PP Paris RP 301 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant

directeur de la publication

Bruno Freytag

Jacques Guio

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès

Thomas Fereval

Philippe Hermon

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Autres directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1968)

Jacques Fauvet (1968-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

ALAIN
JUPPÉ
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ANIMÉ PAR
HENRI MARQUE
AVEC ANDRÉ PASSEIRON
ET MICHEL TATU (LE MONDE)
RICHARD ARZT
ET PIERRE-MARIE CHRISTIN (RTL)

18H30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR
RTL

Avec Le Monde
sur Minitel - par téléphone

Admissibilité :

INT TÉLÉCOM

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70

Le Parlement c et dénonce la corrup

Le grand rabbin de France, Jacob Kaplan, n'est pas d'accord et il entre en scène, pour ne plus la quitter (1). Il calme les passions, ose des sympathies qu'il a dans les milieux catholiques issus de la Résistance (Père Chaillet, fondateur de Témoignage chrétien, Père de Lubac, Germaine Ribière, etc.) et à l'archevêché de Paris. Il défend pied à pied la famille Finaly, accusée par la droite d'avoir tardé à s'adresser aux enfants. Il s'efforce de convaincre les sœurs de Sion de lui indiquer la cachette des enfants, approche, grâce au Père Chaillet, le cardinal Gerlier et signe avec les autorités catholiques, le 6 mars, un accord secret qui prévoit la remise des enfants à M^{me} Rosner et le retrait des plaintes contre Antoinette Brun.

suspend ses livraisons de gaz à l'Estonie

Le grand rabbin de France, Jacob Kaplan, n'est pas d'accord et il entre en scène, pour ne plus la quitter (1). Il calme les passions, ose des sympathies qu'il a dans les milieux catholiques issus de la Résistance (Père Chaillet, fondateur de Témoignage chrétien, Père de Lubac, Germaine Ribière, etc.) et à l'archevêché de Paris. Il défend pied à pied la famille Finaly, accusée par la droite d'avoir tardé à s'adresser aux enfants. Il s'efforce de convaincre les sœurs de Sion de lui indiquer la cachette des enfants, approche, grâce au Père Chaillet, le cardinal Gerlier et signe avec les autorités catholiques, le 6 mars, un accord secret qui prévoit la remise des enfants à M^{me} Rosner et le retrait des plaintes contre Antoinette Brun.

Le grand rabbin de France, Jacob Kaplan, n'est pas d'accord et il entre en scène, pour ne plus la quitter (1). Il calme les passions, ose des sympathies qu'il a dans les milieux catholiques issus de la Résistance (Père Chaillet, fondateur de Témoignage chrétien, Père de Lubac, Germaine Ribière, etc.) et à l'archevêché de Paris. Il défend pied à pied la famille Finaly, accusée par la droite d'avoir tardé à s'adresser aux enfants. Il s'efforce de convaincre les sœurs de Sion de lui indiquer la cachette des enfants, approche, grâce au Père Chaillet, le cardinal Gerlier et signe avec les autorités catholiques, le 6 mars, un accord secret qui prévoit la remise des enfants à M^{me} Rosner et le retrait des plaintes contre Antoinette Brun.

Le grand rabbin de France, Jacob Kaplan, n'est pas d'accord et il entre en scène, pour ne plus la quitter (1). Il calme les passions, ose des sympathies qu'il a dans les milieux catholiques issus de la Résistance (Père Chaillet, fondateur de Témoignage chrétien, Père de Lubac, Germaine Ribière, etc.) et à l'archevêché de Paris. Il défend pied à pied la famille Finaly, accusée par la droite d'avoir tardé à s'adresser aux enfants. Il s'efforce de convaincre les sœurs de Sion de lui indiquer la cachette des enfants, approche, grâce au Père Chaillet, le cardinal Gerlier et signe avec les autorités catholiques, le 6 mars, un accord secret qui prévoit la remise des enfants à M^{me} Rosner et le retrait des plaintes contre Antoinette Brun.

Le grand rabbin de France, Jacob Kaplan, n'est pas d'accord et il entre en scène, pour ne plus la quitter (1). Il calme les passions, ose des sympathies qu'il a dans les milieux catholiques issus de la Résistance (Père Chaillet, fondateur de Témoignage chrétien, Père de Lubac, Germaine Ribière, etc.) et à l'archevêché de Paris. Il défend pied à pied la famille Finaly, accusée par la droite d'avoir tardé à s'adresser aux enfants. Il s'efforce de convaincre les sœurs de Sion de lui indiquer la cachette des enfants, approche, grâce au Père Chaillet, le cardinal Gerlier et signe avec les autorités catholiques, le 6 mars, un accord secret qui prévoit la remise des enfants à M^{me} Rosner et le retrait des plaintes contre Antoinette Brun.

Le grand rabbin de France, Jacob Kaplan, n'est pas d'accord et il entre en scène, pour ne plus la quitter (1). Il calme les passions, ose des sympathies qu'il a dans les milieux catholiques issus de la Résistance (Père Chaillet, fondateur de Témoignage chrétien, Père de Lubac, Germaine Ribière, etc.) et à l'archevêché de Paris. Il défend pied à pied la famille Finaly, accusée par la droite d'avoir tardé à s'adresser aux enfants. Il s'efforce de convaincre les sœurs de Sion de lui indiquer la cachette des enfants, approche, grâce au Père Chaillet, le cardinal Gerlier et signe avec les autorités catholiques, le 6 mars, un accord secret qui prévoit la remise des enfants à M^{me} Rosner et le retrait des plaintes contre Antoinette Brun.

Le grand rabbin de France, Jacob Kaplan, n'est pas d'accord et il entre en scène, pour ne plus la quitter (1). Il calme les passions, ose des sympathies qu'il a dans les milieux catholiques issus de la Résistance (Père Chaillet, fondateur de Témoignage chrétien, Père de Lubac, Germaine Ribière, etc.) et à l'archevêché de Paris. Il défend pied à pied la famille Finaly, accusée par la droite d'avoir tardé à s'adresser aux enfants. Il s'efforce de convaincre les sœurs de Sion de lui indiquer la cachette des enfants, approche, grâce au Père Chaillet, le cardinal Gerlier et signe avec les autorités catholiques, le 6 mars, un accord secret qui prévoit la remise des enfants à M^{me} Rosner et le retrait des plaintes contre Antoinette Brun.

ÉTRANGER

RUSSIE : la crise constitutionnelle

Le Parlement contre-attaque et dénonce la corruption de l'exécutif

La Conférence constitutionnelle créée par Boris Eltsine devait reprendre ses travaux, samedi 26 juin, alors que l'opposition parlementaire se déchaînait sur le thème, porteur, de la corruption de proches du président. Ces derniers ont annoncé qu'ils allaient ignorer ces attaques.

MOSCOU

de notre correspondant

Fort mal en point depuis le référendum du 25 avril, et menacé dans son existence par la Conférence constitutionnelle mise en place par Boris Eltsine, le Parlement russe a lancé, jeudi 24 juin, une vigoureuse contre-attaque. Après avoir entendu un rapport du procureur général adjoint de Russie consacré à une série d'affaires de corruption ou de dilapidation de fonds publics, les députés ont exprimé, à une écrasante majorité, leur « déception » envers deux des principaux responsables de l'exécutif, Vladimir Choumeïko, premier vice-premier ministre, et Mikhaïl Poutine, intime du président et chargé par lui de superviser les

médias. Le Parlement a en conséquence demandé au président Eltsine de relever de leurs fonctions les deux hauts responsables. De plus, les députés ont estimé que les représentants du Parlement, et en particulier son président, Rouslan Khasboulatov, ne devaient plus participer aux travaux d'une Conférence constitutionnelle déconsidérée selon eux par la présence des deux intéressés. M. Khasboulatov n'est d'ailleurs plus réapparu dans la salle de la Conférence depuis que des partisans particulièrement zélés du président l'ont empêché de prendre la parole à l'ouverture des travaux.

Le porte-parole présidentiel, M. Kostikov, a immédiatement qualifié la démarche du Parlement de « provocation », et M. Choumeïko a affirmé que les accusations « insubstantielles » lancées contre lui étaient destinées à « mettre en pièces la Conférence constitutionnelle ». « Il vaudrait mieux que le Parlement au complet démissionne aujourd'hui même, le pays ne s'en porterait que mieux », a ajouté le premier vice-premier ministre. De manière parfaitement symétrique, M. Khasboulatov avait lui-même estimé que les faits évoqués par la commission d'enquête sur la cor-

ruption auraient suffi à justifier « la démission du gouvernement dans son ensemble ». Tout aussi prévisible fut la présentation de l'affaire par les médias pro-présidentiels, qui ont dénoncé la « manœuvre » du Parlement sans s'apaiser sur les faits dénoncés, tandis que la presse d'opposition criait très fort son indignation. L'affaire pourrait donc donner lieu à un nouveau épisode, mineur, de la « guerre » qui oppose depuis des mois l'exécutif et le législatif. Elle se situe pourtant à un moment particulièrement délicat : à la veille d'une nouvelle réunion plénière de la Conférence constitutionnelle, au cours de laquelle Boris Eltsine va sans doute devoir abattre enfin son jeu, et faire savoir ce qu'il attend au juste de cette assemblée.

A cet égard, les échos ne se présentent pas très bons pour le président : plusieurs semaines de discussions n'ont toujours pas permis de surmonter les oppositions sur divers articles essentiels du projet et, surtout, les représentants des Républiques autonomes expriment de plus en plus ouvertement leur mécontentement (le Tatarstan a déjà décidé de claquer la porte).

« Démocratie »

D'autre part, le Parlement a bien choisi le terrain de sa contre-attaque. La réalité et l'étendue de la corruption au sein de l'administration sont un fait avéré, et la majorité des Russes établit un lien entre la « démocratie » et l'affaire. L'ambiance et l'optimisme des années 90 ont été déclinés.

De plus, la manière dont le président Eltsine a bloqué une série d'enquêtes risquant de mettre en cause des personnalités haut placées, puis écarté les responsables de ces enquêtes, est de nature à accroître les soupçons, naturellement exploités par les opposants. En particulier par le vice-président Rousstov, qui a fait son cheval de bataille de la dénonciation de la corruption parmi les proches du président.

D'après le rapport du procureur général adjoint de Russie, M. Makarov, qui s'appuie précisément sur les « valises » de documents remis par le général Rousstov, il n'est pas vraiment que M. Choumeïko, Poutine et autres membres de l'équipe présidentielle, comme l'ex-secrétaire d'Etat Guennadi Bourboulis, ont tiré des bénéfices personnels de leurs fonctions. Il leur reproche pour l'essentiel d'avoir donné leur approbation à une série d'opérations qui ont abouti soit à une grave dilapidation de fonds publics, soit à l'enrichissement d'intermédiaires. M. Choumeïko est ainsi accusé d'avoir autorisé le versement de 14,5 millions de dollars à une firme suisse pour l'achat de produits alimentaires pour enfants, dont une très petite partie seulement (1,7 millions de dollars)

■ HONGRIE : M. Mé-29 russes contre effacement de la dette. - Le gouvernement hongrois a signé, le mercredi 23 juin, à Moscou, un accord avec lequel la Russie doit lui fournir 28 chasseurs Mig-29, en échange desquels la Hongrie effacera 800 millions de dollars de la dette commerciale accumulée par la Russie à son égard de 1989 à 1991. Le montant total de cette dette s'élève à 1,7 milliard de dollars. - (UPI)

■ ITALIE : un avocat et son assistant assassinés à Catane. - Salvatore Di Mauro, cinquante-huit ans, et son assistant, Francesco Giuseppe, ont été assassinés, jeudi 24 juin, à Catane, en Sicile, par deux hommes qui ont pris la fuite. L'avocat, très connu dans la ville, était soupçonné de diriger le clan local de la Mafia. Les enquêteurs estiment qu'il s'agit soit d'un règlement de comptes au sein de la famille, soit d'une réaction de la guerre des clans pour le contrôle du territoire de Catane. - (AFP)

■ ROYAUME-UNI : M. Major annonce un nouveau secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord. - Le premier ministre britannique, John Major, a nommé, le vendredi 25 juin, Sir John Wheeler, député conservateur du quartier londonien de Westminster depuis 1983, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, en remplacement de Michael Mates. Ce dernier avait démissionné jeudi à la suite des révélations de la presse sur ses relations avec l'ancien chef d'affaires Asif Nadir (le Monde du 26 juin). Agé de cinquante-trois ans, M. Wheeler a été nommé administrateur adjoint de deux prisons londoniennes pendant plusieurs années. Il entre pour la première fois au gouvernement. - (AFP)

H. de B.

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Les combats entre Croates et Musulmans se sont intensifiés en Bosnie centrale

Croates et Musulmans de Bosnie, jadis alliés face aux Serbes, ont ouvert un nouveau front dans la lutte qui les oppose pour le contrôle du centre stratégique de la Bosnie, où sont en grande partie concentrées les industries et les ressources hydroélectriques et minières.

a déclaré un porte-parole du troisième corps d'armée bosniaque. Une source militaire de l'ONU a confirmé que d'intenses combats avaient éclaté à Zepce, Zavidovici, ainsi que dans la ville de Maglaj, à 200 kilomètres au nord de Sarajevo.

L'armée bosniaque, dominée par les Musulmans, a accusé, vendredi 25 juin, le HVO (Conseil de défense croate - forces croates de Bosnie-Herzégovine) d'avoir lancé une attaque d'artillerie contre les villes de Zepce et Zavidovici. « Les Croates ont fermé Zepce mercredi soir, fait sortir la plupart des Croates de la ville et commencé à la piller hier matin »,

Un porte-parole du HVO avait déclaré, jeudi, que Zepce avait subi des tirs d'artillerie musulmans pour la première fois et que des combats au corps à corps avaient été signalés dans cette ville de 22 000 habitants. Des journalistes qui ont tenté de se rendre à Zepce ont été refoulés par des miliciens musulmans. - (Reuters)

Proche de M. Milosevic

Zoran Lilic a été élu président de la Fédération

BELGRADE

de notre correspondant

La « mini-Yougoslavie », réduite à la Serbie et au Monténégro, s'est dotée, vendredi 25 juin, d'un nouveau président, le deuxième depuis la création de cette fédération au printemps 1992.

Un jeune technocrate serbe, Zoran Lilic, quarante ans, actuel président du Parlement de Serbie, succédera à l'écrivain Dobrica Cosic, destitué au début du mois après un coup de force de Slobodan Milosevic, « homme fort » de la Serbie et véritable maître de la Fédération.

M. Lilic a été élu à une très forte majorité par les deux Chambres du Parlement fédéral, dominé par les socialistes (ex-communistes) de M. Milosevic (SPS) et leurs alliés, malgré quelques réserves à l'égard d'un

homme qui manque de carrure politique. L'opposition serbe, pour sa part, estime que l'arrivée de M. Lilic à la tête de l'Etat fédéral « ne changera pas grand-chose ». Le nouvel élu ne cache pas son admiration pour M. Milosevic.

« Les compétences du président yougoslave sont réduites par la Constitution, et avec M. Lilic elles seront encore plus restreintes », avait remarqué M. Vojislav Kostunica, leader du Parti démocrate serbe (DSS).

Prenant la parole après sa prestation de serment, Zoran Lilic a dit vouloir donner la priorité à la paix et à la coopération avec la communauté internationale, tout en réaffirmant son appui à l'ambition du président serbe de réunir tous les Serbes dans un même Etat.

FLORENCE HARTMANN

TURQUIE : à l'occasion de la formation du gouvernement

Mme Ciller a écarté la vieille garde de son parti

« Je crois que ce sera un gouvernement couronné de succès », a déclaré, vendredi 25 juin, Tansu Ciller, nouveau premier ministre turc, après avoir soumis les noms de ses trente-deux ministres à l'approbation du président de la République, Suleyman Demirel. Le programme du gouvernement devra être discuté par l'Assemblée nationale puis être soumis à un vote de confiance. Mme Ciller - qui a écarté la vieille garde de son parti - pourra ensuite s'attaquer à une tâche qui s'annonce très délicate.

ISTANBUL

de notre correspondant

Les onze ministres du Parti populaire social-démocrate (SHP), dont le ministre des affaires étrangères, Hikmet Cetin, et le vice-premier ministre Erdal Inönü, ont gardé leurs postes. En revanche, au sein de son propre Parti de la justice (DYP), Mme Ciller a décidé de prendre des risques en écartant la vieille garde, y compris son rival malchanceux, l'ancien ministre de l'Intérieur Ismet Sezgin, au profit de nouveaux venus. La personna-

lité éboisée pour le remplacer, Mehmet Gazioglu, est un avocat peu connu qui s'est ainsi vu confier la lourde responsabilité du problème kurde.

Le programme du gouvernement Ciller est très similaire à celui de M. Demirel en novembre 1991. Le style, en revanche, est radicalement différent. Mme Ciller et M. Inönü ont pris l'opposition par surprise en faisant adopter, jeudi à minuit, un projet de loi qui leur permet, dans certains domaines, de gouverner par décret pendant un an. Ce qui sera précieux pour contourner la bureaucratie et mener à bien les privatisations, l'une des recettes suggérées par l'ancien professeur d'économie pour réduire l'énorme déficit budgétaire et l'inflation.

minorité kurde, pour autant, évidemment, qu'elles soient appliquées ; élargissement de la liberté d'opinion, poursuite de la réforme judiciaire et établissement de nouvelles institutions pour protéger les droits de l'homme.

Les partis de l'opposition ne sont pas les seuls dont Mme Ciller devra se méfier. Au sein de l'administration, elle s'est fait de nombreux ennemis durant ses vingt ans au ministère de l'Economie et, dans son propre parti, plusieurs politiciens expérimentés, vexés de s'être vu préférer des inconnus au sein du cabinet, l'attendent au tournant. La rumeur veut que le président Demirel ait été fléchi de n'avoir trouvé aucun des six vieux amis dans le gouvernement.

Mme Ciller est parfois sa propre ennemie. En politique étrangère, son inexpérience s'est traduite par une série de gaffes. Pour remédier à ces lacunes, elle prévoit de s'entourer d'une équipe de conseillers « à l'américaine ». A leur tête, elle a nommé Volkan Vural, porte-parole du ministère des affaires étrangères et ancien ambassadeur à Minsko, où il avait acquis une réputation de diplomate accompli.

Beaucoup voient en Mme Ciller la réformatrice qui a pris la relève du président Turgut Ozal, récemment décédé. « Elle travaille avec une détermination impressionnante, écrit Erayur Ozkoc, le rédacteur en chef du quotidien *Hürriyet*. Si Dieu le veut, ses actions seront comme celle d'Ozal durant les premières années, et permettront à la Turquie de faire un saut en avant. » Pour l'instant, Mme Ciller jouit du soutien populaire, ce qui devrait lui permettre de prendre quelques risques, mais les embûches sur son parcours seront nombreuses.

NICOLE POPE

■ RECTIFICATIF - Dans l'éditorial intitulé « Le défi kurde » (le Monde du 26 juin), il était indiqué par erreur que Turgut Ozal occupait les fonctions de premier ministre de Turquie au mois de mars 1993, alors qu'il était président de la République.

Après la mort d'un manifestant kurde

Tension entre Berne et Ankara

Les diverses polices européennes ont procédé à l'arrestation de 61 personnes à l'issue de la série d'actions organisées jeudi 24 juin par des indépendantistes kurdes (le Monde du 25 juin). Les incidents les plus graves s'étaient produits à Berne, où, selon le porte-parole du « comité Kurdistani », les employés de l'ambassade de Turquie, et l'ambassadeur lui-même, Kaya Toperi, ont fait l'objet de manifestations, tuant l'un d'eux, Semsettin Kurt, vingt-neuf ans, et blessant plusieurs personnes, dont un policier suisse. Les autorités suisses, qui avaient exigé de pou-

voir fouiller l'ambassade pour les besoins de l'enquête, se sont heurtées au refus des Turcs.

En Allemagne, l'intervention de la police a empêché une tentative de prise d'assaut d'un consulat, vendredi à Karlsruhe. Le gouvernement fédéral a par ailleurs indiqué qu'il « allait enquêter concrètement de suite sur les structures des organisations qui se trouvent derrière les auteurs de la prise d'otages », ce qui pourrait conduire à l'interdiction du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sur le territoire allemand - (AFP, AP, Reuters).

RESSOURCES HUMAINES

DIPLOMATIE

La fin de la visite du premier ministre vietnamien

Paris croit que le régime de Hanoï évoluera « par la force des choses »

Le premier ministre vietnamien, Vo Van Kiet, devait achever sa visite en France dimanche 27 juin. Les entretiens ont porté essentiellement sur le développement des « bonnes relations économiques bilatérales », la coopération culturelle, scientifique et technique et la question des droits de l'homme.

Les entretiens qui ont eu lieu lors de la visite officielle à Paris du premier ministre vietnamien, qui s'est achevée vendredi 25 juin (1), ont porté pour l'essentiel sur la promotion de « bonnes relations économiques bilatérales », a indiqué Vo Van Kiet après un entretien avec le président Mitterrand. Celles-ci « se développent à toute allure », a confirmé un diplomate français. En particulier, de nombreux projets d'investissements français ont été examinés, avec la participation des patrons des entreprises intéressées (Lyonnais des eaux, Air France, Accor, Total, Dumez, etc.). Le plus gros des projets en question est la construction d'une raffinerie, d'un montant final de 1,2 milliard de dollars, dont la réalisation (par Total, avec la participation de Hanoï) mettra la France au premier rang des investisseurs dans le pays indochinois (elle est en quatrième position).

La visite de Vo Van Kiet a aussi permis de vérifier que les engagements pris par M. Mitterrand, lors de son voyage de février, en matière de coopération culturelle, scientifique et technique (un doublement de l'aide cette année par rapport à 1992, pour un montant de 360 millions de francs) sont confirmés par le gouvernement Balladur. Le chef de l'Etat a, en un geste rare, accompagné vendredi son hôte sur le ponton de l'Élysée.

Les interlocuteurs de Vo Van Kiet lui ont aussi indiqué leur volonté de contribuer à faire aboutir, lors de la réunion du Fonds monétaire international (FMI) qui doit avoir lieu le 12 juillet à Washington, un dossier vietnamien bloqué en raison d'un vif ariété de 140 millions de dollars, à propos duquel les États-Unis, emportés dans leur logique d'embargo, exercent un veto de fait. Si la crise ouverte à Tokyo par la censure du gouvernement Miyazawa ne paralyse pas le Japon — un partenaire désormais capital dans les affaires indochinoises — et si Washington consent à donner au moins son « feu orange », selon un mot d'un diplomate (2), la probabilité est réelle d'une solution du problème dans les trois semaines.

par le « club des pays amis du Vietnam » (outre la France et le Japon : la Suède, l'Australie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne). À partir de là, Hanoï pourra renouer avec la dette et redevenir un partenaire financier régulier des institutions internationales et des États.

Vers un élargissement des libertés

Enfin, la question des droits de l'homme et de la démocratie, très sensible en raison, notamment, de la présence de quelque cent mille exilés vietnamiens en France, a été évoquée tant par le chef du gouvernement, Edouard Balladur, que par le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé. Une liste « d'intellectuels, de personnalités religieuses bouddhistes et catholiques » a été présentée par les nombreux détenus politiques du Vietnam a été remise à la délégation du Quai d'Orsay, Richard Duqué. Des grâces ont été promises, ainsi que la fin de certaines assignations à résidence. Les diplomates français en poste à Hanoï devront en vérifier discrètement l'accomplissement.

Paris semble désormais estimer que l'ouverture économique en cours depuis 1986 ne saurait aller sans un élargissement des libertés — à commencer par celle des citoyens d'aller et venir à travers le pays. « La capitaleisme sauvage à la façon sudiste remonte vers le nord », observe un diplomate français. Celo apporte de l'air au milieu renfermé de Hanoï. Déjà, la capitale a commencé de se débarrasser, de se dégonfler — pour le meilleur et pour le pire : des marchés s'ouvrent, des trafics s'établissent... La situation vietnamienne n'est plus aussi figée, même si le régime demeure archaïque, stalinien, et une boutte vers la conservation de son pouvoir. La confiance, en une évolution positive « par la force des choses » est assez grande, à Paris, pour que l'on ait décidé d'appuyer la candidature de Hanoï pour accueillir le sommet de la francophonie en 1997 (3), et de l'aider à l'organiser.

JEAN-PIERRE CLERC

- (1) Le séjour en France de Vo Van Kiet devait se poursuivre, samedi, en Normandie, par la visite d'une usine Alcatel et dimanche, par une excursion aux châteaux de la Loire.
- (2) Le président Clinton pourrait annoncer début juillet un assouplissement de l'embargo américain.
- (3) Le Vietnam avait d'abord été candidat pour 1995 mais vient de renoncer qu'il ne soit pas prêt pour cette date.

DROITS DE L'HOMME

Le document final de la conférence de Vienne a été adopté par consensus

VIENNE

de notre envoyée spéciale

Personne n'a claqué la porte. Tout est, pour la plupart des cinq mille participants, le principal succès de la conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui s'est terminée, vendredi 25 juin à Vienne. Grâce à bien des concessions, le document final a été adopté par consensus. Les « on-dans-nations », de l'« extrémisme religieux », par exemple, qui figuraient dans le texte initial du document ont été supprimés sous la pression de l'Iran et de certains pays arabes. Si des grands principes reconnus depuis des lustres — même par ceux qui ont tenté de s'y opposer ou n'en ont pas respecté les particularités — ont été réaffirmés à Vienne, aucun résultat tangible n'a pu être enregistré quant aux moyens d'action à promouvoir.

La création d'un poste de haut-commissaire pour les droits de l'homme qui, avec l'aide de rapporteurs spéciaux ayant fait leurs preuves, comme la mission Mazowiecki en ex-Yougoslavie, devrait diriger un système d'alerte et de surveillance dans les pays réputés violer ces droits, est un des problèmes qui ont été renvoyés à l'appréciation de l'Assemblée générale des Nations unies. Les opposants à cette initiative se sont retranchés derrière le principe de « souveraineté nationale ». Ce sont les mêmes qui ont rejeté

l'instauration d'une cour internationale de justice, mais la conférence ne s'est toutefois pas opposée à l'idée d'un tribunal international chargé de juger les crimes contre l'humanité.

Amnesty International a pris la tête des mécontents. Pour l'organisation de défense des droits de l'homme, rien de nouveau ni de très positif n'est sorti de cette coûteuse réunion. Son secrétaire général, Pierre Sané, est allé jusqu'à parler de « fonte » et selon Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), c'est seulement sur le terrain que l'on pourra juger les résultats d'une conférence qui s'est tenue alors que « l'Histoire, avec son cortège de guerres, de massacres, de tortures, de viols (...), se fait quasiment sous nos yeux et se répète ».

Dans son discours de clôture, Ibrahim Fall, secrétaire général de la conférence mondiale, s'est félicité de la « mobilisation » que celle-ci a entraînée, « surtout si elle se renforce à l'avenir par davantage de coopération et de coordination parmi les institutions qui s'activent dans le domaine des droits de l'homme ». Tous les gouvernements peuvent s'acquitter d'obligations internationales et seuls en fin de compte ils sont responsables de la protection des droits de l'homme.

ISABELLE VICHNIAC

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : malgré la présence de forces de police

Spectaculaire opération de l'extrême droite au siège des négociations politiques

Deux mille manifestants d'extrême droite, appartenant au Front du peuple afrikaner (AVF) ont envahi, vendredi 25 juin, la World Trade Center de Kempton Park, dans le banlieue de Johannesburg, où ont lieu les négociations sur l'avenir de l'Afrique du Sud. Ils entendaient revendiquer leur droit à l'autodétermination dans le cadre d'un « Etat-Boer ».

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Il était 8 h 30 lorsque deux mille personnes, conduites par le général Constant Viljoen, chef du Front du peuple afrikaner (AVF), et par Ferdi Hartzenberg, président du Parti conservateur (CP), se sont présentées devant les grilles qui barrent l'accès du bâtiment. Beaucoup étaient armés et vêtus de l'uniforme beige du Mouvement de résistance afrikaner (AWB). Les quelques six cents policiers présents les ont laissés passer sans émettre un geste. Une demi-heure plus tard, le chef de l'AWB, Eugene Terreblanche, lui-même en uniforme, la casquette ornée des lauriers d'or indiquant son grade de « général », faisait son apparition devant le World Trade Center, entouré de sa « garde de fer » armée de fusils à pompe et de pistolets mitrailleurs, et venue d'uniformes noirs comparables à ceux des SS.

Un véhicule blindé, conduit par un militant de l'AWB, a alors enfoncé les vitres du hall d'entrée, s'arrêtant devant l'escalier mécanique qui mène aux salles de réunion. Profitant des injures racistes, plusieurs centaines de personnes armées se sont engouffrées derrière lui.

Alors que les manifestants occupaient la salle où se réunissent les négociateurs, leurs dirigeants engageaient des pourparlers avec les ministres présents. Vers 11 h 30, après avoir reçu l'assurance qu'aucun manifestant ne serait arrêté, les chefs de l'AWB donnaient l'ordre d'évacuer. Après une prière et un hymne national, les manifestants quittaient les lieux immités, quelques instants plus tard, par six cents « soldats » de l'AWB en formation militaire.

Regroupant, sous l'autorité de quelques généraux à la retraite, le Parti conservateur, l'Union du peuple afrikaner (AUP), l'AWB et des syndicats blancs, l'AWB risque de ne pas sortir indemne des événements. Lors d'une conférence de presse tenue sur les lieux mêmes des incidents, le général Viljoen a pitoyablement reconnu que l'AWB avait défilé une manifestation qui devait être pacifique, puis a présenté ses excuses pour les violences commises. Tout aussi mal à l'aise, le chef du Parti conservateur, Ferdi Hartzenberg, dont la formation participe aux négocia-

tions multipartites, a tenté de minimiser le dérapage en affirmant qu'il s'expliquait par la colère de gens dont les revendications d'autodétermination ne sont pas prises en considération.

L'attitude complaisante des forces de l'ordre

De sérieuses promesses de réajustement de comptes entre les formations qui composent l'AVF se profilent derrière ces explications embarrassées. A terme, la question de la participation du CP aux négociations est également posée. Le Parti conservateur pourra difficilement expliquer qu'il reste à Kempton Park alors qu'il justifie sa dernière initiative par l'impossibilité qu'il a de s'y faire entendre.

Dès vendredi soir, Nelson Mandela a solennellement exigé l'arrestation des factieux. Le président du Congrès national afrikaner (ANC) a dénoncé l'attitude complaisante de la police. « Nous demandons la démission immédiate du ministre de la loi et de l'ordre qui, une fois de plus, a montré son incompetence », a dit M. Mandela. « Nous ne doutons pas que la police aurait tiré si des manifestants noirs armés s'étaient rassemblés devant le siège des négociations », a-t-il ajouté.

Ce n'est, bien sûr, pas l'avis du président De Klerk, qui, promettant des poursuites contre les manifestants, a affirmé que la police avait agi comme elle le devait. Le ministre du Développement constitutionnel, Rolf Meyer, assurait de son côté que s'il s'était opposé aux manifestants armés, les policiers auraient pris le

risque de provoquer un bain de sang.

Cet dernier argument ne répond pas aux questions que pose la passivité apparente de la police. La manifestation de l'AVF n'a pris personne par surprise. Les journaux avaient été mis au courant, comme les négociateurs qui, jeudi, avaient été officiellement avertis que l'extrême droite viendrait présenter une pétition. Le principe de laisser entrer une délégation a alors été accepté. La question de l'armement a été abordée, mais la police a précisé qu'elle ne pouvait pas interdire le rassemblement de gens légalement armés. Mais vendredi matin, toutes les routes menant au siège de la conférence étaient ouvertes. Aucune disposition particulière n'avait été prise.

Cette affaire intervient alors que le chef de l'Etat et M. Mandela doivent se rendre aux Etats-Unis pour y recevoir, le 4 juillet, des mains du président Clinton, la médaille de la Liberté. Les deux lauréats espèrent bien pouvoir annoncer que la date des premières élections libres était définitivement fixée, ce qui aurait permis à Washington de lever les dernières sanctions financières qui frappent encore l'Afrique du Sud. Le coup de force de vendredi risque fort de remettre en cause ce calendrier. M. Mandela a laissé entendre qu'il renoncerait à son voyage, et l'ANC a décidé de faire du 1^{er} juillet une journée de mobilisation « pour défendre la démocratie ».

GEORGES MARION

MAROC : faible participation aux élections législatives

Les partis d'opposition ont progressé

RABAT

de notre envoyé spécial

Le mariage de raison qu'avait coécrit le parti de l'istigla et l'Union socialiste des forces populaires (USFP), les deux principales formations de l'opposition, et dont la base la plus remuante — jeunes et syndicalistes — avait contesté le bief foedé, semble avoir porté ses fruits. Les résultats partiels des élections législatives du 25 juin, qui couvrent environ la moitié des 222 sièges à pourvoir, laissent apparaître une progression de ces deux composantes du « bloc démocratique », qui gagnent du terrain dans les grandes villes, comme Casablanca, Fès, Marrakech et Rabat.

La majorité sortante semble, quant à elle, maintenir ses positions, notamment dans les zones rurales. Et ce, sous les couleurs du Mouvement populaire (MP), d'essence berbère, de l'Union constitutionnelle (UC) que l'on présente volontiers comme un « parti de l'administration » et du Rassemblement national des indépendants (RNI) qui dirige Ahmed

Ousman, ancien président du parlement et secrétaire de Hassan II et qui se veut au centre-gauche de l'échiquier politique.

Les principaux dirigeants politiques ont révoqué leur siège de député, qu'il s'agisse en particulier de Mohammed Bouetta, d'Ali Yata, et d'Ed Mohamed Beoudia, respectivement secrétaires généraux du parti de l'istigla, du Parti du progrès et du socialisme (PPS) et de l'Organisation pour l'action démocratique et populaire (OADP).

Trente-trois femmes

sur deux mille candidats

La nouveauté du parlement marocain peut être à la présence de quelques femmes. Les résultats partiels confirment, en effet, l'élection de deux universitaires, l'une à Fès sous les couleurs du parti de l'istigla, et l'autre à Casablanca sous celles de l'USFP. Elles n'étaient que 33 candidates à la députation sur quelque deux mille candidats. Si les femmes jouent un rôle très actif dans la vie économique et sociale du pays, elles se tenaient encore à

l'écart du monde politique. Hassan II avait exclu, un dernier, que l'usage d'elles puisse servir à confier la charge de premier ministre comme cela s'est déjà passé dans d'autres pays musulmans comme le Pakistan et la Turquie.

Il reste que les Marocains d'où, semble-t-il, pas attendu l'appel au roi à se rendre massivement aux urnes. Samedi en milieu de matinée, le ministre de l'Intérieur n'avait encore rendu public aucun taux de participation, le dernier — 44 % — ayant été la veille à 16 heures, soit quatre heures avant la fermeture, repoussée de deux heures, de la plupart des bureaux de vote. Tout laisse présager, selon les observateurs locaux, que ce taux sera faible. Il ne devrait pas dépasser celui des élections législatives de septembre 1984 (67 %) et devrait être nettement inférieur à celui des élections communales d'octobre 1992 (75 %).

La « grande fête démocratique » n'a pas tenté autant de Marocains que le pouvoir l'espérait. Aux yeux de beaucoup, tout était « couru d'avance ». De tous bords, des protestations se sont fait jour, en cours d'opération électorale, pour dénoncer, malgré les professions de foi officielles, violences et manipulations. « Si un phénomène se répète dans le temps et dans l'espace, il ne peut pas être dû au hasard », assure Mohamed Guesboun, membre du bureau politique de l'USFP, tandis que Mohamed Aoujar, membre du bureau politique du RNI, jugeait que « pour être plus discrète que dans le passé, l'intervention de l'administration n'en était pas moins tout aussi efficace ».

JACQUES DE BARRIN

Monde Interdit. — Les autorités tunisiennes ont interdit la distribution du numéro du Monde du 23 juin qui contenait le premier article d'une série sur les élections législatives au Maroc (pays où le numéro en question a été normalement diffusé). Par ailleurs, Libération et les journaux télévisés de France 2 seront de nouveau autorisés en Tunisie à partir du 1^{er} juillet. Depuis novembre 1992, ils étaient interdits de diffusion et d'antenne en raison de leur traitement du procès des frères Roma dans lequel était impliqué le frère du président Ben Ali.

o ZAÏRE : M. Tshisekedi appelle à la désobéissance civile. — Rejetant l'offre de négociation faite à l'opposition par le président Mobutu Sese Seko, le premier ministre destitué, Etienne Tshisekedi, a appelé, vendredi 25 juin, les fonctionnaires à la désobéissance civile. Il a invité les Zaïrois à s'abstenir de payer des impôts et demandé au président Mobutu de « s'engager dans les décisions de la Conférence nationale souveraine avant toute négociation ». — (AFP).

o TUNISIE : un numéro du

NIGERIA : après l'annulation de l'élection présidentielle

Le général Babangida promet pour fin août un « gouvernement démocratiquement élu »

Quarante-huit heures après l'annulation de l'élection présidentielle du 12 juin (le Monde du 25 juin), le président nigérian, le général Ibrahim Babangida, a affirmé, vendredi 25 juin à Abuja, qu'« un gouvernement démocratiquement élu » serait investi le 27 août, date à laquelle son propre mandat arrivera à son terme. « La date butoir du 27 août pour la fin du régime militaire demeure une réalité », a-t-il ajouté à l'issue d'une longue réunion avec les officiers supérieurs des forces armées et de la police.

Cette confirmation de l'échéance du 27 août pourrait être interprétée comme un recul du président Babangida face à la pression exercée par plusieurs capitales occidentales. Londres et Washington avaient déjà annoncé des sanctions pratiques contre le gouvernement militaire nigérian pour le forcer à revenir sur sa décision et à respecter le calendrier de la transition démocratique. Le général Babangida a déploré que les pays occidentaux n'aient pas attendu, pour « voir ce que nous allons annoncer ».

Le discours à la nation du général Babangida, initialement prévu pour vendredi soir mais reporté de vingt-quatre heures, devait permettre d'en savoir plus sur ses intentions. Auparavant, il était déjà possible de constater qu'il a usé de l'expression « gouvernement démocratiquement élu » pour sa succession et non plus de la passation du pouvoir qu'il détient depuis août 1985 à un « président démocratiquement élu ».

o NIGER : un nouveau mouvement touareg rejette la trêve. — Un nouveau mouvement touareg, l'Armée révolutionnaire de libération du Nord-Niger (ARLN), a annoncé simultanément, jeudi 24 juin, sa naissance et son refus de la trêve conclue entre le gouvernement nigérian et le Front de libération de l'Aïr et de l'Azawak (FLAA). La création de ce mouvement, dirigé par Atchah Abdoulmoumin, coïncide avec la première visite en France du nouveau président du Niger Mahamadé Ousmane. — (AFP).

Le Monde EDITIONS NIPPON LE JAPON DEPUIS 1945 William Horsley, Roger Buckley EN VENTE EN LIBRAIRIE

Perou : le « Sentier » déclinant

LOIN DES CAPITALIS

A l'exil

C

La situation en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

Le mouvement ouvrier en Amérique latine

AMÉRIQUES

A TRAVERS LE MONDE

Pérou : le « Sentier » déclinant

Suite de la première page

Tous les convives de cette soirée ont en le sentiment, à un moment ou à un autre, ces derniers années, que la guérilla pourrait bien, après tout, l'emporter no jour. Ont-ils été inconsciemment victimes de la rhétorique répétitive des sentieristes ? *El Diario*, l'organe de presse du mouvement, publié clandestinement à peu près tous les mois sur huit pages polycopiées et sur mauvais papier, ne cesse d'affirmer l'ineffectualité de la victoire des idées d'Abimael Guzmán, « quatrième étape du marxisme », après Marx lui-même, Lénine et Mao...

De même que les campagnes, selon Mao, prendraient les villes après les avoir encerclées, les combattants du Sentier, descendants de leurs montagnes, s'installeraient dans les cités pour y faire régner une sorte de communisme utopique qui n'est pas sans rappeler, par son refus de la famille traditionnelle, de l'argent et de toutes les conventions sociales, le « métode » appliquée au Cambodge il y a dix-huit ans par les Khmers rouges. Une partie de l'élite hémionne y a cru, pour s'en réjouir ou s'en affoler. L'événement paraissait possible.

C'est plus le cas depuis l'arrestation ou peu grotesque d'Abimael Guzmán, le 12 septembre 1992. La façon dont le « président Gonzalo », comme l'appellent ses partisans, s'est laissé prendre et cassé le mythe forgé au cours de ses quatorze années passées dans la clandestinité. On attendait une sorte de héros montagnard, protégé par de fiers combattants bardés de kalachnikovs et retranchés dans une vallée inaccessible des Andes, voire dans une grotte. On découvre un petit homme replet, sans garde du corps et pratiquement sans armes, vivant entouré de femmes dans une villa bourgeoise d'un quartier tranquille de Lima.

Au moment de son arrestation, le « président Gonzalo » regarda la télévision, et ses premiers mots aux policiers qui l'ont irrésistiblement capturé furent : « Surmoi, pas de violence ! ». Cela ne sied pas vraiment à l'illustre théoricien de la guerre populaire, version adoucie... Les services de propagande du président Alberto Fujimori se sont mis à malin plaisir d'exhiber devant les caméras les nombreux cadavres de bottilliers d'alcool retrouvés dans la maison, et plus généralement le cadre de vie douillet de la « quatrième étape du marxisme ». Ces images, maîtres fois montrées à la télévision, font l'effet d'un choc. D'un seul coup, les Péruviens d'un plus pour. Après treize années de quasi-guerre civile, des milliers d'attentats et 25 000 morts, ils regardent d'un autre oeil la « révolution » et son chef.

Que reste-t-il de l'organisation ? L'arrestation de Guzmán et de sa compagne, Elena Iparraguirre, officiellement numéro deux du mouvement, n'a pas totalement décapité la machine de guerre sentieriste. D'autres dirigeants, tel le « camarade Feliciano », qui serait le nouveau « ouvrier », ont pris la relève. Mais le désarroi idéologique est visible de la presse clandestine. Celle-ci parle moins de la victoire à venir et beaucoup d'une « campagne internationale » pour « défendre le vie du président Gonzalo ». Le nombre d'attentats a diminué, surtout à Lima. Il y a moins de pyrodes de lignes à haute tension et de réservoir d'eau dynamités, donc un peu moins de coupures d'eau et d'électricité, lesquelles demeurent cependant fréquentes. Un entrepreneur français imaginatif a gagné pas mal d'argent ces dernières années en vendant de grosses boîtes sphériques de plastique mou, complètement posées sur un toit ou la pelouse d'un jardin, qui peuvent servir de réserve d'eau de secours...

Une organisation très compartimentée

« Je crois qu'ils n'ont actuellement pas plus de 1 500 combattants armés en route », affirme le général Sinesio Jarama, ancien chef de la deuxième région militaire du pays, celle qui contenait notamment Ayacucho, berceau du Sentier, et longtemps nn de ses foyers quasi-insurrectionnels. Le général, aujourd'hui à la retraite, a gardé pas mal de respect pour cet ennemi invisible qu'il a longtemps combattu. « C'est une organisation extrêmement compartimentée. Il est impossible de l'infiltrer. Ils ne fonctionnent pas du tout sur un modèle militaire. Guzmán n'est pas un guerrier, mais un dirigeant politique, qui se préoccupe avant tout du système qu'il veut construire, de façon très

plurielle, très systématique », poursuit le général.

Notre interlocuteur a été mis à l'écart, du jour au lendemain, du temps du président Alan García, prédecesseur d'Alberto Fujimori, parce que le Sentier ne cessait de se renforcer dans la région qu'il commandait. Il a pris ce revers avec philosophie. Il est convaincu que la lutte contre le Sentier est affaire de policiers, non de militaires. Il a toute une théorie là-dessus, fondée sur l'organisation du Sentier en petits groupes totalement distincts, qui à l'occasion détournent leurs armes et leurs explosifs pour les cacher de nouveau aussitôt et évitent ainsi l'affrontement direct. Son argument de choc : ce ne sont pas des officiers du renseignement militaire, porteurs portés aux nues par M. Fujimori, mais leurs homologues de la police qui sont finalement parvenus à découvrir le refuge d'Abimael Guzmán et à transformer ce dernier en un bagnard en costume rayé, portant le matricule 1509.

Le « président Gonzalo » est soumis, depuis le procès à huis clos au cours duquel il a été condamné à la détention perpétuelle, à un isolement total, dans une cellule de béton. « Un traitement inhumain et barbare », affirme cette jeune étudiante, pourtant fort peu politisée, de l'université San Marcos, le plus ancienno de toute l'Amérique latine. « Le Sentier ne faisait pas tant de façons avec les paysans qui refusaient d'aller aux réunions du soir dans les « zones libérées » : ils étaient froidement exécutés », rétorque ce petit industriel, qui applaudit des deux mains aux

succès de M. Fujimori contre les « terroristes ».

Depuis le début de la lutte armée, en 1980, le Sentier a procédé selon un principe simple, d'ailleurs déjà présent dans l'évangile : ceux qui ne sont pas avec lui sont contre lui. Les remous idéologiques de l'extrême gauche péruvienne avaient été vifs dans la décennie précédente, celle qui vit en 1970 la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste du Pérou (Sentier lumineux), par un certain Abimael Guzmán, alors obscur professeur de philosophie à l'université d'Ayacucho. Il ne s'agissait à l'époque que d'un groupuscule parmi d'autres. La caractéristique du « président Gonzalo » est d'avoir éliminé toute controverse et tout esprit critique dans un pays où l'on aime pourtant bien discuter et finasser, en profit d'une idéologie monolithique extraordinairement simpliste.

Les « cinq étapes » de la guerre populaire

Il y a les « trois montagnes de l'oppression », les « trois phases de la lutte », les « cinq étapes de la guerre populaire ». On a parfois l'impression que l'ancien professeur, dont beaucoup d'étèves dans cette université provinciale et montagnarde étaient des indiens Quechua parlant encore leur langue d'origine, a voulu faire une sorte de catéchisme politique élémentaire pour des jeunes gens qui jouaient lui-même un peu frus.

On connaît la suite. Les premiers attentats, l'envoi de l'armée par le président Belaúnde dans les zones montagneuses touchées par la guérilla, les exécutions sommaires opérées par les deux camps. Très vite, le mouvement fut indistinctement de la coca. Les trafiquants, dans la vallée du Huallaga, sont rackettés par le Sentier. Quand le processus de

dégradation des structures villageoises traditionnelles s'accroît, surtout dans les Andes, les paysans, pris entre l'armée et les « libérateurs », s'enfuient vers Lima, où ils viennent gonfler démesurément les bidonvilles qui ceinturent la ville et où s'entassent près de la moitié de ses huit millions d'habitants. Le Sentier, ces dernières années, les y avait rejoints.

Ses militants contraignaient ainsi, ou via et au su de tous, la Rancana, un ancien baron évahé par les squatters et qui présente la particularité d'être entouré de murs. Le drapeau rouge, frappé de la faucille et du marteau, flottait fièrement. Des sentieristes en armes veillaient à quinze kilomètres du centre-ville sur cette communauté de 60 000 personnes, où l'Etat péruvien avait édifié tout pouvoir.

Le président Fujimori a rétabli peu ou prou l'autorité du gouvernement sur les zones urbaines. Il n'a pas encore vraiment gagné la partie en province, où il ne fait toujours pas bon se promener sur certaines routes de montagne ou de la forêt amazonienne. Les attentats dans les quartiers riches de Lima sont devenus moins nombreux et surtout beaucoup moins « professionnels ». Ils sont parfois accomplis par des adolescents de quinze ans qui ont jamais mis les pieds dans la capitale et s'égarent, avec leur voiture bourrée d'explosifs, dans des rues inconnues. Les exécutions de personnes dont le Sentier juge que l'« annihilation » est une portée « exemplaire » ont oitement régressé. La « guerre populaire » continue, mais avec le « président Gonzalo » en prison et de nombreux cadres tués ou arrêtés, elle marque visiblement le pas.

DOMINIQUE DHOMBRES

BELGIQUE

Bruxelles décide de participer à l'Eurocorps

La Belgique a décidé officiellement de participer au corps militaire européen formé par la France et l'Allemagne, l'Eurocorps, à hauteur d'environ douze mille hommes, soit une division mécanisée. Cette décision, qui était attendue (le Monde du 15 juin) a été prise, vendredi 25 juin, par le conseil des ministres à Bruxelles. L'Eurocorps, fort de quelque 40 000 hommes, sera opérationnel en janvier 1995.

En affectant à l'Eurocorps douze mille hommes, la Belgique met à la disposition de l'UEO et de l'OTAN - puisque cette formation pourra servir aussi bien l'alliance atlantique que l'Union européenne - la totalité de ce qui restera de la force d'intervention de l'armée de terre belge après une profonde restructuration. La Belgique a, en effet, procédé à une forte diminution de ses forces et elle a supprimé le service militaire, une décision qui doit entrer en vigueur en 1994.

CANADA

La nouvelle « première ministre », Kim Campbell, a formé un cabinet restreint

Elue, le 14 juin, chef du Parti conservateur en remplacement de Brian Mulroney, démissionnaire, Kim Campbell est devenue officiellement, vendredi 25 juin, la première femme de l'histoire du Canada à diriger le gouvernement fédéral. La nouvelle « première ministre » - c'est ainsi que la dési-

gnent, en français, les communistes officiels - a formé un cabinet restreint de vingt-quatre ministres, le plus réduit depuis 1983. Quinze ministères ont été abolis ou fusionnés, manifestation d'un style qui se veut « plus accessible et plus efficace » et qui s'inscrit dans une offensive généralisée contre le déficit budgétaire. Ce gouvernement de transition reflète le souci de présenter un front conservateur uni aux élections générales qui doivent avoir lieu d'ici la mi-novembre.

Le principal rival de M. Campbell à la direction du parti, le Québécois Jean Charest, est nommé vice-premier ministre, titulaire d'un super-ministère économique. Au total, le cabinet compte sept ministres québécois, dont ceux des finances et de la justice, et huit ministres de l'Ontario, parmi lesquels Parris Beatty aux affaires extérieures. - (Corresp.)

PAPOUASIE NOUVELLE-GUINÉE

Découverte d'une tribu vivant comme à l'âge de pierre

Une tribu nomade, vivant comme à l'âge de pierre, qui serait apparemment demeurée sans contact avec la civilisation, a été découverte en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans les jungles du flanc de la montagne Ewa, au nord-ouest de la capitale, Port-Moresby, a annoncé un officier de la province du Sepic occidental. La tribu Liawep a été contactée en mai par une patrouille gouvernementale. Elle compte soixante-dix-neuf hommes, femmes, et enfants, qui vivent dans des huttes de branches, sous un grand rocher représentant un visage humain que les Liawep vénèrent comme un dieu. Ils sont vêtus de morceaux d'écorce ou de feuilles nouées autour de la taille.

La patrouille s'est rendue dans la région guidée par un homme de cette tribu qui a en été éloigné de façon accidentelle il y a deux ans. Une mission de l'Eglise baptiste s'est déjà rendue auprès de la tribu pour construire une église. Selon les Liawep, une autre tribu « inconnue », les Sieno, vivrait un peu plus haut dans la montagne. Le directeur de l'Institut de recherche médicale de Papouasie, Michael Alpers, reste pourtant sceptique : « Il se trouve que ces gens n'utilisent pas les services publics mais ils sont connus », a-t-il expliqué. - (AFP)

o **AFGHANISTAN** : bombardements meurtriers à Kaboul. - Une quinzaine de roquettes, tirées vendredi 25 juin du sud de Kaboul, ont tué au moins sept personnes et en ont blessé dix-neuf autres, a indiqué le radio d'Etat afghan. Mais des sources médicales et gouvernementales ont fait état d'au moins quinze morts et trente-cinq blessés. Selon des sources autorisées, des combats entre le mouvement Choura-Nazar de l'ex-ministre de la défense Ahmed Chah Massoud et le parti Hezb-i-Wahdat (minorité chiite) seraient à l'origine de ces bombardements. - (AFP, Reuters)

o **BANGLADESH** : affrontements entre étudiants et policiers. - Près de la ville de Chittagong, dans le sud-est du Bangladesh, des heurts entre étudiants et policiers, à propos du déroulement des examens, ont fait une quarantaine de blessés, selon la police, soixante-dix selon des enseignants. Les étudiants ont utilisé des armes à feu, des couteaux, des bâtons et des pierres, a affirmé la police. Sur les quelque 350 000 étudiants passant des examens depuis le semaine dernière, plus de 5 000 ont déjà été exclus pour avoir triché. - (AFP, Reuters)

o **L'Inde et la Chine** négocient au sujet de leur frontière. - La Chine et l'Inde ont entamé, vendredi 25 juin, à New-Delhi, une sixième session de négociations au sujet de leur frontière commune, dont deux longues sections demeurent en dispute. Les deux géants asiatiques, qui se sont fait la guerre à ce sujet en 1962 et avaient gelé leurs relations durant quatorze ans, se sont, fin 1988, accordés sur une approche pacifique de leur différend, qui porte sur quelque 125 000 kilomètres carrés. Cette rencontre précède une visite du premier ministre indien Rao à Pékin, prévue pour septembre. Le chef du gouvernement chinois Li Peng s'était rendu à Delhi fin 1991. - (AFP)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde L'ECONOMIE

ASIE

LOIN DES CAPITALES

A Cox's Bazar, l'exil sous les banians

COX'S BAZAR (Bangladesh)

(Correspondance)

COX'S BAZAR, station balnéaire des Bangladesh fortunés, et la plage réputée la plus longue du monde, quelques restaurants et hôtels pour touristes - et le soleil. Au sud de la ville, une presqu'île, sur 50 kilomètres ; à l'ouest, le golfe du Bengale ; à l'est, le rivère Naaf, frontière naturelle avec le puissant Birmanie rebaptisée, par ses maîtres militaires, le Myanmar. Entre les deux, une unique route étroite et cahoteuse mène à Teknaf, ici, loin des cités minéralisantes, la terre du Bangladesh est fertile : les tapis verts des rizières à perte de vue, des bananiers juteux de fruits, et les magnifiques banians aux racines aériennes.

A moins d'une demi-heure de jeep, la présence de baraquements déguise ce paysage. Constitués avec des matériaux de fortune, ils détonnent parmi des maisons villageoises, coquettement entretenues. Ici survivent les réfugiés rohingyas, musulmans venus de Birmanie. Par vagues successives, au printemps 1991 puis à l'hiver 1992, ils ont fui leur pays qui, bien qu'officiellement socialiste et laïc, leur fait lourdement sentir leur non-appartenance aux ethnies bouddhistes majoritaires. Ils sont aujourd'hui plus de 250 000 réfugiés, dans un pays trois fois plus petit que la France, qui compte parmi les plus pauvres, et où vivent déjà quelque 120 millions de personnes.

« Voici les premiers camps », annonce Mohammed Osman Rahman, médecin chargé de coordonner les programmes de santé du Gonosathaya Kendra (GK), une organisation non gouvernementale bengalaise qui est intervenue dès le début avec Médecins sans frontières. Du véhicule, il est difficile de distinguer les Rohingyas des populations locales - si ce n'est peut-être, dans l'attente expectative de certains au bord de la route. Bien que les Rohingyas n'aient pas le droit de se déplacer en dehors des camps. Attendez, voilà leur occupation, toute la journée. Pas de terrain de jeu, pas d'école... Le grand événement de la semaine est la distribution des rations de nourriture par le Croix-Rouge.

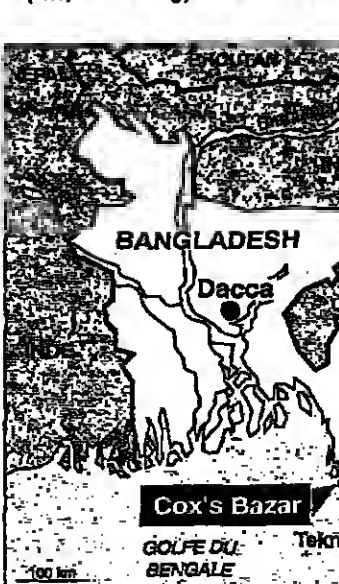
Le village de Ramu héberge le camp de Dhechur Palong. Au centre de l'hôpital en bois, des réfugiés attendent pour une consultation. Dans une des chambres, Anora Begum, essée en tailleur sur un lit, son bébé dans les bras : une minuscule tête dévorée par deux grands yeux féroces. Sous un morceau de tissu, un corps amaigri, d'un léger rite s'échappe : pneumonie aiguë. La vie de ce petit être est désormais liée à une bouteille de glucose. Sa mère est là depuis six mois. Elle a quitté la Birmanie avec son mari et ses cinq enfants. « Nous étions constamment harcelés, à l'hôpital, au marché, partout. Moi, ils m'ont battue et mon mari a été incorporé de

force dans l'armée. » A-t-elle envie de rentrer chez elle ? « Non, pas pour l'instant. »

Le gouvernement bangladais en a décidé autrement. Il existe en effet des camps dits « de transit » - trois sur dix-neuf - où les Rohingyas sont transférés, bon gré mal gré, avant d'être réexpédiés, par petits groupes, en Birmanie. La procédure demande plus d'un mois. Le temps, pour le Bangladesh, d'envoyer la liste complète des populations aux autorités de Rangoun qui, après une vérification pointilleuse - au cas où des Bangladeshis tenteraient d'immigrer - donnent leur feu vert au rapatriement. Le docteur Milu Das, responsable de l'hôpital, s'indigne : « Mes patients ne doivent pas être obligés de rentrer. Cette femme ne pourra être rapatriée que lorsque son enfant sera guéri... »

Rapatriements forcés

Les ONG ont beau s'y opposer fermement, c'est à leur insu, pendant la nuit, que les autorités transfèrent les réfugiés vers les camps de transit. Le lendemain, il ne reste que des baraquements vides ou détruits... A l'automne 1992, lors des premiers rapatriements, des émeutes furent fomentées par les chefs de village traditionnels. L'administration a emprisonné ces turbulents personnages. Depuis, les Rohingyas sont muselés.



Le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) a envoyé, en décembre, une lettre au premier ministre, le général Zia, menaçant de se retirer du Bangladesh, faute de pouvoir intervenir. Pour un pays

aussi dépendant de l'aide internationale, le menace était sérieuse. De fait, malgré l'accord signé en septembre précédent entre Dacca et Rangoun - et qui soulignait le caractère volontaire des rapatriements - aucune des conditions minimales du HCR (libre accès aux camps, possibilité d'interviewer des réfugiés...) n'avait été respectée par l'administration bangladaise. Et quand les intéressés sont dans un camp de transit, il est déjà trop tard. Depuis novembre 1992, ils faisaient l'objet de diverses pressions : confiscation de leur carte d'identité, arrestations abusives, séparation des familles, etc. Le 5 décembre 1992, trois cent soixante-neuf réfugiés furent expulsés de force. Ce fut le drame. Le représentant du HCR s'était vu barrer l'accès de la région. La journée se solda par quatre morts et cinquante blessés.

De retour en Birmanie, les hommes sont, parait-il, séparés des femmes, et placés dans des camps de détention où ils « doivent » trois jours de travaux forcés par semaine, moyennant 250 grammes de riz par personne. Dans ces conditions, comment les Rohingyas pourraient-ils désirer rentrer de leur plein gré dans leur pays ? Dans les camps de Gumbum I (18 000 réfugiés), MSF est aux prises avec une épidémie de rougeole. Plutôt bénigne, mais comment faire pour circonscrire le mal et les populations sont déplacées. La période d'incubation étant de quinze jours à trois semaines, beaucoup peuvent développer le malade dans le camp de transit ou même à leur retour en Birmanie. Heureusement, après force argumentations, l'administration a promis de ne plus rapatrier personne pendant un certain temps.

Jusqu'à quand ? Très tendue au début de cette année, la situation s'est, depuis lors, améliorée. Le gouvernement de Dacca a réagi aux éviscérations du HCR : il lui a permis de reprendre un rôle limité dans les camps de transit jusqu'à la fin de l'été, afin qu'il puisse vérifier le caractère volontaire des rapatriements. Résultat : les réfugiés ont depuis lors refusé un nombre croissant d'être rapatriés. Depuis le début du processus, 22 000 sont retournés en Birmanie - moins de 10 %.

Le 16 mai dernier, lors d'un séminaire sur la question des réfugiés à Dacca, M. Sadaka Ogata, chef du HCR, a signé avec le gouvernement bangladais un accord qui prévoit le plein accès de son organisation aux camps, l'assistance et la protection des réfugiés. Le HCR voudrait aussi être présent en Birmanie. Le Bangladesh a promis d'intercéder auprès de Rangoun.

Au soleil couchant, la route se remplit de commerçants s'en retournant vers Cox's Bazar. Les Rohingyas sont aussi, il est vrai, une source de revenu pour le marché noir et l'économie locale.

STÉPHANE EDELSON et ARMELLE GAUTHIER

POLITIQUE

Epouse du président invalidé

Margie Sudre a été élue à la tête du conseil régional de la Réunion

Margie Sudre a été élue, vendredi 25 juin, président du conseil régional de la Réunion lors du premier tour de scrutin, grâce à une alliance nouée entre le mouvement Free-DOM (13 élus), le Parti communiste réunionnais (9 élus) et le groupe du socialiste dissident Gilbert Annette (3 élus).

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

de notre correspondant

« Je veux être président », lançait Margie Sudre, peu après l'invalidation de son élection au conseil régional de la Réunion, le 30 avril dernier. Si M. Sudre doit retrouver bientôt les arènes de la « pyramide inversée » (l'architecture du siège de la région présente la forme de quatre pyramides « tête en bas »), ce sera aux côtés de son époux, Marguerite Demaiche-Sudre, élue, vendredi, pré-

sident de l'assemblée régionale. Tout au long de la campagne pour ces nouvelles élections, M. Sudre s'est attaché à cultiver la différence avec son époux, jusqu'à la tenue vestimentaire. Si Camille Sudre s'habille de blanc depuis le début de l'aventure politico-médiatique de Free-DOM, « Margie » a opté pour le noir. A l'ouverture verbale de son mari, le nouveau président du conseil régional oppose une voix douce, rassurante.

Née à Minh (Vietnam) en 1943, M. Sudre est médecin anesthésiste. « Elle a « emmiellé » une partie de la droite », souligne, dédaigneux, Jean-Paul Virapoulle (UDF-CDS), maire de Saint-André. Discret, affirmant volontiers « bourgeois », elle n'en reste pas moins ferme sur les idées défendues par Free-DOM, notamment celles prônant une égalité sociale complète entre les Français des DOM et ceux de l'Hexagone.

Dans une classe politique locale dominée par les hommes, l'irruption de Margie Sudre à la tête de la région bouleverse toutes les données. La nouvelle promise a très vite appris le « métier » : elle donnait encore, en milieu de semaine, des gages à la

droite, en évoquant un possible retrait de sa part au profit d'un élu RPR. Une fois conclu l'accord avec le PCR et avec Gilbert Annette, elle annonçait, enfin, sa candidature. La « dame en noir » aime le risque calculé.

ALIX DUBOIS

Le Conseil d'Etat annule l'autorisation accordée en 1990 à Antenne-Réunion. - Le Conseil d'Etat s'est prononcé, vendredi 25 juin, sur les requêtes formulées par Télé-Free-DOM, la télévision pirate de Camille Sudre, contre des décisions du Conseil supérieur de l'audiovisuel datant de 1990. Il donne raison sur un point : à l'ancien président du conseil régional en annulant pour excès de pouvoir l'autorisation délivrée à la chaîne Antenne-Réunion. En revanche, il valide l'autorisation de la chaîne cryptée Canal-Réunion, ainsi que la décision qui n'autorisait pas Télé-Free-DOM. Au CSA, on souligne qu'Antenne-Réunion a obtenu une nouvelle autorisation d'émettre en 1993, mais qu'elle ne peut utiliser ces fréquences qui sont occupées par les émissions légales de Télé-Free-DOM.

Dix nouveaux élus français au Parlement européen

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

A la suite des dernières élections législatives, dix des quatre-vingt-neuf représentants français au Parlement européen ont dû abandonner leur siège de Strasbourg, les uns parce qu'ils sont entrés au gouvernement, les autres parce qu'ils sont touchés par la loi sur le cumul des mandats. Il s'agit de sept élus UDF - Simone Veil, Alain Lamassouze, Philippe Douste-Blazy, Valéry Giscard d'Estaing (le Monde du 25 juin), Charles Baur, Aymeri de Montesquiou et Claude Malhuret - et de trois élus RPR - Michèle Alliot-Marie, Jacques Verrier et Alain Maréchal.

Les dix nouveaux eurodéputés sont Raymond Chesa, maire de Carcassonne, Guy Guener, ancien député du Finistère, Jean-Paul Héder, vice-président du conseil régio-

nal d'Alsace, tous trois RPR, qui se sont inscrits au groupe du Rassemblement des démocrates européens; André Fourcans, conseiller municipal d'Eauboune (Val-d'Oise), Jean-Marie Vanlerberghe, conseiller municipal CDS d'Arns, Georges de Bremond d'Arns, ancien secrétaire général des Clubs perspectives et réalités, tous trois UDF, qui se sont inscrits au groupe du Parti populaire européen; Robert Deloroux, maire de Choisel (Yvelines), conseiller régional d'Ile-de-France, Charles de Gaulle, adjoint au maire de Rueil-Malmaison, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, petit-fils du général de Gaulle, Janice Cayet, conseillère municipale de Trappes (Yvelines), tous trois UDF et inscrits au groupe Libéral, démocrate, et réformateur; Michel Flaton, UDF, ancien député général de l'UDF, qui siègera parmi les non-inscrits.

M. S.

LIVRES POLITIQUES

LE SENTIMENT D'INSECURITE de Sébastien Roché, PUF, 311 pages, 198 F.

L'actualité des débats sur le thème de l'insécurité invite à une meilleure approche d'un phénomène ambigu, qui se prête aisément à des interprétations méconnaissables. En caricature, on peut le présenter comme une construction artificielle, dont la droite et éventuellement les médias se servent jusqu'à la démagogie, ou comme la conséquence d'un risque réel et grossissant pour les personnes et la communauté. Mais l'imagination et l'instrumentalisation ou mal d'autant plus pernicieux qu'il n'est pas reconnu comme tel.

L'ouvrage du sociologue Sébastien Roché sur le Sentiment d'insécurité tombe à pic dans ce faux débat, auquel il apporte une mesure et un éclairage susceptibles de lui donner plus de mesure et de lucidité. En effet, son ouvrage propose une lecture critique des travaux conduits en France et dans d'autres pays sur le sujet et livre des informations précises au service d'une réflexion nuancée, dans un domaine trop souvent traité, sous le couvert de bons sens populaire ou de l'esprit humaniste, de manière simpliste.

A s'en tenir aux faits, qui ne sont pas à négliger, il y a eu corrélation entre la croissance de la délinquance, depuis le début des années 60, et la montée du sentiment d'insécurité. A telle enseigne que les pouvoirs publics se sont saisis de cette préoccupation sociale avant l'impression sur le scène politique du Front national, qui en a fait son cheval de bataille. Encore faut-il s'entendre sur ce que recouvre la perception de l'insécurité. Elle procède, selon Sébastien Roché, de peurs personnelles, de malaises individuels, c'est-à-dire de réactions par rapport au vécu, et de représentations collectives, bientôt

reprises au plan politique, relevant du complot.

Le sentiment d'insécurité est un processus de lecture du monde environnant, forcément réducteur, qui appelle à une remise en ordre du désordre ressenti. C'est la conjonction de l'insécurité vécue et de l'insécurité conçue, la combinaison de ces deux registres et son expression politique, qui intéresse, au premier chef, l'auteur de l'essai. Il examine le phénomène sous trois angles : le rapport au corps, l'insertion micro-sociale, les références identitaires.

Les statistiques de la délinquance, mêmes soumises au filtre de la critique, sont assez parlantes pour fonder, sinon justifier totalement, une approche éthologique comportant des mesures. Cependant, il convient d'observer qu'il y a une sélection des risques (les accidents de la circulation n'engendrent pas les mêmes réactions que les méfaits de la délinquance) et que les peurs personnelles se distinguent des attitudes collectives devant le danger dénoncé. « En France, écrit Sébastien Roché, le sentiment d'insécurité est une crainte des incivilités, de la délinquance, du migrant. Il est significatif, à ses yeux, que les théorisations officielles, du rapport Peyrefitte en 1977 au rapport Bonnamy en 1982, aient mis l'accent sur les responsabilités de la grande ville, « peuplée d'inconnus », et les méfaits d'une urbanisation enfouissant le cadre des valeurs réputées traditionnelles.

Des enquêtes fines montrent que le sexe, l'âge et la qualité d'insertion sociale entrent en jeu dans la genèse des réactions et des repré-

sentations : les femmes ont nettement plus peur que les hommes, à domicile et plus encore dans l'espace public, et les personnes âgées sont plus concernées, surtout à l'extérieur. D'une manière générale, la préoccupation collective de l'insécurité est égale en intensité chez les deux sexes et s'accroît avec l'âge. La peur domestique n'est pas forcément liée à la gravité de la délinquance ; le peur dans la rue est davantage urbaine, et la vision sociale de l'insécurité semble plus ressentie dans un brouillard marqué par le conservatisme des mœurs que dans une grande cité.

L'expression de l'insécurité est liée au système relationnel. Elle dépend alors de l'adéquation du mode de vie, du type de sociabilité, plus individualiste et tourné vers l'extérieur dans les grandes centres urbains, davantage axé sur la famille et le voisinage dans les villes plus modestes, avec l'environnement dominant. « Il y a bien, écrit l'auteur, une propension à structurer le monde vécu en relation avec le monde conçu, le système relationnel concret avec le système de valeurs. » Il souligne à plusieurs reprises combien le rapport à la légitimité, à la loi, aux normes communes, est en cause dans la formation du sentiment d'insécurité. La gamme des incivilités s'étend, explique-t-il, de la grossièreté des enfants au vandalisme, en passant par la présence de jeunes dans les rues, les groupes de jeunes dans les rues, les groupes d'immigrants, sans oublier les bruits, la saleté, le désordre. Ce sont des infractions à l'ordre conçu, tel qu'il devrait être, ressenties comme des atteintes au contrat social, comme une remise en cause de l'identité collective.

ANDRÉ LAURENS

Civilités et violences

Des logiques culturelles et de situation concourent à sélectionner les risques, de préférence à d'autres, et à produire, en même temps que des inquiétudes, des réponses destinées à y parer. L'auteur est ainsi conduit à s'interroger sur le lien qui unit le sentiment d'appartenance nationale, dans des Etats-nations où la monopolisation de la violence est institutionnelle, à l'existence de sécurité personnelle et collective. Lien d'autant plus fort que le mouvement de civilisation des mœurs dans nos pays a favorisé, sous bien des formes, la protection et le souci de la personne et de son corps, ainsi que l'invulnérabilité du domicile privé, ce qui n'a pas toujours été le cas dans le passé. Les régressions enregistrées dans ces domaines, comme la mise en cause des rituels civiques, ont contribué à faire de l'insécurité « une préoccupation nationale de premier ordre », parce qu'elle fragilisait « le lien qui attache chaque individu à une cité d'appartenance ». C'est alors que sont perçus comme des générateurs de violence et des ennemis ceux qui, à tort ou à raison, sont soupçonnés de porter atteinte au mode de vie dominant, à l'ordre sécuritaire, et que naît, en retour, la tentation de leur faire violence. Il existe, l'auteur insiste sur ce point, une relation entre nationalité (et par conséquent citoyenneté) et violence (dont, note-t-il, les frontières sont mouvantes).

Ainsi décrit dans sa genèse complexe, le sentiment d'insécurité devrait être mieux compris, mieux pris en compte et, pourquoi pas, mieux traité que n'y invitent les remèdes simplistes qui n'en retiennent pas les causes multiples et profondes, dont certaines sont propres à la société violente.

CARNET DU Monde

Naissances

Cécile, Frédéric et Julie MOUTET GARNIER ont la joie d'annoncer la naissance de

Adrien,

le 19 juin 1993, à l'hôpital de Poissy.

3, allée Joseph-Kessel,

78260 Achères.

Françoise et Fabrice OSMOND, sont heureux d'annoncer la naissance de

Axel, Raphaël,

le 4 juin 1993, à Saint-Pierre, Ile de la Réunion.

Chemin pavé, Terre-Sainte,

97410 Saint-Pierre.

Christine BRUNIAUX,

Thierry MOREAU, Aïza

et

Alain, Cécile, Manon,

Mélodie et Chloé MOREAU,

ont accueilli, le 11 juin 1993,

Elvira.

19, rue Bize,

94200 Ivry.

3, rue Eginhard,

75004 Paris.

Sébastien et Laurent METZGER, ont la joie d'annoncer la naissance de

Lydia,

le 23 juin 1993.

45, Jalan Kuning,

Singapore 1027.

Adoptions

Constance RYDER

et

Daniel ZIV

ont la très grande joie d'annoncer l'arrivée de

Thomas-Alexis.

30, rue des Jédoeurs,

75003 Paris.

Décès

M. Alice Berthaux, M. et M. Camille Berthaux, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri BERTHAUX,

survenu le 18 juin 1993, dans sa quatre-vingt-dixième année, à Villejui.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 23 juin.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Bercy dans la plus stricte intimité.

4, rue René-Hamon,

94800 Villejuif.

M. S.

M. et M. Jean-Paul Binar, M. et M. Jacques-Louis Binar, et leurs enfants, Guillaume et Sofia, M. et M. Charles-Henri Filippi et leurs enfants, Violaine Binar, Sonia Binar, Toute la famille Relais et Pradeau, Et Emmanuel Bationo, ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon BINET,

née Anne-Marie Pradeau,

survenu le 25 juin 1993, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, Paris-8.

- Rodez, Paris, Millau.

M. Pierre Bousquet, son épouse,

M. et M. Eric Bousquet et leurs enfants Georges-Henri et Louise,

M. et M. Tristan Corbin et leurs filles Marie et Mathilde, ses enfants et petits-enfants,

M. et M. Robert Bousquet, leurs enfants et petits-enfants,

M. et M. Paul Carrel, leurs enfants et petits-enfants, son frère, son beau-frère, ses belles-sœurs, neveux et nièces,

Les familles Vignes, Martin, Guibert et Enjalbert, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre BOUSQUET,

survenu le 25 juin 1993, dans sa soixante-douzième année, 2, rue de Ségur-Saint-Étienne, 12000 Rodez.

Les obsèques auront lieu au temple protestant à Rodez, ce samedi 26 juin, à 14 heures.

L'amour est éternel.

Le président d'Air France, Le conseil d'administration d'Air France, La direction générale et le personnel de la compagnie nationale, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre-Dominique COT, ingénieur général des Pôles et Chaussées, commandeur de la Légion d'honneur, ancien directeur général d'Air France (1967-1974), et directeur général honoraire de la compagnie,

survenu à Paris, le 22 juin 1993.

- Athis-Mons, Paris, Blois.

Odette Grzegorzka a la profonde douleur de faire part du décès de sa mère,

Josefa GRZEGORZKA,

survenu le 24 juin 1993, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 juin, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame de France, à Javis-sur-Orge (91).

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Dupuy-Thouars, 75003 Paris.

- Messieurs Edouard Lagasse, Emile Lagasse, Maurice Lagasse, ses fils,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice LAGASSE, né Georges Sainte-Marie, survenu le 21 juin 1993, en son domicile à Genève, Suisse.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 25 juin, dans le caveau de famille au château de Pontchartrain (Yvelines).

Une messe sera célébrée à son intention par le Père Thierry de l'Épine, en l'église de la Madeleine, Paris-8, le mercredi 30 juin, à 18 h 30.

Condolances sur registre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Famille Lagasse, 3, place de la Madeleine, 75008 Paris.

15, chemin Rieux, 1206 Cendrey (Suisse).

- Etienne Bernard, son mari,

Monique et Marc Robinson, ses enfants,

Ryan, son petit-fils,

Toute la famille et tous ses amis, ont la douleur d'annoncer que la vie a quitté subitement leur bien-aimé,

Marie, née Balaï, directeur de recherche honoraire au CNRS,

le 16 juin 1993, à Saint-Petersbourg (Russie), dans sa sixième-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Montrouge (place d'Alésia, Paris-14), le mercredi 30 juin, à 14 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Montrouge.

95, boulevard Romain-Rolland, 92120 Montrouge.

- La Fédération française de géologie (FFG), a la tristesse de faire part du décès de son président,

M. Gaston SAGOT,

survenu à Paris, le 22 juin 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame des Otages, 81, rue Haxo, Paris-20.

Cet avis tient lieu de faire-part.

FFG BP 63, 75261 Paris Cedex 06.

- Bazas (Gironde).

M. Yves Varache, son épouse,

M. Henriette Varache, sa mère,

Ses enfants, ses petits-enfants, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves VARACHE, ancien directeur d'organisme de Sécurité sociale, chargé de mission à la CNAATM Paris,

survenu le 24 juin 1993, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu en la cathédrale de Bazas, le lundi 28 juin, à 14 heures, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de la Chartraine, à Bordeaux.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes, mais des dons pourront être adressés à l'Institut médico-éducatif de Villos-Selve (51160 Ay).

- M. André ZUBER, née Suzanne Folmer,

est entrée dans la paix, le 21 juin 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Jean-Pierre et Violaine Mossarat, Norrie et Nicole Domingue, Thierry et Dominique Zuber, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Folmer, Zuber et leurs alliés, vous invitent à partager leur peine et leur espérance.

39, rue Trébois, 92300 Levallois-Perret.

Avis de messes

- Une messe sera célébrée le dimanche 27 juin 1993, à 18 heures, en l'église orthodoxe grecque Saint-Etienne, 7, rue Georges-Blanc, Paris-16, pour le repos de l'âme de

Nicolas Michel TRAD,

membre du conseil d'administration de la Banque Tréd Crédi Innvaals (France) SA, décédé à Paris, le 27 avril 1993.

Anniversaires

- « Il y a dix ans disparaissait Auguste ANGLÉS,

une pensée amicale est demandée à ceux qui l'ont connu »

- Le 27 juin 1992, Marie-Madeleine DELMAS

était appelée à Dieu.

« Ma vie a été un long sourire. Je n'ai fait pleurer personne. »

Ce sourire nous manque.

Conférences

- Initiation à la Kabbale. Séminaire exceptionnel : « Les anges persans », lundi 28 juin 1993, à 20 h 30, Centre de la Kabbale, 20, passage Turquetil, Paris-11. Métro Nation. Tél. : 43-56-01-38.

- Yves Billard soutiendra sa thèse de doctorat : « Le Parti républicain-socialiste, 1911-1934 », sous la direction de J.-M. Mayer, le lundi 28 juin 1993, à 9 heures, à la Sorbonne Paris-IV, salle des actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

- M. Olivier Giroud-Fléger, sous la direction du professeur Guinard : « La peinture moderne et contemporaine : propositions pour une esthétique de l'œuvre », le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sorbonne Paris-IV, amphithéâtre Guizot, 17, rue Victor-Cousin.

SOCIÉTÉ

La guerre des Vasarely

Suite de la première page

Il vit et travaille à Annet-sur-Marne (Seine-et-Marne), entre la maison qu'il partage avec sa femme, Claire, et l'atelier où des collaborateurs reproduisent les prototypes conçus par lui. Vasarely est habité par une vision: intégrer son art à l'architecture pour embellir la ville et la vie. Pour la réaliser, il va offrir une Fondation.

La Fondation Vasarely se compose de deux musées. L'un, dans le château de Gordes (Vaucluse), retrace son œuvre depuis ses débuts; l'autre, à Aix-en-Provence, abrite quarante-quatre compositions murales monumentales, appelées «intégrations». Reconnue d'utilité publique, et richement dotée en œuvres originales, elle possède des statuts qui proclament son «caractère désintéressé». En 1976, sa direction fut confiée à Claude Pradel Lebar, l'architecte qui avait réalisé le musée d'Aix. La vente des œuvres aliénées devait couvrir les frais de fonctionnement.

En 1981, le doyen Debbasch entre en scène. Co-fondateur de l'université de droit d'Aix-Marseille III, avocat, auteur de nombreux ouvrages sur le droit administratif, il évoque et l'information, il accumule les titres et les fonctions. A l'époque, il sort à peine de l'École, où il était conseiller de Valéry Giscard d'Estaing. Il entra bientôt dans le groupe Hirsch, comme directeur du journal *L'Espresso*. C'est un homme influent qui a formé des générations d'étudiants et qui bénéficie dans l'université, la presse et les milieux politiques de nombreuses amitiés.

M. Debbasch avait déjà proposé les services de l'université à Vasarely. Mais, cette fois, la situation est favorable. Le peintre, installé par une opération qui l'a laissé à demi paralysé, voit dans cette offre une garantie de bonne gestion et de prestige. En février 1981, les époux Vasarely signent donc avec l'université d'Aix-Marseille III une convention qui confie à cette dernière l'administration de la Fondation. Derrière le doyen, devenu président de la Fondation, les universitaires entrent en force au conseil d'administration. Aujourd'hui, plus de dix ans après, la famille Vasarely dénonce une éminence prépondérante du président, non seulement sur la Fondation mais aussi sur les affaires privées du fondateur.

Il faut être, dès le départ, d'une première tentative de modification des statuts et de la mise à l'écart de Claude Pradel Lebar. Ils s'étonnent, surtout, qu'un des anciens élèves du M. Debbasch, M. Eric Turcon, soit devenu le conseil de Victor Vasarely, avant que le doyen ne prenne lui-même en charge les intérêts privés du peintre. Une lettre du 23 octobre 1986, semble à cet égard assez explicite: «Je pense, écrit le doyen à l'artiste, qu'une bonne réputation du musée [des Vasarely] serait à la fois profitable pour vos affaires et personnelles et pour celles

de la Fondation. Comme je vous l'ai proposé, je suis prêt à défendre vos intérêts chaque fois que vous le jugerez utile au moment de la conclusion d'un accord et en gardant à cette intervention une entière confidentialité».

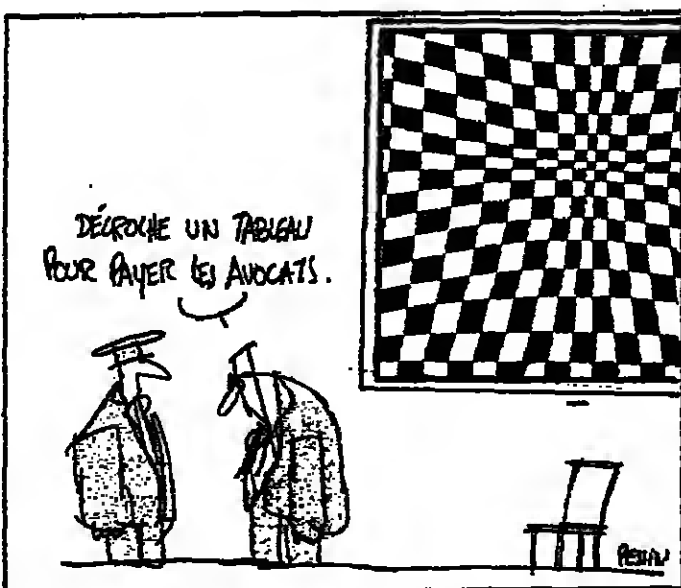
Selon l'un des fils de Victor Vasarely, Jean-Pierre, connu sous son nom de peintre, Yvaral, ce mélange des genres, entre intérêt public et intérêt privé, avait sa logique: «Au lieu de servir les bœufs froids par mon père, Debbasch s'est servi de la Fondation pour pénétrer le milieu de l'art, pour faire du commerce, pour prendre en mains certains peintres et les exploiter». Pour illustrer ces dérives, les héritiers affirment ne pas être à court d'arguments. Selon eux, en douze ans, la Fondation n'aurait rien fait qui soit à la mesure du renom de l'artiste: rien dans les grands musées, pas une rétrospective digne de ce nom. Charles Debbasch et Pierre Lucas, universitaire lui-même et ancien député gaulliste, recruté par le doyen pour le séconder, auraient privilégié les relations avec les galeries marchandes, notamment en Allemagne, en Suisse, au Liechtenstein, en Corée du Sud, et même en Thaïlande pour un tirage de bronzes.

Sociétés, ventes et versements en Suisse

Parallèlement, la Fondation a multiplié, dans ses locaux, les expositions-ventes de peintures françaises et étrangères n'ayant aucun rapport avec Vasarely. En 1989, un projet d'exposition Vasarely à Moscou est abandonné au profit d'une exposition-vente de peintures russes à Aix. Plus tard, Pierre Lucas invitait le grand peintre bulgare, Dimitar Kazakov, à exposer à la Fondation. A Marseille, Kazakov peindra, en trois semaines, une quarantaine de toiles, avant de repartir dans son pays. Il mourra l'année suivante. Depuis, sa veuve aurait tenté, en vain, de récupérer les tableaux. Enzang, le prestige de la Fondation a facilité l'implantation de MM. Debbasch et Turcon dans les milieux de l'art et de la région Provence-Côte d'Azur.

A ce conflit général d'intérêt entre la famille Vasarely et M. Debbasch s'ajoutent deux épisodes plus précis. Dans une déposition faite sous serment aux États-Unis, Jack Solomon, directeur du Circle Fine Art, un pool de galeries américaines qui avait signé un contrat d'exclusivité avec Victor Vasarely, raconte qu'en 1987, Charles Debbasch et l'informa de son intention de créer en Suisse une nouvelle société («une charge de recherches techniques et artistiques sur l'œuvre de Vasarely...»), proposant qu'une partie des sommes dues par Circle à Vasarely soit désormais payée à cette société.

Interrogé par l'Américain, l'artiste aurait répondu qu'il ne comprenait pas grand chose à ces questions d'argent et faisait confiance à Charles Debbasch, son avocat, pour traiter



DÉCOUVRE UN TABLEAU POUR PAIER LES AVOCATS.

avec Circle. A sa déposition, Jack Solomon a ajouté les preuves de divers paiements à la société suisse en question (Art Technical Research): les copies d'un chèque de 30 000 dollars (250 000 francs) et d'un virement de 308 000 dollars (1,6 million) sur un compte de la Société de Banque Suisse (SBS), à Genève.

La seconde affaire, qui débute en 1988, concerne la cession à bas prix par Vasarely de plusieurs dizaines de tableaux originaux à une société Sitis, établie à Fribourg (Suisse), qui lui avait fait miroiter la création d'une nouvelle Fondation. Plusieurs courriers suggèrent que M. Debbasch a favorisé cette démarche. Le projet de Fondation sera vite oublié. Par contre, les tableaux resteront sur place. En 1989, au musée de Neuchâtel, à l'occasion d'une exposition organisée par un galeriste genevois, Michel Raymond, et inaugurée par M. Debbasch, la famille Vasarely affirme que de grosses ventes avaient eu lieu, discrètement, après l'exposition.

Or, dans un article de l'*Evening* du Jeudi, daté du 4 au 10 juin 1992, le journaliste Guillaume Malaurie a rapporté cette étonnante confidence du galeriste Michel Raymond: «Pour moi, Sitis était Eric Turcon, un avocat, et Charles Debbasch. Je réglais mes achats sur différents comptes, notamment à la banque Pictet et à la SBS». Une marchandise d'art de haute qualité, comme le dit le journaliste, mais le journaliste ne dit pas que, pour confirmer lui-même les mêmes propos, A. la suite de cet article, M. Debbasch a porté plainte pour diffamation contre l'hebdomadaire tandis que M. Raymond démentait les propos qui lui étaient prêtés. Tous comptes faits, nous a-t-il déclaré, il n'aurait vendu que deux ou trois Vasarely dans sa vie.

Selon M. Bodenschatz, l'affaire Sitis aurait rapporté à ses promoteurs de 6 à 7 millions de francs suisses (24 à 28 millions de francs). Elle affirme aussi que M. Debbasch lui a apporté, fin 1989, un tableau de Vasarely «lui appartenant pour lequel le mettre en vente. Il s'agissait de Sophi, qui faisait partie du lot initial envoyé par Vasarely à Sitis. N'ayant pas trouvé preneur, la toile

aurait été récupérée par le chauffeur de M. Debbasch. Les héritiers reprochent également au doyen d'avoir dramatisé la situation financière de la Fondation afin d'obtenir des «avantages» d'œuvres et d'avoir emboîté dans bien des cas, de payer à l'artiste les 30 % qui lui étaient dus sur certaines ventes. De 1981 à 1990, la Fondation aurait ainsi acquis à bas prix 164 œuvres originales et plusieurs milliers de sérigraphies.

Cédées pour un prix symbolique (environ 30 francs) les sérigraphies étaient revendues de 5.000 à 12.000 francs pièce. Côté tableaux, on cite le cas d'une commande de vingt toiles destinées à une exposition-vente organisée par MM. Debbasch et Lucas, en 1988, à Séoul. Le lot sera mis en vente, dans la capitale sud-coréenne, pour deux millions de francs, soit douze fois la somme forfaitaire proposée au maître pour cette commande. Enfin, les Vasarely ne s'expliquent pas l'énormité des rabais consentis à certaines galeries (jusqu'à 70 %).

Une «machination» selon M. Debbasch

Tout cela, les proches de l'artiste l'ont reconstruit depuis vingt ans. En effet, pendant longtemps, les soupçons n'étaient pas de mise. Au contraire, l'artiste décernait périodiquement des satisfactions à M. Debbasch quant à Claire Vasarely, elle-même avait été le maître, dit le doyen, «Toute la famille s'en est remise à lui, dit Yvaral. Il nous a déchargés de tous les problèmes matériels. Il promettait que tout irait bien, il était la garantie de sérieux». Mais la mort, fin 1990, de l'épouse du peintre, va tout changer. Mandatée par son beau-père, Michèle Vasarely, jusqu'alors tenue à l'écart des affaires de la famille, prend les choses en mains. Atelier, maison, saint du peintre: tout, affirme-t-elle, était dans un état lamentable. Selon elle, Vasarely était pratiquement ruiné, tout comme ses héritiers.

Progressivement, cette femme à l'aspect fragile, qui est l'épouse du peintre Yvaral, va regarder de près les comptes. Après avoir licencié les six membres du personnel, qui, dit-

elle, abusait depuis longtemps de la générosité de ses beaux-parents, elle vérifie les stocks et la comptabilité. Troublée, notamment par l'absence d'environ 90 tableaux et par le non-respect des droits du fondateur, elle interroge la Fondation. Sans succès: «Malgré mes demandes répétées, la Fondation a catégoriquement refusé de fournir la moindre explication au fondateur». Les relations s'enveniment. En 1992, les Vasarely finiront par déposer plusieurs plaintes contre Charles Debbasch et contre la Fondation, dont deux pour escroquerie, détournements et abus de confiance.

Confronté à ce «réquisitoire», M. Debbasch dément en bloc et contre-attaque. C'est d'ailleurs lui qui avait été le premier, en 1992, à porter plainte contre les deux fils Vasarely, André et Jean-Pierre, pour faux et usage de faux, vol et escroquerie et tentative d'escroquerie. Nous renvoyant à un «livre blanc» établi par l'université d'Aix-Marseille III, qui prend sa défense, il nous a déclaré, lors de deux communications téléphoniques, que «tout» dans le dossier était par Michèle Vasarely «faux et faux» et qu'elle était l'instigatrice d'une «machination» contre la Fondation. Les Vasarely ont, en effet, constitué un dossier qu'ils distribuent, volontiers, à la presse.

En avril, au lendemain de sa destitution par le tribunal de grande instance, le doyen s'en était pris violemment aux héritiers de Victor Vasarely, et plus particulièrement à Michèle Vasarely. Il accusait la famille d'avoir fait «des millions de faux» et d'acquiescer le vieux doyen et de compléter pour récupérer ses œuvres (le Monde du 15 mai). C'est lors de la confirmation en appel du jugement de première instance, le 18 juin, que, le jour même, l'université a rendu public son «livre blanc». Pour l'essentiel, il reprend les mêmes accusations, à ceci près qu'il insiste sur un conflit familial au cours duquel les héritiers se seraient accusés, par écrit, «des crimes les plus graves».

Cette réaction enfumée, s'il en était besoin, le soutien apporté au doyen Debbasch depuis douze ans par les universitaires qui constituent le conseil d'administration de la Fondation. Que la solidarité ait joué se comprend d'autant mieux qu'en sanctionnant M. Debbasch et qu'en condamnant l'administrateur provisoire qui lui a succédé à la tête de la Fondation, c'est toute cette assemblée, dit-il, qui jugerait responsable des irrégularités commises lors du conseil d'administration de juillet 1992. Le détail de cette séance, au cours de laquelle les participants firent peu de cas des prérogatives du fondateur, est à cet égard édifiant. Face à M. Debbasch (auteur d'un *Que sais-je?* sur les fondations), au président de l'université, Louis Capella, et au doyen, Louis Favoreu, seul le représentant du ministère de la culture, M. de Bances, ministre, tentera de faire entendre la lettre des statuts et le souci de transparence.

Cette joute judiciaire ne fait que commencer. Il reste en effet à détruire, sous le feu croisé des deux parties, plusieurs plaintes pénales dont l'instruction tentera d'établir

le rôle et les responsabilités de chacun depuis 1981. La justice, l'administrateur provisoire de la Fondation, Jean Cesselin, et les ministères de tutelle ont, sans aucun doute, les moyens d'éclaircir les énigmes de cet affrontement entre le maître de l'Op-art et son ancien mentor.

Reste, pour éviter une bataille qui promet d'être longue et meurtrière, l'hypothèse d'un compromis. Le bâtonnier Philippe Lafarge, défenseur de Charles Debbasch, nous a déclaré, vendredi 25 mai, qu'il y travaillait. Parce que, dit-il, «l'université a fait dans cette affaire beaucoup d'efforts méritoires», et que «les procédures ne sont dans l'intérêt de personne». Pour les part, les avocats des Vasarely, M. Jean-Marc Varant et Jean Leclerc, doutent qu'une telle issue soit encore possible, compte tenu des «propos injurieux et diffamatoires» tenus ouvertement par le doyen Debbasch et par des dirigeants d'Aix-Marseille III à l'encontre de leurs clients.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

«Je m'en fiche complètement!»

«Selon M. Debbasch, vous seriez séquestré par votre famille, qu'en dites-vous?» Victor Vasarely se tait sur le front, comme pour indiquer qu'il s'agit d'une idiotie, et ajouts: «Je m'en fiche complètement». De toute évidence, le vieux monsieur (quatre-vingt-sept ans) qui reçoit quelques journalistes, le 25 juin, dans sa jolie maison d'Annet-sur-Marne ne souhaite pas se laisser entraîner dans le polémisme. Il reste l'idéaliste obsédé par son œuvre qu'il a toujours été.

Comme s'il se refusait, au terme de sa vie, à affronter certaines réalités: «La Fondation, dans mon esprit, a toujours été une chose idéale. Pour l'art, pour la France et même pour le monde entier». Il n'en dira pas beaucoup plus, sauf, peut-être, à rapprocher de l'avoir subi de près le fonctionnement de la Fondation. Comme si, cela, avait aussi été son rôle.

M. Christian Marchandou, lui, ne mâche pas ses mots: «Quand je pense aux salauds qui ont profité de la confiance et de la générosité des Vasarely, et quand je vois aujourd'hui les manœuvres de diversion et la boue jetée sur l'artiste et sa famille, je trouve cela révoltant», dit avec force le maire d'Annet-sur-Marne (proche du RPR). Il a rendu hommage à la famille du maître, «qui va beaucoup mieux depuis que ses enfants s'occupent de lui».

R.-P. P.

De solides appuis

Charles Debbasch bénéficie dans les milieux du pouvoir, à droite comme à gauche, d'une indéniable influence et de solides appuis. C'est ainsi qu'on explique, dans ces milieux, les blocages et les facilités qui ont longtemps joué en sa faveur. A commencer par les réticences du ministère de l'intérieur à mettre son nez dans les comptes d'une Fondation dont il avait pourtant la tutelle et dont le fonctionnement suscitait, depuis longtemps, des interrogations.

En 1992, après avoir beaucoup tardé, le cabinet de Jack Lang, ministre de la culture, se fit l'avocat auprès du cabinet de Paul Culié, d'une inspection conjointe. En pure perte. Les pressions exercées par les amis du doyen et la proximité des élections semblent avoir eu finalement raison de cette proposition. De guerre lasse, l'équipe de M. Lang envoya un fonctionnaire vérifier les comptes de la Fondation. Mais les responsables étaient absents et la mission tourna court...

En 1991, alors que les relations avec les Vasarely s'embourbaient, M. Debbasch avait bénéficié du soutien de la présidence de la République dans deux opérations de prestige. Dans le premier cas, le

doyen fera intervenir auprès de l'Élysée la directrice du musée Vasarely de Gordes, M^{me} Françoise Mathieu, pour faire aboutir un projet de réception de Victor Vasarely. La cérémonie, au cours de laquelle un tableau de l'artiste sera remis au chef de l'État, sera discrète, mais M. Debbasch aura ainsi l'occasion de poser à côté de M. Mitterrand.

Quelques mois plus tard, il sera fait commandeur de l'Ordre du Mérite sur proposition du garde des sceaux, Henri Nallet, par décret présidentiel. Son «parvenir», à cette occasion, sera le vice-président du conseil d'État, M. René Long, homme à la réputation incontestable, qui se trouva être aussi un ami de Vasarely.

Sous la gauche, le doyen n'a donc pas trop été pénalisé pour son engagement à droite. En ire-t-il autrement depuis le changement de majorité? Les dirigeants du RPR n'ont pas oublié l'émotion des Pompidou pour Vasarely. Certains, comme Jacques Toubon, nouveau ministre de la culture, ont même manifesté de l'intérêt pour ce dossier. Mais M. Debbasch ne manque pas d'émis influents chez les alliés du RPR au gouvernement.

R.-P. P.

Après l'incendie qui a fait dix-huit morts

L'enquête à la clinique psychiatrique de Bruz révèle de nombreuses infractions aux règles de sécurité

Le dernier bilan l'incendie de la clinique psychiatrique Saint-François à Bruz (Ille-et-Vilaine), dans la nuit du 24 au 25 juin, fait état de 18 morts (17 malades et une aide-soignante) et 35 blessés (le Monde du 26 juin). Les premiers éléments de l'enquête ont fait révéler de nombreuses infractions aux règles de sécurité.

BRUZ (Ille-et-Vilaine)

De nos envoyés spéciaux

Sous le soleil de midi, vendredi 25 juin, à la chapelle ardente, ont été transférées les dépouilles des victimes de l'incendie survenu la nuit précédente à la clinique psychiatrique Saint-François. A défaut de cercueils, les brancards revêtus de drap blanc tournaient en une anémone noire. Près de Robert Barré, maire CDS, à l'ombre des marronniers, se figeait, dans un silence prudent, le personnel de la clinique. «Un feu, personne ne peut prévoir un feu...».

M^{me} Simone Veil, ministre de la santé et des affaires sociales, arrivée de Paris, a réservé aux familles ses premières condoléances, accompagnée par Pierre Mébaignier, garde des sceaux, Alain Madelin, ministre des entreprises et du développement économique, et Bernard

Grasset, préfet de région. «Nous devons tirer toutes les conséquences de ce drame, s'elle dit, modifier, s'il le faut, soit la réglementation de sécurité, soit les conditions d'hospitalisation».

Déjà pesaient les témoignages recueillis à la clinique le matin même, ceux de l'intérieur de garde et des pompiers. Onze des dix-sept victimes sont mortes d'asphyxie dans leur lit, portes et fenêtres verrouillées. Six autres ont été carbonisées. L'intérieur, disait-il lui-même, avait eu beaucoup de mal, cette nuit-là, à convaincre d'autres patients qu'il y avait un incendie. Abrutis par les calmants, ces derniers «ne comprennent pas qu'il fallait sortir de leur lit. Situé à l'écart, au milieu des champs, l'établissement, cette nuit du 25, est resté fermé, comme un piège, sur des patients voués à l'enfermement».

Quelques heures après le départ de M^{me} Veil, des préoccupations analogues ont à nouveau surgi lors de la conférence tenue par le préfet, le procureur de Rennes, Jean-Yves Trémoures, le colonel Verdoye, de la DSDS (sécurité civile) et François Galard, de la DDASS (section sociale). Bilan «très, très lourd», insiste le préfet en préambule. En matière de sécurité comme sur les conditions d'hospitalisation, les règles étaient-elles respectées à la clinique Saint-

François? Au-delà même de ces règles communes à tous les établissements publics, ne fallait-il pas prendre en compte la spécificité de ce milieu hospitalier réservé aux malades mentaux?

Ainsi s'est-on aperçu que la «commission de sécurité de district» ne s'était pas réunie formellement depuis 1984, alors qu'elle est censée le faire tous les trois ans. Certes, neuf établissements sur dix ont en font autant, dit le procureur. Mais il y a plus: la clinique Saint-François n'avait ni système d'alarme, ni détecteurs de fumées, ni portes coupe-feu, des dispositifs pourtant obligatoires selon la loi.

Neuroleptiques et usage toxique

La surprise fut grande lorsque le procureur Trémoures préla l'objet de l'information ouverte par le parquet de Rennes, «contre une personne non dénommée, pour dégradation volontaire d'objets mobiliers et immobiliers, par une substance incendiaire, ayant entraîné le mort de personnes ou des incapacités permanentes». Ainsi s'ouvrait le mystère de la chambre 22. Le feu est parti de cette chambre d'isolement, occupée dans la nuit du 24 au 25, par une femme «très malade et encore très choquée». Trop choquée pour avoir été entendue jusqu'à présent.

Le procureur donna encore d'autres précisions. Des prélèvements sanguins ont été prescrits sur tous les malades, morts ou vivants. Leurs résultats seront comparés aux prescriptions de neuroleptiques effectuées. D'autres examens sont menés pour repérer des traces éventuelles de «poison toxique». Car un vernis de revêtement avait brûlé lors de l'incendie, dégageant un nuage toxique qui avait envahi la clinique: «Le feu est resté contrôlé. Les fumées se sont propagées». Et onze des dix-huit victimes sont mortes d'asphyxie. Peut-on, doit-on tolérer l'usage de tels vernis ou autres plastiques dans une clinique psychiatrique?

Enfin, trois personnes venaient, cette nuit fatale, sur le sort de soixante-quatre patients. Est-ce suffisant? «Non», avait déjà répondu, dès le matin, sur le lieu du drame, Charles Padovani, directeur régional des affaires sociales. «Que cette catastrophe serve d'alerte à tous les autres établissements. Il faut renforcer les effectifs. La vigilance doit être constante». Dix-huit morts, trente-cinq blessés, à cause d'un incendie derrière les bureaux de la clinique Saint-François. Le bilan est également «lourd» de questions sur l'insatiation.

DANIELLE ROUARD et CHRISTIAN TUAL

Football : ballons piégés

La Fédération autonome des systèmes de police (FASP) a été créée en 1988, à la suite d'un congrès extraordinaire de «réhabilitation», vendredi 25 juin, à Nantes, pour sortir de la crise qu'elle a séquestrée depuis plusieurs mois. La principale revendication des policiers en grève veut contrôler l'«entrave» de la destruction de la police. On croit deviner dans les propos du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua.

NANTES

de nous envoyer 5264

«Chaque de ces 21...»

«C'est la FASP qui a...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

«Le 21 juin, le 21...»

سكس من الفصل

CULTURE

L'Amérique, les « anges » et le sida

La télévision, le théâtre et le cinéma américains se battent avec leurs armes contre la maladie

NEW YORK

correspondance

A la veille des manifestations marquant le « Gay Pride Day » à travers les États-Unis, le triomphe à Broadway d'Angels in America, de Tony Kushner, et off-Broadway, de Jeffrey, de Paul Rudnick, indique une prise de conscience de l'Américain moyen. A la fin de Angels in America, de Tony Kushner, le toit du plateau s'ouvre en un tonnerre fracassant et, dans un feu d'artifice de lumières et de fumées, un ange descend du ciel pour emporter un jeune homme atteint par le sida. « Ça fait très Spielberg », lance le moribond. « Le Grand Œuvre commence », dit l'Ange. Le Message est arrivé.

Le message que, soit après soir, lui renvoie un public hétéroclite mais enthousiaste dépasse le cadre d'un spectacle, si remarquable soit-il. Lauréat du Prix Pulitzer et nanti de plusieurs Tonys (Oscars de Broadway), Angels in America couronne une saison théâtrale où le succès véritable rencontre par des œuvres aussi diverses que Jeffrey, de Paul Rudnick, ou le Baiser de la Femme-Araignée (le musical) - pourrait signaler, au moins dans les grandes villes, un changement d'attitude vis-à-vis du sida et, parallèlement, de l'homosexualité.

Dans le New York de Paul Rudnick, il meurt un malade du sida toutes les trois minutes, mais les messes et autres cérémonies « à la mémoire de » - « chacune plus émouvante, mais aussi plus imaginative que la précédente » - deviennent les derniers salons où l'on cense, où l'on drague, Jeffrey, jeune acteur au chômage, devenu serveur chez un traiteur spécialisé dans ce genre d'occasion, décide, devant l'épidémie, d'éliminer tout sexe de sa vie. Il en perd, hélas, tout sens de l'humour et toute humanité. Lorsque le barman vers lequel il se sent attiré (l'affection est plus que réciproque) se révèle séropositif, Jeffrey, paniqué, se détache de tous ses amis homosexuels, malades ou pas.

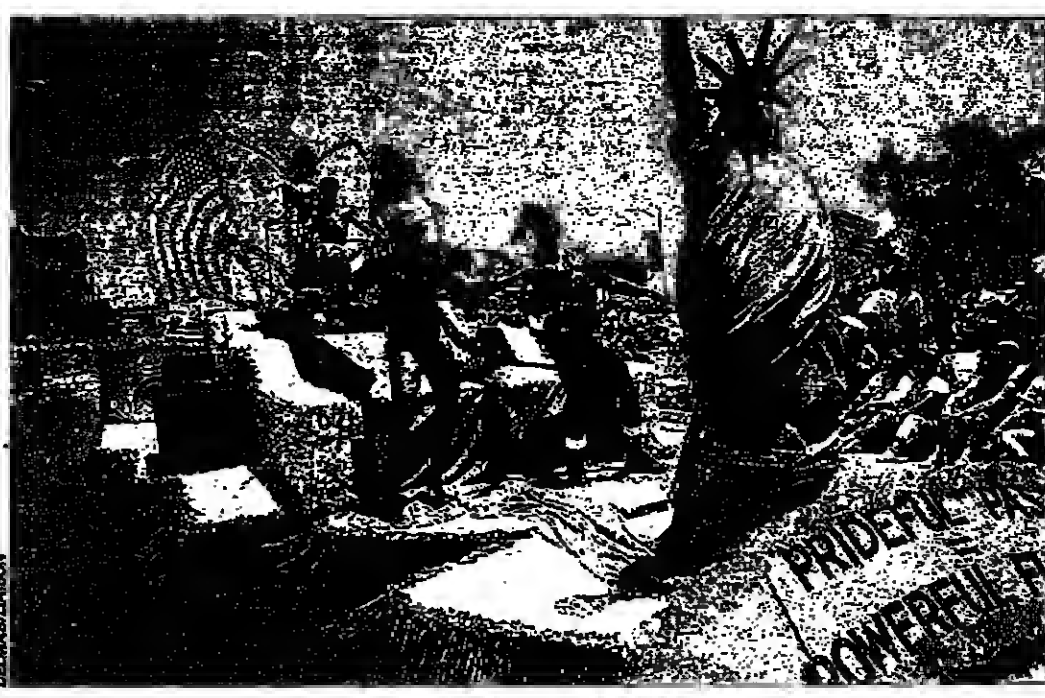
L'engagement dramatique de Jeffrey, est, quoiqu'il en soit, désordonné. Paul Rudnick, à l'instar de la réplique à l'emporte-pièce. Il ne verra pas dans l'histoire tout ce qu'il

plaisanterie hospitalière; l'humour « polémique du désespoir », non merci. Au contraire, avec un sens de l'absurde personnel, il porte l'accent sur l'aspect joyeux de la situation. Comme le dit l'un des malades - un figurant de Cats qui ne quittera jamais son costume à paillettes : « Considère le sida comme l'invité d'une de nos soirées, il s'incruste. On le voit tout - mais ça reste notre soirée. » C'est presque le cri de guerre de toute une communauté (sion d'une culture), Paul Rudnick reconnaît la présence de l'invité, mais n'a pas l'intention de lui laisser gâcher la soirée.

Le propos de Tony Kushner est plus ambitieux : au travers du sida, il tente rien moins qu'une analyse des années Reaganiennes. Géographiquement, il couvre un immense territoire, allant des toilettes (pour hommes) du Palais de justice à un foyer bourgeois de Salt Lake City en passant par un haut-lieu de la drague dans Central Park et l'Axe du pouvoir. Thématiquement, il suit plusieurs groupes de personnages lancés dans une fuite en avant, par le sexe, par la drogue, par l'ivresse du pouvoir.

« Ne rien cacher »

Deux copies : l'un homosexuel, l'autre formé par un avocat mormon visant une carrière à Washington et sa femme, une paumée gavée de tranquillisants. Les chemins des deux couples se croisent dans les toilettes de Washington, où le vrai pouvoir est aux mains d'hommes grises, en particulier l'ancien conseiller du sénateur McCarthy, l'avocat Roy Cohn, qui mourut il y a quelques années du sida. Personnage plus manipulateur que M. Artakin et Charles Foster Kane réunis, « Je ne suis pas un homosexuel, mais un hétérosexuel qui couche avec des hommes », lance-t-il au médecin qui lui apprend sa maladie. Comment un homme [de ma trempe et de mon influence] pourrait-il appartenir à une communauté qui n'a aucun poids politique ? Tout au long de la pièce, Tony Kushner lance, autour du thème de la trahison, un échec de passerelles entre sexualité, bipolarité, pouvoir et corruption.



« Gay parade » à Los Angeles

Développé en « laboratoire » au Mark Taper Forum de Los Angeles en 1990, créé à l'Eureka Theatre de San Francisco, puis monté à Londres en 1992, Angels in America - avec pour sous-titre : Une fantaisie sur des thèmes gays et pour sous-titre le Millénaire approche, est la première partie d'une épopée de sept heures dont le deuxième volet, Perestroika - sera monté à Broadway en septembre.

D'ores et déjà, Robert Altman en a acquis les droits cinématographiques. Le réalisateur de Nashville mettra le film en chantier après le Prêt-à-porter qu'il entendrait cet automne à Paris. Fera-t-il appel, comme pour The Player, à une pléiade de vedettes ? C'est l'option choisie par la chaîne câblée Home Box Office (avec l'appui de Canal Plus) pour And the Band Played On, de Roger Spottiswoode, avec Richard Gere, Angelica Huston, Matthew Modine et bien d'autres.

Adapté du roman de Randy Shilts et diffusé en Amérique à la rentrée prochaine, And the Band... sera surtout un rappel historique-sociopolitique des débuts de la maladie.

Hollywood commence à se réveiller. Barbra Streisand met enfin en chantier The Normal Heart de Larry Kramer adapté de la pièce qu'interprète à New York le comédien Brad Davis, mort il y a deux ans du sida. Gus van Sant prépare le Maire de Castro Street, inspiré de la vie d'Harvey Milk, adjoint ouvertement homosexuel du maire de San Francisco, abattu par le policier Dan White.

Le film le plus attendu - et le premier à sortir (il sort au prochain Festival de Venise) - est le Philadelphia (titre provisoire) de Jonathan Demme. Première super production hollywoodienne portant sur le sujet. Philadelphia a pour vedettes Tom Hanks, dans le rôle d'un avocat licencié pour cause de sida qui

intente procès à son ancien cabinet, et Denzel Washington, dans celui de son avocat, homophobe. Le choix des acteurs est astucieux : ils jouissent auprès du public - blanc et noir - d'une indéniable cote d'amour. Ils sont aussi notoirement hétérosexuels.

Acteurs, réalisateurs, producteurs, distributeurs, tous s'efforcent à répéter que Philadelphia est moins un film sur le sida qu'une œuvre traitant de rapports humains dans des situations extrêmes. Prudence commerciale ? Sans doute. Mais aussi - message plus subtil : deux ans après le début de l'épidémie, le sida a changé les données, la vie amoureuse, il empoisonne la réalité, normal au moins qu'il stimule l'imaginaire.

Le cinéma indépendant et la télévision publique, qui avaient démarré avant Hollywood (An Early Frost, avec Aidan Quinn et Gea Rowlands, a déjà huit ans), s'enhardit.

Présenté au Festival de Sundance et diffusé dernièrement par la chaîne américaine PBS ainsi qu'en Europe par Arte, Silverlake Life, de Tom Joslin et Peter Friedman, présente de manière brutale les ravages, et les humiliations, que provoque le sida.

Après avoir tous deux contracté le virus, Tom Joslin et son compagnon de vingt-deux ans, Mark Massi, décident de tenir le vidéo-journal de l'évolution de leur maladie. Le résultat, agencé par Peter Friedman après la mort des deux hommes, est un montage de home movies. Des premiers visites au médecin à la profération du sarcome de Kaposi, jusqu'aux derniers instants d'un Tom Joslin émacié et réduit aux couches-culottes, un œil fermé par une de ses multiples lésions, la caméra ne flanche jamais. Frôlant l'insupportable - « mais là est justement le propos : ne rien cacher » dit Peter Friedman.

HENRI BEHAR

□ Kristine Gebbie, responsable de la lutte anti-sida aux États-Unis. - Le président Clinton a nommé, vendredi 25 juin, Kristine Gebbie pour coordonner les programmes de lutte contre le sida, qui a tué plus de 182 000 personnes aux États-Unis depuis 1981. Il s'agit d'un poste nouveau au sein de l'administration américaine. M^{me} Gebbie disposera d'un budget de 2,7 milliards de dollars (15,3 milliards de francs). Kristine Gebbie a été membre de la commission présidentielle sur le sida sous l'administration Reagan. - (AFP)

□ Un échec de 2,3 millions de francs remis par des chanteurs à l'Institut Pasteur. - Jane Birkin, Françoise Hardy, Étienne Daho et Alain Chamfort ont remis, vendredi 25 juin, un chèque de 2,3 millions de francs à l'Institut Pasteur à Paris, afin de l'aider dans ses recherches sur le sida. En 1992, vingt-sept chanteurs et groupes français avaient enregistré un double album Urgence, au profit de l'Institut Pasteur.

MUSIQUES

JONGLEURS DANS LA JUNGLE à Aubray-sous-Bois

Voix d'enfants

Soixante-dix jeunes interprètes qui chantent comme on respire

C'est un opéra, un vrai. Signe particulier, la distribution ne comprend que des enfants. Ils sont soixante-dix dans un décor de Claire Belloc, glissent d'un toboggan, grimpent sur un gigantesque échafaudage, courent comme dans une cour de récréation, mais tous ces déplacements ont été réglés avec minutie par le metteur en scène Jean-Marc Montel. Un personnage bizarre et féroce fait son apparition, jongle avec des foulards, on s'étonne, on se rassemble, et les voix s'élèvent enfin, transparentes, et se mêlent comme du papier à musique : cette création « sur mesure » a été faite par des professionnels, des adultes, eux.

Tous les jeunes interprètes ont été formés au CREA (Chœur régional d'enfants d'Aubray), créé voici sept ans par Didier Grosjean, ancien instituteur et ex-conseiller pédagogique en éducation musicale. Sans aucune sélection, cette structure accueille une bonne centaine d'enfants et d'adolescents, de cinq ans à dix-sept ans, à raison d'une fois par semaine, d'un stage d'une demi-journée le samedi, et de deux semaines réparties lors de vacances scolaires.

Pas de leçons de solfège au CREA : « Je ne comprends pas comment on peut parler pendant une heure à un enfant de la tierce ou de la quinte, s'indigne Didier Grosjean, qui assure aussi la direction musicale, notre travail est axé sur une formation de l'oreille la plus riche et la plus fine possible, dès les enfants prennent l'habitude de fréquenter les « caches noires » (comme ils disent) inscrites sur les partitions. » Des parrains attirés par l'apprentissage, prodigent des conseils aux plus jeunes, les aident à déchiffrer, à bien placer leur respiration aussi.

Les enseignements ne se limitent pas à la seule approche vocale : le corps, le mouvement font l'objet de beaucoup d'attention. Cette année, par exemple, les enfants ont suivi des stages à l'École du cirque de Rosny-sous-Bois. « Avec ce travail axé sur le schéma corporel, explique l'ancien instituteur, les enfants, avec plaisir, sans effort apparent, sont

capables de chanter à un niveau professionnel tout en jouant la comédie et en dansant. » Il est vrai qu'ils le chantent bien, cet opéra en un acte, se tirant à merveille d'une partition ardue. Isabelle Abouker, qui a composé la musique s'étonne encore : « Je ne suis pas un musicien professionnel, mais une jeune fille qui a écrit des partitions pour les musiciens professionnels qui les accompagnent. »

CHRISTOPHE MONTAUCIEUX
► Espace Jacques-Prévert, Théâtre d'Aubray-sous-Bois, 134, rue Anatole-France, 93800 Aubray-sous-Bois. Tél. : 48-88-08-16. Accès par la RER B station Aubray-sous-Bois ou par l'Autoroute A3, sortie Aubray centre. Le samedi 26 juin à 21 heures, le 27 juin à 18 heures. Tarif 100 F ou avec réduction 80 F.

LETTRES

Les prix de l'Académie française

Comme chaque année, l'Académie française a attribué, jeudi 24 juin, quelques soixante-dix prix et médailles. Parmi eux, outre le Grand Prix de littérature, qui est revenu à Louis Nucera (le Monde du 26 juin), voici les principaux :

Grand Prix de poésie : Georges Saint-Clair pour l'ensemble de son œuvre ; Grand Prix de philosophie : Isabelle Stengers pour l'ensemble de son œuvre ; Prix Moron (philosophie) : Jacques Testart pour Le Désir du gène (Bourin) ; Prix Gobert (histoire) : Pierre Mora pour la direction et l'édition des Lieux de mémoire (Gallimard) ; Prix-Augustin Thierry (histoire) : Jean Barbey pour Être roi, le roi et son gouvernement de Clovis à Louis XVI (Fayard) ; Prix de la biographie : Michel Duchesne pour Elisabeth 1^{re} d'Angleterre (Fayard) ; Prix de la critique : Olivier Roy

pour Jules Romains ou l'Appel du monde (Laffont) ; Prix de l'essai : Alain Bichsgoyen pour In Démocratie malade du mensonge (Bourin) ; Prix de la nouvelle : Frédéric Berthet pour Felicitas (Gallimard).

Prix d'Académie : Christiane Desroches-Noblecourt pour la Grande Nublade (Stock) ; René Han pour Un Chinois de Bourgogne (Perrio) ; Jean-Pierre Renouard pour Un uniforme rayé d'enfer (Robert) ; Henri Beliaunay pour La Petite Anthologie imaginaire de la poésie française (Folio) ; Jean-Pierre Darnaud pour Fleuve rouge (Folio) ; Maurice Gandillac pour Genèses de la modernité (Cerf).

Prix du Théâtre : Fernando Arrabal pour l'ensemble de son œuvre. Prix du cinéma : Jean-Paul Rappeneau pour l'ensemble de son œuvre. Médaille de vermeil de la chanson française : Barbra pour l'ensemble de ses chansons.

CINÉMA

SUPER MARIO BROS de Rocky Morton et Annabel Jankel

Les entrailles d'un jeu vidéo

La transposition sur grand écran d'un best-seller de Nintendo

Il y a du beau monde aux commandes de Super Mario Bros. Deux producteurs chevronnés - Roland Joffé, réalisateur de la Déchirure, et Jake Eberts, spécialiste des projets difficiles, qui mena financièrement à bonne fin Danse avec les loups, Miss Daisy et son chauffeur et Au milieu, coule une rivière. Deux réalisateurs - Rocky Morton et Annabel Jankel - certes débutants, mais avec la série télévisée Max Headroom, ils avaient fait leurs preuves dans l'animation. Essentiel quand il s'agit d'adapter à l'écran un jeu vidéo qui emplit parmi les best-sellers du géant Nintendo. Les décors et les effets spéciaux recréent des univers parallèles, entre Blade Runner, Batman et Total Recall, avec une pléiade de dinosaures pré-jurassiques, ennemi

dans le Parc de Spielberg. C'est violent, spectaculaire, mais pour le moins désordonné.

Les dinosaures n'ont pas disparu du Brooklyn d'il y a soixante-cinq millions d'années, ils se sont simplement réfugiés, sous forme quasi humaine, quelque part au-dessous de l'East River. Un dictateur assoiffé de pouvoir fait, en guise de rhétorique, remonter ou descendre dans l'écouille de l'évolution naturelle tous ceux qui ont le malheur de lui déplaire. Ce méchant, c'est King coopa (Dennis Hopper), qui enlève la princesse Daisy (Samantha Mathis) née d'un œuf dans un couvent, afin de récupérer le fragment de météorite qu'elle porte en pendentif. Ce caillou lui permettra de fusionner les deux univers, et il sera le maître du monde. Seuls deux hommes peuvent empêcher ce destin fatal, deux plombiers, les frères Mario (Bob Hoskins et John Leguizamo).

Les deux sbires de King coopa, chargés d'enlever Daisy, sont plus maladroits qu'Abbott et Costello ; la garde préventive est composée de fondue de qu'ils entendent la musique de Docteur Jivago ; dans les rues de Coopaville, les hot dogs sont de salamandre grillée. Mais peut-être y a-t-il eu trop de chefs dans cette cuisine ? Les épisodes donnent l'impression d'avoir été mis bout à bout.

Coiffé en waltzyrie wagnérienne, Dennis Hopper se révèle parfaitement à l'aise en toutes circonstances (et dans tout dialogue). Depuis Roger Rabbit, Bob Hoskins se sent presque chez lui dans les univers parallèles - il porte une moustache balai-brosse. John Leguizamo s'est fait une célébrité à New-York dans une série de one-man-shows explosifs. Il tire ici le maximum d'un rôle d'ingénieur tout miel et guimauve.

H. B.

La liste des salles participantes ou sont projetés les films sortis le mercredi 23 juin figure page 10, sauf dans notre édition Rhône-Alpes.

RELACHE

de Gilles Bourdon

SAUVE-TOI

de Jean-Marc Fabre

La cause semble entendue, toute action en faveur du court-métrage doit être acclamée et encensée. Quelques succès en salle (celui de Versailles rive gauche surtout), mais aussi Un été sans histoire ou, un peu plus ancien, la Vie des motifs ont convaincu des distributeurs de montrer des produits courts. Mais il n'est pas certain que l'idée de rassembler plusieurs œuvres, aussi brèves soient-elles (ici respectivement 25 et 52 minutes) mais conçues indépendamment les unes des autres, soit en particulier ni au court-métrage en général, qui fait vite figure de produit au rabais, délaissé au mètre.

D'autant que les deux titres choisis ici sont décevants. Relache organise, selon un canevas coovent, un psychodrame dans les coulisses d'un théâtre : le temps manque pour s'intéresser à des protagonistes qui n'ont pas le loisir de devenir autre chose que des archétypes. A l'inverse, Sauve-toi démarre bien, dans un nuage d'étrangeté porté par la présence séduisante et délicate, rituelle enfantine d'amitié et de bagarre, utopies révolutionnaires - et de montrer ennuient ils s'en font, littéralement, un monde. Jusqu'au moment où la réalité imposera son sceau de sang et de tristesse, désenchantant d'un euphorisme univers.

La mise en scène n'est malheureusement pas à la hauteur de cette ambition. Incapable d'assumer un point de vue, victime du jeu sans finesse des jeunes interprètes, recourant à des effets inutiles, le film devient une série de vignettes collées les unes derrière les autres, dans lesquelles ne passent ni la joie ni la peur.

J.-M. F.

J.-M. F.

Rendez-vous sur grand écran !

Pour ne rater aucune séance de la fête du cinéma, donnez-vous rendez-vous grâce à Mémophone. Pour tout savoir sur Mémophone, téléphonez au 36 72.



Prix TTC au 06 44 79 93 : 44 F par appel + 0,7 F / 45 s. en France métropolitaine. France Telecom

ÉCONOMIE

La démission du président de la Banque européenne

Le départ inévitable de Jacques Attali

BILLET

L'austérité

Après la décision de ne pas réviser les retraites de la Sécurité sociale au 1^{er} juillet, le gouvernement vient de confirmer que les allocations familiales seront soumises au même traitement. Il faudra donc attendre le 1^{er} janvier 1994 pour que les prestations sociales - y compris les pensions d'invalidité, l'allocation aux adultes handicapés et le revenu minimum d'insertion - soient de nouveau augmentées.

Dès lors, on comprend que le succès de son emprunt auprès du baume au cœur du premier ministre. Le répit ne sera que de courte durée car, dans les prochains jours, la litane des mesures d'austérité reprendra de plus belle. Lundi, le ministre du travail, Michel Giraud, devrait annoncer que le SMIC ne bénéficiera que du niveau d'actualisation minimum prévu par la loi et, mardi, le ministre des affaires sociales, Simone Veil, dévoilera son plan d'économie de 30 milliards de francs sur les dépenses d'assurance-maladie. Le lendemain, la publication des chiffres du chômage pour le mois de mai ne montrera rien de très réjouissant.

Certes, ce coup de frein général doit sans doute être relativisé. Si les pouvoirs publics interprètent de manière révélatrice la restriction de la règle traditionnelle de l'indexation sur l'évolution prévisionnelle des prix, la modération de l'inflation (1,8 % entre mai 1992 et mai 1993) en limite sensiblement les conséquences. Par ailleurs, les justifications d'une sérieuse opération de remise à niveau des comptes sociaux ne manquent pas. Tous les indicateurs sont au rouge. La prochaine publication des comptes de la «Sédu» soulignera que, en l'absence de mesures de redressement, le déficit cumulé atteindrait 200 milliards de francs fin 1994. Quant à la caisse de retraite complémentaire des cadres, son équilibre dépend désormais des produits financiers que lui apportent ses réserves. Sans oublier le plongeon accéléré des résultats de l'assurance-chômage et la perspective de devoir procéder à la remise à flot de la structure financière qui, depuis 1983, prend en charge le surcoût supporté par la caisse de retraite complémentaire consécutive à l'obsolescence à soixante ans de l'âge de la retraite.

Après avoir été fort sensibles à l'accueil que leur avait réservé le premier ministre, les syndicats haussent le ton. Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, se dit «prêt» à discuter avec son homologue de Force ouvrière, Marc Blondel, qui menace de «partir en flèche» dès la rentrée. Mais les syndicats savent que leur «force de frappe» ne pèse pas lourd. Pour l'heure, Edouard Balladur craint davantage la contestation de sa propre majorité. Et, dans l'immédiat, celle du lobby médical parlementaire, puissamment présent sur les bancs de la droite.

JEAN-MICHEL NORMAND

□ Succès de la privatisation du Crédit local de France. - Le ministre de l'économie, Edmond Alphandery, s'est félicité vendredi 25 juin du succès de la privatisation du Crédit local de France (CLF), qui a été sous-souscrite près de dix huit fois (voir en page Bourse). Les 7,16 millions de titres proposés à 386 francs permettent de servir l'intégralité des petits épargnants (ceux ayant demandé au maximum 30 actions). Ils se répartissent 6,233 millions de titres. Les gros investisseurs (plus de 60 actions) sont réduits à la portion congrue : leurs demandes ont été servies à hauteur de 0,81 %. Ils obtiendront 871 316 titres, alors qu'ils en avaient demandé plus de 106 millions.

LONDRES

de notre correspondant

La tentation est grande de voir dans la démission forcée de Jacques Attali une deuxième « victoire », en quarante-huit heures, de la presse britannique. Jeudi, le secrétaire d'Etat chargé de l'Irlande du Nord est contraint d'abandonner ses fonctions parce que son maintien au gouvernement nuisait à l'autorité du premier ministre (le Monde du 26 juin); vendredi, le président de la Banque européenne doit se «sacrifier», sous peine de ternir définitivement l'image d'une institution qu'il a portée sur les bords baptismaux et dont il a guidé les premiers pas. Dans les deux cas, la presse a joué un rôle déterminant pour amener deux hommes, dont le crédit était de plus en plus miné par une succession de révélations, à jeter l'éponge.

La comparaison s'arrête bien sûr là, mais elle pourrait servir, plus tard, à méditer sur le pouvoir d'une presse anglo-saxonne d'autant plus facilement exécutée de comptes qu'elle mérite souvent sa réputation d'excellence. La thèse tant prisée dans les couloirs aseptisés et somptueux de la Banque européenne d'un «complot journalistique», voire «celle d'une «conspiration américaine», n'emporte cependant guère la conviction, pour la simple raison que les faits reprochés à M. Attali, s'agissant à la fois des frais de fonctionnement de la BERD, du goût immodéré de son président pour le luxe et du flux trop lent des décaissements au profit des pays d'Europe de l'Est, sont, pour l'essentiel, exacts.

Dans sa lettre de démission adressée à Anne Wible, ministre suédoise des finances et présidente du conseil des gouverneurs de la BERD, M. Attali résume tout ce qui équivaut à une attention négative croissante de la presse, ces derniers mois. Celle-ci, ajoute-t-il, ayant eu «un effet préjudiciable pour le travail de la banque et de son personnel», son propre départ est motivé par le souci de préserver les «intérêts» de la Banque. C'est en effet à la suite de la constance dans la recherche d'informations, grandes et petites, voire de l'acharnement manifesté par un journal, le *Financial Times*, que M. Attali a été contraint de prendre une décision que les actionnaires les plus influents de la BERD jugeaient, depuis quelques semaines, inévitable.

L'histoire rendra sans doute justice à Jacques Attali pour l'indéniable dynamisme dont il a fait preuve pour promouvoir l'action et l'efficacité de la Banque européenne, mais il restera aussi sans doute, comme bilan de ses deux années de présidence, le souvenir d'une institution financière «qui a dépensé deux fois plus d'argent pour elle-même que pour ses activités bancaires». Au fond, ce que l'ancien président n'a pas vraiment compris, c'est que sa façon d'être, autant que sa manière de gérer, étaient responsables de la dégradation continue de l'image de la BERD.

Dès la mise en place de la Ban-

que européenne, en septembre 1990, un malentendu s'est créé entre, d'une part, M. Attali, d'autre part, la presse de Londres et la City. Dans ce sémel où chacun cultive strictement le respect d'un code conventionnel quasi séculaire, M. Attali a vite dénoté. Partant certes de l'aura de conseiller spécial de François Mitterrand, il a été encore plus sûrement suspecté, du fait de son inexpérience totale en matière bancaire. Touché à tout de suite, peut-être, mais ni ce «génie à la française», ni même les réelles qualités de «visionnaire» de l'ancien «sperber» de l'Elysée, n'étaient des vertus de nature à impressionner la City.

Ce n'est pas faire montre d'un égocentrisme hexagonal exagéré que de le relever : le cocktail «Franco-intellectuel-écritain» n'était pas des plus à même de s'imposer en sein du «Square Mile». Il n'y a, a priori, rien de commun entre un banquier anglo-saxon et un brillant produit de la haute fonction publique et de l'intelligence française. La personnalité de M. Attali a accentué ce défaut d'original. Naturellement rétif au concept de «relations publiques», il n'a pas recherché la compagnie des représentants de la finance et de la presse économique, préférant suivre ses propres pistes. Un «ego» surdéveloppé, une certaine maladresse dans les rapports humains, une attitude volontiers jugée arrogante ont fait le reste.

Un style flamboyant

C'est donc sur ce terrain incertain que sont venues se greffer les premières révélations du *Financial Times* concernant les frais de fonctionnement de la BERD, jugés d'autant plus dispendieux lorsqu'on les a situés en parallèle avec le moment des déboursés bancaires, au profit des pays de l'Europe de l'Est que la BERD, selon sa mission, doit accompagner sur le chemin de l'économie de marché et de la démocratie. D'un côté, des dépenses de 201 millions de livres (1,7 milliard de francs) de l'autre, des décaissements limités à 101 millions de livres (850 millions de francs).

Outre le désormais fameux marbre de Carrare, dont le remplacement aura coûté 750 000 livres (1), la Banque européenne a consacré beaucoup d'argent pour louer les avions privés de M. Attali (750 000 livres en 1992). Semaine après semaine, de nouveaux détails de la même eau furent révélés dans les colonnes du *Financial Times*. De Théodore Waiogl, ministre allemand des finances, à Lloyd Benjamin, le secrétaire au Trésor américain, en passant par Norman Lapin, l'ancien chancelier de l'Échiquier britannique, les gouverneurs de la BERD s'inquiétaient des proportions que prenaient ces «scandales» naissants.

Les 26 et 27 avril dernier, à Londres, à l'occasion de l'assemblée annuelle de la banque, un discours d'ouverture de M. Attali, plutôt que d'être une réponse aux questions de «profitabilité financière» que de la stratégie à appliquer pour aider les anciens pays communistes

à faire l'apprentissage de l'économie de marché. Appréhendant pour la première fois l'ampleur de la crise, le président de la BERD fit une sorte d'autocritique tardive, et annonça la formation d'un comité d'audit chargé de se plonger dans la gestion de la Banque.

An moment où, à Washington, l'administration Clinton était engagée dans un programme de limitation des dépenses publiques, le vote de la Chambre des représentants en faveur de la suspension de la participation américaine de 70 millions de dollars au budget annuel de la BERD fut implicitement soutenu par M. Benben. Au sein du groupe des sept pays les plus industrialisés (G-7), l'idée selon laquelle seul le départ de M. Attali était de nature à redorer la réputation de la banque européenne prit corps. Celui-ci s'efforça alors de prendre de vitesse les conclusions du rapport d'audit - attendues pour le 15 juillet - dont on prévoyait qu'elles ne lui seraient pas favorables.

Tel était l'objet du plan de réorganisation interne qu'il a maladroite- ment tenté de faire accepter ces dernières semaines, afin de consolider un pouvoir qu'il sentait de plus en plus menacé. L'exercice était voué à l'échec, en raison de la volonté des principaux actionnaires d'attendre les résultats de la commission d'audit avant de prendre la moindre décision engageant l'avenir, et aussi parce que les propositions de M. Attali introduisaient une fâcheuse confusion des genres. Le président de la BERD voulait répondre aux critiques sur la lenteur des déboursés, en contournant la règle statutaire qui veut que 60 % des prêts et investissements doivent profiter à des projets privés.

Il s'agissait d'écarter moins d'importance à l'activité de «banquier» (merchant bank) de la BERD, au profit de son action de développement («development banking»), c'est-à-dire d'allouer davantage de ressources au financement d'infrastructures dans les pays de l'ancien bloc communiste. Or, la méthode choisie pour imposer ce changement de philosophie prenait la forme d'une réorganisa-

tion de la structure de direction de la Banque. Selon celle-ci, Ron Freeman, le premier vice-président et responsable des opérations de «merchant banking» serait devenu le «numéro 4» de la hiérarchie avec l'arrivée de Ernest Stern (actuellement vice-président de la Banque mondiale), au poste d'adjoint direct de M. Attali, et la promotion de Marin Sarcinelli, responsable des actions de développement.

Dans les faits, M. Stern, qui est le «candidat américain», aurait dirigé à la fois les opérations de «merchant banking» et de «development banking». Or, la conséquence immédiate de ce montage a été d'ouvrir une crise interne au sein de la Banque. M. Freeman n'ayant aucune intention de sacrifier son poste au profit du maintien en fonctions de Jacques Attali. «Tant qu'il s'agit d'attaques venant de l'extérieur», résume l'un des directeurs de la BERD, la Banque résiste. Il y avait un front commun. A partir du moment où des mécanismes internes ont été brisés, cette situation ne pouvait se prolonger.

Le mal de la grandeur

Dans les couloirs de la BERD, une atmosphère de plus en plus délétère s'est développée ces dernières semaines, de nombreux responsables ayant manifesté l'intention de démissionner. La décision de Jacques Attali de démissionner, une fois que l'agitation interne aura disparu. Ce coup de chapeau confortait Jacques Attali dans sa conviction qu'il a été la victime, et non l'instrument, de sa propre chute. «Je n'ai pas connaissance que l'une de mes actions ait pu, de quelque façon, mériter des reproches», a-t-il souligné. Qui sait? Liberté demain d'un maître qu'il a toujours placé derrière celui d'écritain, Jacques Attali pourrait emprunter à Shakespeare, le sujet d'un nouveau livre : «Le mal de la grandeur, c'est quand, du pouvoir, elle sépare la conscience».

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling = environ 8,30 francs.

Les trois vies d'un homme d'influence

Dans sa biographie du banquier Siegmund Warburg, Jacques Attali note que celui-ci «a été, au cœur de ses démenées, un des rares hommes d'influence de ce siècle, c'est-à-dire en définitive un homme de séduction». On se garde d'identifier l'ancien président de la BERD au personnage dont il a raconté la vie, mais on ne peut s'empêcher de penser qu'il exista entre l'historien et son modèle de trajectoires similitudes.

Celui qui fut pendant près de dix ans l'un des plus proches collaborateurs du président de la République sans jamais occuper d'autres fonctions que celles de conseiller spécial et tant d'exercer, tout au long de sa carrière, son pouvoir de séduction, successivement ou simultanément, dans ses trois sphères de prédilection : la vie intellectuelle, l'action politique et l'économie internationale. Trois milieux qui lui ont valu beaucoup de succès, mais aussi pas mal de déboires, comme si, le charme des débuts une fois dissipé, on découvrait qu'il n'était pas tout à fait celui qu'il prétendait être.

Jacques Attali reconnaît lui-même que les intellectuels n'ont jamais accepté de le considérer comme un des leurs et que les politiciens ne l'ont pas mieux accueilli. Quant aux financiers, ils n'ont cessé de voir en lui un intrus. Commencées dans l'aphorisme du succès, les trois vies de cet homme d'influence ont suscité, tôt ou tard, les doutes et les polémiques.

L'intellectuel d'abord ébloui par ses multiples visions historiques, son esprit encyclopédique, son art de puiser aux sources les plus diverses pour formuler des idées stimulantes et parfois provocantes. Né à Alger le 1^{er} novembre 1943, ce brillant polytechnicien, devenu énarque puis maître des requêtes au Conseil d'Etat, se révèle en publiant en 1974, avec Marc Guillaume, l'*Arrière-économie*, dont les thèses, affirmées par Pierre Drouin dans le *Monde*,

«secouent efficacement les cadres verrouillés de la pensée économique».

La Parole et l'Ouï, l'année suivante. Bruts en 1977, le *Nouvel Économiste* français en 1978, l'*Ordre-cennelle* en 1979, les *Trois Mondes* en 1981, *Histoires du temps* en 1982, qui provoquent en général des débats passionnés, sont autant de jalons dans un parcours d'essayiste presque unanimement loué et complété par des débuts réussis de romancier, le *Via éternelle*, son premier roman, étant suivi avec sympathie, en 1989, par le critique.

Pourtant, la suspicion s'insinue quand des accusations de plagiat sont portées contre l'auteur, venant renforcer la méfiance de ceux qui jugent sa réputation artificielle. La controverse autour des *Verbatim*, son dernier livre paru il y a un mois, qui reproduit des extraits d'entrevues de François Mitterrand avec Elie Wiesel, sans l'accord de ce dernier, et qui, de plus, en change les dates, jette une fois de plus le doute sur la rigueur intellectuelle de Jacques Attali.

La révision doctrinale de la gauche

Le rôle politique de l'ancien conseiller spécial de François Mitterrand a nourri aussi la contestation. C'est en 1974 qu'il entre dans l'équipe de celui qui n'est encore que candidat à la présidence de la République. Devenu le directeur de son cabinet, il sera de tous les combats jusqu'à la victoire de 1981 et l'installation à l'Elysée dans le bureau voisin de celui du chef de l'Etat.

Lui qui eut, dit-on, par ses talents de pédagogue, réconcilier François Mitterrand avec l'économie est de ceux qui, après avoir plaqué pour le socialisme (le *Oui, le socialisme*, c'est le rêve), répondit à Michel Rocard en 1979, contribua à hâter la révision doctrinale de la gauche. En 1983, avec un groupe de

conseillers de l'Elysée, il convainc le chef de l'Etat de renoncer à faire sortir le franc du SME. «A l'époque», raconte Elisabeth Guigou, Attali était le seul du groupe à pouvoir exercer une influence sur le président, et il eut un rôle extrêmement positif» (1).

Mais le conseiller spécial de François Mitterrand ne se contente pas d'intervenir sur les questions économiques. Associé de près à la plupart des grandes décisions du chef de l'Etat, en politique intérieure comme en politique extérieure, il donne son avis sur tout, ou presque, et sert d'intermédiaire discret entre François Mitterrand et ses divers interlocuteurs. Il est surtout, du côté français, l'organisateur des sommets, avec plus ou moins de bonheur : les fastes de Versailles, en 1982, irritant. Ceux de Paris, en 1989, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution, sont mieux reçus, malgré les polémiques.

Hommege est rendu au dynamisme de Jacques Attali. Mais son activisme parfois broutille et le développement, autour du président de la République, d'un esprit de cour auquel il n'est pas étranger le desservent. Dans le jeu politique comme dans le jeu intellectuel, Jacques Attali est critiqué parce que, dit-il, il ne respecte pas les règles. D'autres diront que, par orgueil, il refuse de se plier aux disciplines communes.

En 1991 s'ouvre la troisième vie de Jacques Attali, celle de banquier international. Elle vient, provisoirement, peut-être, de prendre fin. L'ancien conseiller spécial du président de la République n'a pas respecté les règles. En économie non plus on ne se soustrait pas impunément aux exigences de la rigueur.

THOMAS FERENCZI

(1) Cité par Pierre Favre et Michel Mariani-Rolland dans le *Décembre Mitterrand*, tome I, Le Seuil, 1990.

Conséquence de la récession

EDF ne commandera pas de nouvelle tranche nucléaire en 1994

Le conseil d'administration d'EDF, réuni vendredi 25 juin, a décidé de ne pas commander de nouvelle tranche nucléaire en 1994. La récession économique a, en effet, conduit EDF à réduire ses estimations de consommation d'électricité d'ici à l'an 2000, «en tablant sur une hypothèse de croissance de l'économie française de 2,5 % par an à moyen terme, après sortie de la crise actuelle».

Pour les mêmes raisons, les décisions concernant l'accroissement du parc de centrales fonctionnant au gaz ou au fioul (turbines à com-

bustion et cycles combinés) ont été repoussées.

EDF devait initialement danser, cette année, le coup d'envoi à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire de 1 400 mégawatts et hésitait entre les sites de Penly (Haute-Normandie), Framanville (Basse-Normandie) et Saint-Alban (Rhône-Alpes). Pour pouvoir réagir rapidement à la reprise, EDF a demandé aux pouvoirs publics de déterminer rapidement le site retenu et d'ouvrir l'enquête publique préalable à l'autorisation de création de cette unité.

□ Le champagne français gagne en appel contre les Britanniques. - La cour d'appel britannique a décidé, vendredi 25 juin, que le mot «champagne» devait être enlevé des bouteilles de boisson non alcoolisée et pétillante à la marque «Elderflower champagne» (littéralement «champagne de fleur de sureau») produite dans le sud de l'Angleterre. Depuis avril 1992, les

producteurs champenois mènent une bataille juridique pour faire valoir leurs droits, estimant que seule leur région peut bénéficier de cette appellation contrôlée. Le 8 février, la Cour de Londres leur avait donné tort, autorisant de facto la société Thorncroft à reprendre sa marque initiale «Elderflower champagne» (le *Monde* du 10 février).

ÉCO

La reconstruction et le dévelop

La «banque chic» a pâti de sa na

Tremblement de terre

COMMU

La presse à p

Le poids de la publicité

La diffusion en Fr

Jacques Attali

ECONOMIE

pour la reconstruction et le développement

La « banque chic de l'Europe pauvre » a pâti de sa naissance précipitée

« C'est moi, c'est moi qui ai eu l'idée ! » En ce jour d'avril 1990, M. Jacques Attali ne cache pas sa colère devant un interlocuteur qui a osé souligner le rôle d'autres personnalités dans la conception de la BERD. Le conseiller spécial du président Mitterrand, propulsé président de la conférence constitutive de la BERD, traçait de grands projets pour l'Europe. Un continent uni dans la prospérité économique et partageant, selon ses mots, « la démocratie, c'est-à-dire les droits de l'homme, le multipartisme et la liberté d'information ».

Aujourd'hui, la chute des régimes communistes semble lointaine, mais les calamités économiques paraissent ne jamais devoir finir. Et la BERD, la grande institution lancée par le président François Mitterrand à la fin de 1989, mise sur pied en un temps record en printemps de 1990, souffre. Elle souffre, bico str, des attaques ininterrompues à l'encontre de son président, qui se sont saluées, vendredi 25 juin, par la démission de M. Jacques Attali. Elle souffre, encore, des difficultés d'intervenir dans des pays en pleines transformations économiques où les progrès sont lents et fragiles. Mais, fondamentalement, la BERD souffre, depuis sa création, des ambiguïtés profondes à propos de son rôle et de ses statuts.

Tremblement de terre

Pour comprendre le malaise actuel de la BERD, il faut remonter au mois de novembre 1989 : les bulldozers ont pas fini de raser le mur de Berlin, ouvert dans la liesse le 9 novembre ; à Prague, la révolution de velours s'est encore qu'un rêve ; à Bucarest, Ceausescu règne

toujours en maître ; à Moscou, le régime communiste du président réformateur Gorbatchev est encore solvable.

Les gouvernements européens ont bien conscience qu'un tremblement de terre est en train de se produire, mais ils n'ont connaissance que d'un bout de la réalité. Ils ne savent pas exactement l'ampleur lorsque le président Mitterrand lance, devant ses collègues de la CEE, l'idée d'une « Banque pour l'Europe ». Les bouleversements sont tellement radicaux, se déroulent à une telle vitesse que le projet fait rapidement son chemin. Après tout, les gouvernements avaient bien fondé, au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Banque mondiale, ou plus exactement la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

A partir de là, le mot d'ordre est celui de la célérité : en quelques mois à peine, les actionnaires sont réunis, les statuts sont rédigés, puis ratifiés. « Aucun organisme international n'a été créé aussi vite ! », s'exclame-t-on. Mais, pour avancer aussi rapidement, il a fallu faire des concessions, apaiser les différences. Déjà, les Etats-Unis jouent un rôle majeur. Récents à la mise sur pied d'une nouvelle entité multilatérale, « les Américains s'opposent carrément à l'idée de s'asseoir à une même table que les Soviétiques, ou sein d'un organisme non contrôlé par les Etats-Unis », se souvient un proche des négociations.

Finalement, on leur accorde le titre de premier actionnaire (avec 10 % du capital) et on limite considérablement l'accès de l'Union soviétique aux concours de la Banque. Par ailleurs, plusieurs actionnaires exigent que la Banque restreigne ses activités à la promotion

du secteur privé. Ils font valoir que plusieurs institutions, Banque mondiale ou Banque européenne d'investissement, sont déjà spécialisées dans l'aide au développement. La France, elle, imagine surtout des grands financements publics, par exemple pour développer les moyens de communication d'un bout à l'autre du continent. Qu'à cela ne tienne : un compromis est trouvé, la BERD financera à 60 % le secteur privé, à 40 % le secteur public.

Le « non » américain

Autre chantier d'affrontement : le choix du siège et la nomination du président. La plupart des capitales d'Europe de l'Est comme de l'Ouest proposent d'héberger la BERD. Au terme d'un marchandage complexe effectué à Washington et se déroulant l'augmentation de capital du Fonds monétaire international (FMI), les bases d'un accord franco-britannique sont jetées : Londres accepte que la France figure au même rang qu'elle parmi les actionnaires du FMI et Paris lui concède le siège de la BERD. Jacques Attali, lui, devient président, malgré les grincements de dents des uns, qui ricanaient devant le théoricien des nationalisations en France devenu apôtre des privatisations à l'Est, et des autres, qui doutaient des capacités d'un écrivain à devenir banquier.

Ces difficultés initiales ont resurgi régulièrement tout au long des trois années d'existence de la BERD. Sans même parler des attaques régulières de la presse à l'encontre de M. Attali, quelques exemples sont éloquentes. Au printemps de 1992, lors de l'assemblée annuelle de la BERD à Washing-

ton, il apparaît clairement que les opportunités d'opérations rentables de la Banque à l'Est sont rares, alors que les besoins sont immenses. Certains proposent alors que la Banque effectue certains prêts à des conditions préférentielles, notamment pour le financement des infrastructures. Les Etats-Unis opposent une fin de non-recevoir très sèche.

D'autre part, le nombre de pays bénéficiaires des opérations de la BERD est passé de huit lors de la création, à près de trente aujourd'hui, compte tenu notamment de l'élargissement de l'URSS : comment élargir le champ des opérations, alors que, même dans les pays d'Europe centrale les plus avancés dans la transition, les missions de la BERD ne sont pas parvenues à maturité ? Peut-on retenir les mêmes schémas pour la Hongrie ou pour l'Azerbaïdjan ? Enfin, la mission « politique » de la BERD reste floue. Selon l'article premier des statuts, les membres doivent s'engager à « respecter et mettre en pratique les principes de la démocratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marché ». Dans plusieurs Etats, les moins que l'on puisse dire est que ces conditions ne sont pas respectées.

Un continent en plein chambardement, des missions grossièrement définies, des tensions au sein des actionnaires... La BERD ne partait pas sur les meilleures bases. Une institution internationale ment rancœur. Nul doute qu'aujourd'hui, la « banque chic de l'Europe pauvre » passera ses plaies et continuera à vivre. Si, du moins, les ambiguïtés qui ont perduré depuis sa création sont enfin levées.

FRANÇOISE LAZARE

COMMUNICATION

Le troisième observatoire annuel de l'écrit

La presse à plusieurs vitesses

Le troisième observatoire annuel de l'écrit, publié le 24 juin, met en lumière un certain retard français, et les évolutions contrastées des différents types de presse : l'érosion de la diffusion des quotidiens se confirme, la presse magazine ralentit mais progresse encore.

« Cessons de nous rouler dans la morosité ! » Jean Miot, président de Diffusion Contrôle-OJD, l'organisme qui certifie les chiffres de diffusion de l'essentiel de la presse en France (660 titres contrôlés, représentant 90 % de la diffusion), a une vue résolument optimiste de l'avenir de la presse.

Certes, l'observatoire annuel de l'écrit dont il présentait la troisième édition jeudi 24 juin fait apparaître une nouvelle érosion de la diffusion des quotidiens en 1992, et un net ralentissement de la presse magazine.

Quant aux recettes publicitaires, elles continuent leur dégringolade. D'ailleurs, avoue Jean Miot, « la presse a trop joué le marché de la publicité, et parfois oublié que son premier client, c'est le lecteur ». Mais il préfère ouvrir son optimisme d'autres cœurs ou constants, estimant que la presse est atteinte d'une « fièvre passagère » et pas d'un « mal profond ».

Pour lui, l'hémorragie des ventes dans les pays de la CEE est endiguée ; certains secteurs de la presse magazine grand public française

ont réussi à croître : la presse d'actualité (qui inclut les magazines économiques) grâce à des lancements, la presse de télévision dont l'évaluation depuis dix ans est exceptionnelle.

Ce dynamisme des magazines explique d'ailleurs la place qu'ils prennent en France (36 % du marché de la presse, le plus fort pourcentage d'Europe) et par contre-coup la faiblesse des quotidiens hexagonaux (60,4 % du marché, contre 74,6 % en Espagne, 78,9 % en Suède, 87,5 % en Grande-Bretagne).

Les chiffres évalués par les homologues de Diffusion Contrôle-OJD, dessinent une Europe de la presse à trois vitesses : les pays nordiques (et la Suède) à forte diffusion et forte recette publicitaire par habitant, l'Allemagne et la Grande-Bretagne en position médiane, les riverains de la Méditerranée et la Belgique en queue du peloton sur ces deux critères.

S'il reconnaît cette situation, Jean Miot n'y voit aucune fatalité. En tout cas, il rejette tout complexe vis-à-vis de la télévision, appelée à la solidarité des éditeurs, souhaite moderniser encore les mesures de diffusion de la presse, et relever le défi de la concurrence en jouant « la qualité éditoriale avant tout ».

Le ministre de la communication Alain Carignon lui a répondu sur un ton identique, qui se voulait « lucide sur la gravité des enjeux, et en même temps combatif ». Evo-

quant les aides exceptionnelles à la presse qui seront attribuées prochainement (le Monde du 23 juin), M. Carignon a annoncé qu'il serait « à la pour les mesures d'urgence qui s'imposent », mais aussi pour les mesures structurelles, pour « accompagner la nécessaire restructuration des secteurs fabriquation ».

M. C. I.

Les réactions aux mesures d'aide

Plusieurs journaux ont critiqué les mesures d'aide à la presse annoncées par le ministre de la communication Alain Carignon (le Monde du 25 juin). Pour Bernard Pons, qui préside le groupe Bayard Presse (éditeur de la Croix), il s'agit d'un « saupoudrage » pour une partie (80 millions de francs), qui ira à l'ensemble des journaux, alors que les aides à la restructuration ne concerneront que deux ou trois journaux au bord du dépôt de bilan. La critique est parallèle dans l'Humanité, où le directeur adjoint, Pierre Zarka, écrit : « L'essentiel du diagnostic apparaît comme un saupoudrage, dont l'efficacité sera inversement proportionnelle aux besoins ».

Les critères d'attribution du fonds de soutien sont en effet peu discriminants, alors que le récession publicitaire frappe largement. Le fonds pourrait donc bénéficier à une grande partie de la presse, ce qui diluerait alors son impact sur chaque titre. Quant à l'aide à la restructuration, elle vise en premier lieu à sauver le Quotidien de Paris.

Pour sa part, le nouveau président de la Fédération nationale de la presse française, Jean Mint, a salué ces mesures d'aide. Mais il a réitéré, dans une lettre au ministre de la communication, « la demande pressante » de la FNPF pour « une réduction » de la TVA, car il s'agit de « l'aide la plus simple, la plus juste que vous puissiez nous accorder ».

Le poids de la publicité

1992	Nbre d'exempl. payés/hab.	Recettes publicitaires de la presse par habitant (en euros) (1)	Part de la presse dans les recettes publicitaires
Allemagne	180	74	54 %
Belgique	84	37	31 %
Espagne	46	53	48 %
Finlande	287	99	74 %
France	76	54	43 %
Grande-Bretagne	143	92	81 %
Italie	82	42	40 %
Norvège	219	120	84 %
Suède	214	134	82 %
Suisse	233	191	77 %

(1) Un euro vaut environ 6,80 F.

Source : IFABC

La diffusion en France

	Nombre de titres OJD	Diff. payée en France 92 (en millions d'ex.)	Diff. payée en France 82 (en millions d'ex.)	Evol. diffusion 1992/1991	Evol. diffusion 1991/1990	Part des abonnements dans les ventes
Quotidiens	68	2 592	-	-1,2 %	-0,3 %	26 %
- dont quotidiens nationaux	10	626	-	-1,8 %	0 %	17 %
Publications	364	1 608	-	+0,7 %	+2,7 %	33 %
Presse TV	12	577	335	+2,4 %	+1,7 %	22 %
Presse féminine	31	306	238	-0,1 %	+6,3 %	14 %
Presse d'actualité	34	236	243	+3,1 %	+0,8 %	45 %
Presse de loisirs	132	180	172	-1,1 %	+1,8 %	36 %
Presse féminine	16	116	112	+0,8 %	+3 %	13 %
Presse masculine/sensation	29	68	62	-7,1 %	-0,1 %	4 %
Presse jeunesse	28	48	79	-7,1 %	+1,7 %	36 %
Presse associative	26	48	84	+4,2 %	+11,3 %	99 %

Source : Diffusion-Contrôle

Le Monde • Dimanche 27 - Lundi 28 juin 1993 13

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « la Monde radio-télévision » ; n Film à éviter ; n On peut voir ; n Ne pas manquer ; n n Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 26 juin

TF 1	CANAL PLUS
20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes.	20.30 Téléfilm : Le Piège du désir. De Jerry London.
22.40 Téléfilm : Duo d'émour et de mort. De Jég Moucha.	22.00 Magazine : Dans la nature. De Stéphane Peyron.
0.15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.	22.45 Flash d'informations.
FRANCE 2	23.00 Cinéma : Ghoules 2. n Film chinois de Zhang Yimou (1991).
20.50 Divertissement : Surprise sur prise.	0.30 Cinéma : Epouses et concubines. n Film chinois de Zhang Yimou (1991). (v.o.).
22.25 Série : L'As de la Crime. Une brillante famille, de Gwyn Aher.	ARTE
23.20 Journal et Météo.	20.40 > Documentaire : Lefty, en souvenir d'un mort à Brooklyn. De Max Fernheim.
23.35 Magazine : Le 25 ^e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Plantu/Arrest : rencontre au sommet (rediff.) ; Plantu/Perez (rediff.).	22.05 Téléfilm : Les Chinois arrivent. De Manfred Stäber.
0.45 Documentaire : Aimer.	23.45 Musique : Montreux Jazz Festival. L'événement de Montreux. Ofra Haza, Vixen, Wayne Shorter, le Modern Jazz Quartet, Rachel Farnell.
FRANCE 3	0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).
20.45 Sport : Jeux méditerranéens. Football : finale, en direct de Nîmes, Turquie-Algérie.	M 6
22.35 Journal et Météo.	20.35 Divertissement : Tranche de rire.
23.00 Magazine : Repères. Présenté par Jean-Pierre Elkabbach. Invités : Anne Serclaix, le professeur Michel Jouve, neurophysiologiste ; Gérard Oury, cinéaste.	20.50 Téléfilm : Trahisons en série. De Stephen Gyllenstein.
23.55 Magazine : Musiques sans frontières. Présenté par Mady Tran.	0.05 Série : Soko, brigade des stupés.
0.40 Continentales club.	

Dimanche 27 juin

TF 1	ARTE
20.45 Cinéma : La Scoumoune. n Film français de José Giovanni (1972).	20.40 > Soirée théâtre : Goldoni-Strehler. A l'occasion du bicentenaire de la mort de Carlo Goldoni.
22.35 Magazine : Ciné dimanche.	20.41 Théâtre : Arlequin, serviteur de deux maîtres. Pièce de Carlo Goldoni, mise en scène de Giorgio Strehler.
22.45 Cinéma : Poker. n Film français de Catherine Corsini (1987).	22.40 Documentaire : Arlequin, répétitions 93. De Francesca Fini et Michel Müller.
0.15 Journal et Météo.	22.50 Documentaire : Carlo Goldoni Giorgio Strehler. Le Théâtre de la poésie, de Francesca Fini et Michel Müller.
0.20 Magazine : La Vidéo lub.	23.50 Documentaire : Visages protestants. De Sabine Rollborg.
FRANCE 2	0.20 Cinéma d'animation : Shark. Passion, de Jimi Trimka.
20.50 Cinéma : Doux, dur et dingue. n Film américain de James Fargo (1978).	M 6
22.50 Téléfilm : L'été sanglant. De Charles Held.	20.45 Téléfilm : Et si on faisait un bébé... De Tonino D'Amato (1987).
0.20 Journal et Météo.	22.30 Magazine : Culture pub. Spécial talents.
0.35 Magazine : Musiques au cœur.	23.00 Cinéma : Orze jours, onze nuits. n Film italien de Joe D'Amato (1987).
FRANCE 3	0.45 Informations : Six minutes première heure.
20.45 Spectacle : Cirque de Monte-Carlo. Présenté et commenté par Sergio.	0.55 Magazine : Nauba.
22.05 Journal et Météo.	
22.30 Spectacle : Cérémonie de clôture des XII ^e Jeux méditerranéens. Présenté par Frédéric Mitterrand, en direct des Arènes de Nîmes.	
23.50 Cinéma : La Félino. n Film américain de Jacques Tourneur (1942).	

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : The Two Jakes. n Film américain de Jack Nicholson (1990).	
22.45 Flash d'informations.	
22.50 Magazine : L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Boxe : Football.	
1.25 Cinéma : Amoureuse. n Film français de Jacques Dailon (1991).	

DEGRIFTOUR

Lic. 195017
SÉJOUR
GUADALOUPE
SAINT-FRANÇOIS
HOTEL... 3 990 F
VOL A/R PARIS/
POINTE-A-PITRE
à partir de
2 290 F TTC
VOL A/R PARIS/
NEW YORK
à partir de 1 490 F HT
3615 DT

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P. 64, rue la Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-48.

LUNDI 28 JUIN

S. 10 - 11 h. Estampes contemporaines.
14 h 30. Estampes japonaises. Livres illustrés modernes.
Importantes estampes anciennes et modernes dont GOYA Les Capriches, suite des 80 planches. Première édition, 1799.
TOULOUSE-LAUTREC, le Jockey, 1899, lithographie en couleurs.
Expo à Drouot, le samedi 26-06, 11 h/18 h. Catalogue 50 F. - M^{re} LOUDMER.

SEMAINE DU 21 AU 25 JUIN 1993

PARIS

Comme un air de fête

INDICE CAC 40

+2,64 %

Est-ce l'arrivée de l'été, la fête de la musique ou les cinquante ans de Johnny Hallyday qui ont donné aux quatre premières semaines de la semaine cette note ajoutée ? Brève mais bienvenue, cette touche colorée s'est ajoutée au secret espoir des investisseurs de vivre une reprise du marché. Une perspective, hélas !, troublée vendredi après l'écroulement franco-allemand et les déclarations allemandes sur les taux d'intérêt (voir la rubrique Marché monétaire et obligataire page 15).

Et pourtant, cet élan semblait prometteur à en croire trois indicateurs : une progression hebdomadaire de 2,64 % après une période d'hésitation, un volume de transactions sur le marché à règlement mensuel dépassant quotidiennement les 3 milliards de francs et un terme boursier de juin s'achevant sur un gain de 5,75 %. Il s'agit de la deuxième meilleure performance mensuelle depuis le début de l'année après les 6,41 % de hausse en février.

Ce regain (+0,89 % lundi, +0,32 % mardi, +0,37 % le lendemain, jour de la liquidation), qui a duré jusqu'au premier jour du terme de juillet (+1,08 % jeudi), a été porté par les succès de l'emprunt Balladur, la réussite de la pri-

vatization du Crédit local de France (CLF) et par la détente continue du loyer de l'argent. Lundi 21 juin, la Banque de France a, pour la neuvième fois depuis le mois d'avril, réduit ses taux d'un quart de point. Mais subitement, vendredi, cette politique semblait trouver ses limites après les déclarations du ministre allemand de l'économie, Theo Waigel, rejetant toute idée de baisse concertée des taux d'intérêt en Allemagne et en France. Au terme d'une séance hésitante, l'indice CAC 40 terminait en baisse de 0,13 % à 1 980,84 points.

Naissance de Paris Europlace

La semaine aura été marquée par le placement réussi des titres de Crédit local de France, première privatisation partielle du gouvernement Balladur. La demande a été forte lors de l'offre publique de vente, et indiquant, vendredi, la Société des Bourses françaises avec 112,7 millions de titres demandés pour 6,5 millions d'actions offertes. 560 000 titres supplémentaires ont été attribués par prélèvement sur la quantité d'actions offertes sur le marché international. Le titre émis est proposé au prix de 385 francs pour un cours actuel de 412,50 francs, cela représente pour les souscripteurs une prime de 6,8 %.

Ce succès est peut-être un signe

encourageant pour le prochain placement de titres qui concernera, cette fois-ci, Roussel-Uclaf. Suite à une eecord avec l'allemand Hoechst, actionnaire majoritaire du groupe pharmaceutique français, Rhône-Poulenc a décidé de mettre sur le marché les 35 % qu'il possède. Cette cession, qui devrait se faire sous la forme d'une offre publique de vente entre 550 et 575 francs par action.

La perspective d'un regain d'intérêt pour la Bourse française a conduit la jeune association Paris Europlace, présentée officiellement vendredi 25 juin, à réunir plus de 400 investisseurs le 5 juillet sur le thème « Réussir les privatisations ». Ce colloque, présidé par le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, sera suivi à la fin de l'année par une journée de rencontre à New-York avec les investisseurs américains.

Sur le front des OPA, le conseil d'administration de l'Office commercial pharmaceutique (OCP) recommande aux actionnaires du premier répartiteur pharmaceutique français d'apporter leurs titres à l'offre faite par l'allemand Gehe. La SAT (groupe Segem) est confirmée, quant à elle, son projet d'OPA simplifiée sur la société Adenis, en offrant 39 francs par action aux actionnaires minoritaires. De son côté, Didier Pinaud-Valencienne, président de Schneider, a annoncé à ses actionnaires l'absorption du

groupe par sa holding de contrôle SPEP à l'automne prochain. La parité retenue a été de 10 actions SPEP pour 7 actions Schneider. Elle a pour but de réduire de 1 milliard de francs l'endettement actuel du groupe. La veille, les cotations avaient été momentanément suspendues après des rumeurs d'origine syndicale d'un rapprochement de certaines activités électriques avec AEG. Les deux groupes allemand et français ont démenti tout projet précis, reconnaissant cependant avoir des conversations normales entre concurrents.

Les assemblées générales ont eu des répercussions différentes sur les titres concernés. Si Eurotunnel a réagi négativement, jeudi, à l'annonce d'un emprunt de 8,5 milliards de francs nécessaire pour achever la construction du tunnel sous la Manche, l'action Michelin a vivement progressé vendredi (+5,3 %). Les dirigeants ont simplement confirmé leur intention de poursuivre en 1993 leur politique de « prudence » en raison de la crise.

Enfin, avec le nouveau terme boursier, a disparu de la cote Major, leader mondial de la voiture miniature, car, selon un communiqué, il est « malheureusement exclu d'envisager un apurement total du passif et un remboursement quelconque du capital ».

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Stabilité

INDICE DOW JONES

-0,11 %

Wall Street est restée quasiment inchangée (-0,11 %) d'une semaine à l'autre, les investisseurs préférant rester prudents avant la publication des résultats financiers des entreprises au deuxième trimestre. La grande Bourse new-yorkaise a évolué en dents de scie, tantôt soutenue par les prévisions de bons résultats semestriels (Goodyear) ou par un dollar fort, tantôt déprimée par les attentes de résultats en nette baisse (Kmart) ou par de mauvaises statistiques. Les opérateurs ont été incités à la prudence par une baisse de 1,6 % des commandes de biens durables en mai et une croissance de 0,7 % seulement du produit intérieur brut (PIB) au 1^{er} trimestre.

Les titres pétroliers ont reculé en raison d'une forte augmentation des stocks de brut aux Etats-Unis et de la baisse des prix mondiaux du pétrole. Les valeurs du tabac ont gagné du terrain en raison du terme entamé par l'industrie contre l'administration américaine pour contester les conclusions scientifiques d'un rapport sur le tabagisme passif. Les actions des compagnies minières ont progressé

grâce à un bond de 5 dollars des prix de l'or, dans un marché toujours orienté à la hausse.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est tombé à 6,70 % - leur plus bas niveau depuis seize ans - contre 6,81 % vendredi dernier, en raison de l'acceptation par le Sénat du plan de réduction du déficit budgétaire et de la spéculation d'une croissance ralentie cette année.

Indice Dow Jones du 25 juin : 3 490,89 (c. 3 494,77).

	Cours 18 juin	Cours 25 juin
Alcoa	67 1/2	63 3/8
AT&T	61 1/4	62 1/4
Bayer	38 3/4	38 1/4
Chem. Min. Bank	28 3/4	31
De Pont de Nemours	50 1/4	47 1/8
Exxon	53 1/4	51
General Motors	45 3/4	45 3/8
Goodyear	34 3/4	34 3/8
IBM	48 3/4	48 3/8
Johnson & Johnson	64 3/4	64 3/8
Kodak	42 3/4	42 3/8
Merck	74 1/4	74 1/8
Pfizer	72 1/4	69 5/8
Schering	65 1/4	62 1/2
Tesoro	63 1/4	63 3/8
U.S. Steel	122 1/4	121 3/8
Union Carbide	19 1/4	19 1/8
United Tech.	53 3/4	54
Westinghouse	14 3/4	15 1/8
Xerox Corp.	77 1/4	78 3/8

TOKYO

INDICE NIKKEI

-0,7 %

Les cours ont continué de baisser, cette semaine, à la Bourse de Tokyo, le climat d'incertitude politique décourageant toujours les investisseurs individuels. L'indice Nikkei a perdu 144,97 points, soit 0,7 %, sur les cinq séances pour terminer à 19 659,37 points, après une chute de 163,84 points au cours de la période précédente. Le volume d'affaires quotidiens s'est établi en moyenne à 299 millions d'actions, ce baisse par rapport aux 314 millions d'actions échangées la semaine précédente.

Selon les courtiers, beaucoup d'investisseurs, et notamment les particuliers, sont restés à l'écart du marché, après la dissolution vendredi 18 juin de la Chambre basse du Parlement et la création du gouvernement de Kiichi Miyazawa. L'incertitude a grandi mercredi, lorsque quarante-quatre parlementaires du Parti libéral démocratique (PLD) ont quitté leur formation pour constituer un nouveau parti, le Shinseitō (Parti de la renaissance), dirigé par l'ancien

ministre des finances, Tsutomu Hata.

Toujours selon les courtiers, beaucoup d'investisseurs ont souhaité attendre les résultats des élections locales qui doivent se tenir dimanche 26 juin à Tokyo, et qui sont considérées comme un test avant les législatives du 18 juillet. « Les acheteurs de fonds d'investissement publics ont contenu un minimum les cours, mais il y a une forte tentation d'attendre le résultat des élections législatives », a expliqué Eisho Nakagawa, un gestionnaire à Meiko Securities Co., qui a prédit que le Nikkei allait se maintenir légèrement au-dessus des 19 500 points.

Indice du 25 juin : Nikkei, 19 659,37 (c. 19 804,54) ; Topix, 1 584,05 (c. 1 587,32).

	Cours 18 juin	Cours 25 juin
Alphatech	1 930	1 940
Asahi	1 220	1 300
Canon	1 330	1 380
Fuji Photo	2 230	2 330
Honda Motor	1 570	1 580
Hitachi Electric	1 200	1 270
Mitsubishi Heavy	865	890
Sony Corp.	4 380	4 300
Toyota Motors	1 650	1 630

LONDRES

Hésitation

+ 0,28 %

Après trois séances de baisse, les valeurs sont retombées en essouffement de 2 900 points en fin de semaine, mettant un terme à une reprise qui avait été soutenue par les espoirs de baisse des taux d'intérêt. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné, en cinq séances, 0,28 %.

Les espoirs d'une détente de la politique monétaire ont été mis à mal par le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, qui a exclu, vendredi, une baisse immédiate des taux d'intérêt et a laissé la porte ouverte à des augmentations d'impôts, cet automne.

Les titres de Dunhill Holdings et de Rothmans International « B » ont été parmi les valeurs les plus chahutées de la semaine. Suspendus entre mercredi et vendredi, ils ont gagné respectivement 39 pence et 42 pence à 383 et 692 après l'annonce de leur complète reorganisation en deux sociétés sous la houlette de leur principal actionnaire, la Compagnie financière Riechmann.

Indice « FT » du 25 juin : 100 valeurs 2 887,5 (c. 2 879,4) ; 30 valeurs 2 264,9 (c. 2 252,5) ; fonds d'Etat 96,88 (c. 96,03) ; Mines d'or 195,5 (c. 180,8).

	Cours 18 juin	Cours 25 juin
Alfred Lyons	5,37	5,40
BP	3,08	3,08
BT	3,77	3,77
Cellulose	4,91	4,99
De Beers	11,11	11,11
Glaxo	1,58	1,57
GUS	30,28	30,83
ICI	8,96	8,90
Kentwell	13,32	13,82
RTZ	6,52	6,58
Shell	6,28	6,31
Unilever	10,40	10,32

FRANCFORT

Timide progression

+ 0,5 %

La Bourse de Francfort a connu une semaine de timide progression de 0,5 % dans un marché calme. L'indice DAX a momentanément franchi le seuil psychologique des 1 700 points en cours de semaine, sous l'effet de la fermeté du dollar qui a fortement dopé les valeurs étrangères. Mais les prises de bénéfice l'ont empêché d'afficher une seule fois une valeur de clôture supérieure à ce seuil. « Du point de vue technique, les Bourses allemandes sont entrées dans une phase de consolidation », note la WestLB, soulignant que le franchissement des 1 700 points par le DAX devrait aussi à l'avenir « s'avérer quelque peu difficile ». La Bayerische Vereinsbank s'attend, elle aussi, dans un proche avenir, à une légère consolidation de cet indice, mais estime qu'il devrait progresser plus tard dans l'année, grâce à l'amélioration de l'environnement monétaire.

Les valeurs automobiles et chimiques ont profité de la hausse du dollar. En revanche, les titres du secteur financier étaient en baisse, après avoir profité les semaines précédentes des espoirs de baisse des taux.

Indice du 25 juin : DAX 1 695,24 (c. 1 686,90).

	Cours 18 juin	Cours 25 juin
AEG	186,70	183
BAF	226,20	226,20
Bayer	226,15	223
Commerzbank	305	296
Deutschebank	832	822,30
Hoechst	246,50	240,30
Kentwell	839	828
Mannesmann	264,80	271,40
Siemens	614,18	614,80
Volkswagen	342,50	349,80

Agroalimentaire

	25-6-93	Diff.
Bouygues	2 485	- 70
BSN	902	+ 32
Erdos Déjà	711	+ 8
Fromageries Bel	3 589	+ 138
LYM	3 821	+ 111
Perrin-Ricard	380,50	+ 14
Remy-Cointreau	164,30	+ 0,40
Saint-Louis	1 208	inch.

Assurances

	25-6-93	Diff.
AGF	583	- 8
AXA	348	+ 28
Generale	448	+ 2
Groupe Vie	1 354	- 8
SCOR SA	614	+ 8
UAP	682	+ 4

Bâtiment et matériaux

	25-6-93	Diff.
Bouygues	670	+ 37
Ciments Français	315	- 9
Cole	819	+ 1
Eurochem	34,70	- 8,85
Eiffage	410	- 16
GTM Entrepres	40	- 6,50
Improh, Philia	139,30	+ 3,30
Jean Lafitte	1 072	+ 13
Lafarge-Cyprien	290,30	+ 28,18
Pulfrich	288,50	+ 3
Saint-Gobain (I)	500	+ 39
SGE	232	+ 8
Style-Design	348,80	+ 10,20

Chimie

	25-6-93	Diff.
Air Liquide (I)	722	+ 12
ELF Sanofi	928	- 8
Sanofi	2 028	- 14
Imperial Chemical	167,50	- 50
Michellie	158	+ 13,40
Petrobrás	658	- 75
Rhône-Poulenc A	656	- 20
Rhône-Poulenc Cl	610	- 2
Roussel-Uclaf	576	- 1
Synthelabo (I)	1 205	- 1

Consommation non alimentaire

	25-6-93	Diff.
MC	1 198	103
Chargem	1 002	18
Christian Dior	275,80	5
Caran	512	- 14
CMC	248	- 7,10
EBF	595	- 40
Exceller Int.	878	- 24,50
Georges André	640	21
L'Oréal	1 108	- 88
Moulinex	89,8	- 2,30
Salomon	1 558	- 59
SEB	435	- 15,80
Sida Rougrol	1 185	90
Sommer-Allibert	1 488	39
Yves Sella Laurent	728	31
Zodiac	1 730	12

Crédit et banques

	25-6-93	Diff.
Comp. bancaire	617	+ 22,18
BNP Cl	918	+ 15
Cédit	1 330	- 37
CPI	228,50	+ 6,50
CDE	219	inch.
CCF	233,30	+ 1,50
CFP	1 048	+ 21
CLF	416,50	+ 11,50
Crédit lyon. Cl	672	- 9
Crédit national	1 264	+ 16
Société générale	898	+ 8
SOVAC	1 255	- 16
UBF Local	326	+ 16
UIC	548	- 28
Vie Banque	321	+ 16,90

Electricité et électronique

	25-6-93	Diff.
Alcatel-Alsth. (I)	657	+ 15
Alcatel-Cable	665	+ 28
CS&E	485	- 20
Infra-technique	439	+ 7
Lafont	387	+ 2
Legrand	4 130	+ 84
Meca Hebert	138,80	+ 6,00
Radisson	280	+ 9,50
Radisson	1 680	- 13
Schneider	671	+ 3
Secteur Electronique	180	+ 2
Thomson CCF	178	+ 4,90

Distribution

	25-6-93	Diff.
Alcatel Sup	2 903	inch.
Bon Marché	815	- 8
Casador	2 837	+ 55
Carrefour	140,80	+ 4,50
Castrol	803	+ 19
COMET	480	+ 9
Comp. Moderne	1 310	+ 64
Decathlon	4 130	+ 140
Decathlon de France	432,50	- 3,50
Gal. Lafayette	1 670	+ 188
Galleries La	1 455	- 7
Guyot	1 477	+ 6
Guyot	751	- 2
Primat	772	+ 6
Primat	806	+ 16
SCOA	13,85	+ 0,05

Investissement et portefeuille

	25-6-93	Diff.
Amis et Assoc.	NC	8
Amis et Assoc.	NC	8
Amis et Assoc.	NC	8
Amis et Assoc.	NC	8
Amis et Assoc.	NC	8
Amis et Assoc.	NC	8
Amis et Assoc.	NC	8
Amis et Assoc.	NC	8
Amis et Assoc.	NC	8
Amis et Assoc.	NC	8

Métallurgie, mécanique

	25-6-93	Diff.
Commissariat	202,20	+ 2,70
Danabast	473	- 23
De Dietrich	1 538	- 31
Fives Ille	301	+ 3
Indal (I)	457,30	+ 36,10
Leggins Industrie	152	+ 9
Maitav	85,05	+ 0,05
Pechiney Cl	284,20	+ 6,20
Pechiney Ind.	190,40	+ 2,10
Poussier SA	573	+ 81
Stabil Forest	433	+ 10,40
Valco	818	+ 13
Valeu	186	+ 17,40

Mines d'or, diamants

	25-6-93	Diff.
Anglo-American	171	+ 8,30
Bullion	96,80	+ 4,80
De Beers	94,80	inch.
Diamond	72,80	+ 6,45
De Beers	14,30	+ 6,65
Hammer	22,25	+ 2,85
Hammer	43,30	+ 2,70
Soluto	42,90	+ 0,65
Western Deep	180	+ 18,80

Sicomi ou ex-Sicomi

	25-6-93	Diff.
Sell Invest	1 004	+ 44
Sell Invest	1 004	+ 44
Sell Invest	1 004	+ 44
Sell Invest	1 004	+ 44
Sell Invest	1 004	+ 44
Sell Invest	1 004	+ 44
Sell Invest	1 004	+ 44
Sell Invest	1 004	+ 44
Sell Invest	1 004	+ 44
Sell Invest	1 004	+ 44

Transports, loisirs, services

	25-6-93	Diff.
Aer	808	+ 13
BS	124	- 28,40
Comp. Pion	1 240	- 3,70
Comp. Pion	1 240	- 3,70
Comp. Pion	1 240	- 3,70
Comp. Pion		

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Nouveaux records

Le volume des émissions d'obligations internationales libellées dans les principales monnaies européennes a atteint de nouveaux records au cours du premier semestre de cette année. Le marché allemand a été particulièrement sollicité. Il y a eu lancé pour près de 50 milliards de deutschemarks d'euro-emprunt, soit un montant supérieur d'un tiers à celui des euro-obligations nouvelles en francs émises dans le même temps à Paris. Pour ces prochains mois, maintenant qu'il ne coûte pas plus cher d'emprunter à long terme en franc qu'en deutschemark, on est en droit d'attendre un meilleur équilibre. Les spécialistes espèrent surtout que les débiteurs étrangers seront plus nombreux à se procurer des ressources en franc, car ce sont eux qui contribuent au prestige d'un marché international. Durant la première moitié de l'année, le compartiment de l'eurofranc a été largement dominé par des débiteurs nationaux qui s'y sont procuré pour environ 77 milliards de francs, alors que les emprunteurs étrangers y ont drainé pour 45 milliards de francs au total.

Ce dernier chiffre est, certes, élevé, mais il n'a rien d'impressionnant si on le compare à l'évaluation qui se produit sur d'autres places financières. Ainsi est-il de loin inférieur à celui des emprunts de débiteurs étrangers qui ont vu le jour en Suisse : plus de 17,6 milliards de francs helvétiques, soit en gros près de 67 milliards de francs hexagonaux.

Il est intéressant de se référer au marché suisse parce que c'est lui qui en Europe connaît actuellement le développement le plus saisissant. La devise est forte et, ce qui va logiquement de pair, les taux d'intérêt sont bas. Les conditions sont remplies pour attirer les plus prestigieux des emprunteurs. L'Autriche, dont la signature est une des meilleures du monde, vient de lancer à Zurich,

par la Société de banque suisse, le plus grand emprunt international jamais émis sur ce marché. L'affaire porte sur un milliard de francs suisses, pour une durée de six ans et demi. Elle ne coûte au Trésor public suisse que 4,58 % l'an, tous frais compris. Les investisseurs peuvent compter sur un rendement de 4,42 %.

Evolution spectaculaire du marché suisse

Un des éléments distinctifs du marché suisse est qu'il ne doit son succès qu'aux investisseurs locaux. Cela a d'ailleurs longtemps freiné son développement, car les spécialistes rennaient à y émettre de très grands emprunts, sachant qu'ils ne pouvaient pas compter sur le soutien des investisseurs internationaux, comme c'est le cas par exemple du franc français ou du deutschemark. Sur ce plan, rien n'a encore vraiment changé. Hors des frontières de la Confédération, les rendements des placements en francs suisses sont justes trop faibles pour les investisseurs. Toutefois, s'il est possible maintenant de lancer des emprunts très volumineux, c'est parce que, de plus en plus, l'épargne est gérée de façon collective et que les fonds de placement recherchent les grandes opérations dans les titres, espèrent-ils, seront facilement négociables. Les particuliers, lorsqu'ils acquièrent directement des obligations, n'ont en général pas ces préoccupations. Ils se soucient plus de la liquidité des titres, car ils ne songent pas à remanier en permanence leur portefeuille. La liste des nouveaux emprunteurs en francs suisses est longue de noms de tout premier plan parmi les sociétés figurent la Banque européenne d'investissements, la SNCF et la Suède.

Sur le marché de l'eurofranc français les nouveaux emprunteurs sont tous français. L'opération la plus en vue de la semaine a été émise,

jeudi, par le Crédit foncier. Il s'agit d'une affaire de dix ans de durée et d'un montant de 3 milliards de francs, dont la direction était assurée par le Crédit lyonnais. Son succès montre à quel point la signature du Crédit foncier est appréciée sur le plan international malgré la pénible affaire du Comptoir des entrepreneurs. Les conditions de cette opération ont été arrêtées de façon à procurer aux souscripteurs un rendement de 6,97 %. Son niveau était au départ supérieur de 27 points de base (ou centième de point de pourcentage) à celui des fonds d'Etat de référence.

Une autre émission de dix ans de durée a été proposée par un département, celui des Hauts-de-Seine, qui, au départ lundi dernier, offrait un rendement de 25 points de base de plus que les obligations du Trésor. L'emprunt porte sur 600 millions de francs. Il était offert en souscription publique par un groupe de banques placées sous la direction de Paribas qui avait été mandaté par un autre établissement financier, Demachy Wozan, qui conseillait l'emprunteur. Les Hauts-de-Seine jouissent d'un très grand crédit sur le plan international. Le prochain département à se présenter sur l'europamarché devrait être le Haut-Rhin qui a confié son mandat au Crédit local de France.

Parmi les principales opérations au programme de la fin du mois de juin, la plus importante devait être libellée en francs. La Banque mondiale s'apprête à lancer un emprunt « planétaire » de près de 250 milliards de francs pour une durée de sept ans. La transaction sera dirigée par deux établissements d'origine japonaise, Daiwa Europe et T&I International, ainsi que par un établissement américain, Goldman Sachs. En francs français, on attend la Banque européenne d'investissements.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Dollar et yen en vedette

Perceptible mais hésitante depuis plusieurs semaines, la hausse du dollar est devenue tangible. Ces derniers jours, la monnaie américaine a « cassé » son plus haut niveau de 1992, retrouvant, à plus de 1,70 DM, ses cours de septembre 1991. A Paris, la monnaie américaine a atteint jusqu'à 5,75 francs contre 5,59 francs, le 18 juin.

Le principal moteur du mouvement reste, bien sûr, l'affaiblissement du mark. Plus la récession s'installe en Europe, plus les perspectives d'assouplissement du crédit s'affaiblissent, et plus la monnaie américaine devient attractive aux yeux des investisseurs, en dépit de taux d'intérêt toujours faibles aux Etats-Unis. Le vote du projet de budget du président Clinton par le Sénat, vendredi 25 juin, constitue à cet égard une bonne nouvelle.

Volontairement discrets sur la situation de leur monnaie, les responsables allemands commencent à montrer au crayon. « Il est essentiel que la stabilité et la crédibilité à long terme de la monnaie allemande soient préservées », déclarait à Tokyo le président sortant de la Bundesbank, Helmut Schlesinger. M. Otmar Issing, l'ancien gouverneur de la banque centrale, affirmait pour sa part que la poussée du dollar répondait uniquement à une dynamique américaine et ne trouve pas son origine dans la faiblesse du

mark. Pourtant, le maintien d'un mark fort paraît difficilement compatible avec le redressement de l'économie. D'où la difficulté pour le groupe des Sept de s'entendre sur des interventions concertées sur le marché des changes.

Entre la crise politique japonaise et les tensions d'évaluation de la politique commerciale américaine, le yen subit des fluctuations assez violentes. Au lendemain de l'annonce de la dissolution de la Diète, le 18 juin, le yen s'est d'abord affaibli vis-à-vis du dollar. Mais il a par la suite regagné du terrain, après la publication d'informations dans la presse américaine sur un regain d'offensive américaine en matière commerciale. L'administration de M. Clinton cherchait, en effet, à contenir l'excédent commercial par le biais d'une nouvelle hausse du yen.

Vendredi, la Banque centrale du Japon est intervenue massivement, dans ce que le dollar tombait à 107 yens. La clôture de Tokyo a finalement affiché 106,35, contre 107,40 et 105,03 le 15 juin. La monnaie japonaise se situe à un nouveau record historique vis-à-vis du mark et du franc, à 62,50 yens pour 1 mark et 0,0538 franc. Si Kiichi Miyazawa, le premier ministre, quitte son poste début juillet après la réunion du G7 à Tokyo, Washington devra attendre la

nomination de son successeur pour se lancer dans de nouvelles négociations. De toutes façons, il s'est avéré à plusieurs reprises que les hausses du yen qui précédaient, de quelques jours, d'importantes rencontres internationales, faisaient souvent long feu.

Le franc français, pour sa part, bénéficie toujours largement de la baisse du mark et les opérateurs continuent de réagir positivement à la réduction du loyer de l'argent. Lundi 21 juin, la monnaie allemande est repassée au-dessous de 3,36 francs et l'avancée vers le cours pivot (3,35386) semblait à portée de main. Malheureusement, le flux pas de M. Alphonse (voir en rubrique monétaire) a pesé sur le cours de la monnaie française, facilitant une remontée du mark à 3,37 francs. La plupart des intervenants estiment que cette petite glissade du franc est tout à fait passagère. Les prochaines semaines confirmeront si, comme l'a dit le ministre de l'économie, « le franc se porte bien... peut-être même mieux que le mark ».

F. L.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 AU 25 JUIN 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc suisse	Franc français	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,8900	-	17,6703	66,3130	98,9928	2,8653	57,5072	0,006657
Paris	1,5000	-	17,9099	66,9344	99,6669	2,9044	53,2348	0,006657
Bruxelles	8,4715	3,7240	-	379,5756	337,1025	16,4911	308,5513	3,7253
Zurich	8,4510	3,6420	-	377,1084	336,4275	16,4306	299,9201	3,7017
Amsterdam	2,2311	1,0991	76,3452	38,8104	4,3397	79,1899	0,9015	-
Frankfurt	2,2418	1,0940	77,3832	-	89,1408	4,3392	79,3315	0,9016
Bruxelles	2,5130	1,0990	79,6646	117,5995	-	4,8653	89,1573	1,0051
Bruxelles	2,5140	1,0750	79,5334	117,1821	-	4,8678	89,2201	1,0112
Bruxelles	51,6529	34,98	6,0971	23,1432	20,5536	-	18,7250	2,2714
Bruxelles	51,6490	34,43	6,0947	23,0455	20,5430	-	18,7265	2,2672
Amsterdam	2,8187	1,0045	332,7218	1,2639	112,1613	5,4570	-	1,2395
Amsterdam	2,8178	1,0035	332,4079	1,2573	112,0823	5,4560	-	1,2342
Milan	277,407	153,39	208,4312	1018,9992	984,8881	44,0257	206,7734	-
Milan	278,1	152,2	207,9918	1018,7475	984,7446	44,0257	206,7734	-
Tokyo	157,32	106,30	18,7091	79,4972	43,4094	2,8285	55,8157	0,006183
Tokyo	163,20	108,00	21,5749	72,8243	44,9147	3,14003	57,9185	0,011485

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 25 juin 1993, 5,384760 F contre 5,17830 F le vendredi 18 juin 1993.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Victoire technique, défaite diplomatique

M. Alphonse, ministre de l'économie, avait commencé la semaine par une victoire : il a presque - terminée sur une défaite. Victoire, parce que pour la neuvième fois la Banque de France a abaissé ses taux d'intérêt directeurs lundi 21 juin. Et cet assouplissement était très différent des précédents, puisque pour la première fois il a porté le taux des appels d'offres au-dessous du taux de l'escompte allemand 7 %, contre 7,25 %. Défaite, parce que, involontairement, il a provoqué une mini-crise dans les relations monétaires franco-allemandes. Heureusement, vendredi 25 juin, en toute fin de journée, l'annonce d'une hausse du taux de base des principales banques, ramené de 8,60 % à 8,40 %, a dû lui mettre un peu de baume au cœur.

Jeudi matin, le dénouement était planté : après la nouvelle baisse des taux directeurs de 0,25 point, le franc s'était encore apprécié sur les marchés des changes (lire ci-dessus). Le MATIF avait favorablement accueilli les développements récents, et, sur le marché physique - grande nouveauté - le rendement de l'OAT 10 ans avait rejoint celui du Bund allemand de même maturité. Le MATIF, lui, bondissait à 119,72. Fait inédit, plusieurs banques centrales - d'Autriche, des Pays-Bas et de Belgique - ont suivi dans la baisse non pas la Bundesbank mais la Banque de France.

Dans ces conditions, on comprend que M. Alphonse se soit senti pousser des ailes. Il n'a pas hésité à déclarer jeudi, lors d'une intervention sur Europe 1, que « le franc est ou moins aussi fort dans le SME que le mark, et donc nous allons pouvoir discuter avec les Allemands des conditions d'un assouplissement du crédit ». Manque de chance, il n'a pas pu en discuter vendredi, lors du conseil économique et financier franco-allemand, car les responsables d'outre-Rhin, piqués au vif, ont préféré annuler la rencontre. L'idée qu'une modification de taux d'intérêt puisse être discutée en dehors du cadre du conseil des gouverneurs apparaît comme une hérésie. Et, au moment où les pressions internationales en faveur d'une nouvelle baisse des

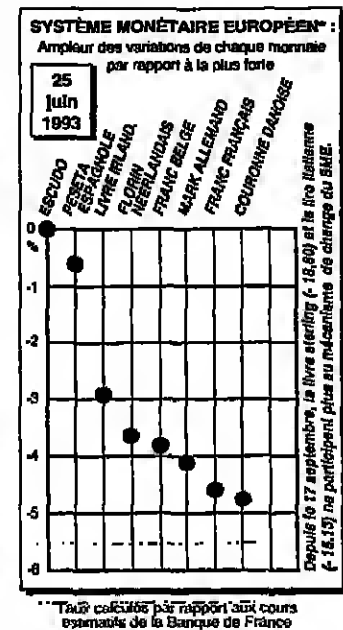
taux allemands s'intensifient, les paroles de M. Alphonse n'ont pas été supportées.

Cette affaire tombe à un bien mauvais moment. Le moindre mal serait qu'une période de léger froid persiste entre Paris et Frankfurt : après tout, un malaise dans les relations est pratiquement inévitable compte tenu de la force du franc et de la faiblesse du mark, qui sont toutes deux sans doute excessives. Le cumbale serait que, pour prouver qu'ils résistent aux pressions, les gouverneurs décident, lors de leur rencontre du 10 juillet, de laisser les taux directeurs allemands inchaogés. Le pire serait que, sur le dossier monétaire comme sur d'autres, les relations franco-allemandes continuent à se détériorer. Les motifs de querelles pourraient être nombreux : du GATT à la Bosnie, en passant par l'union monétaire européenne et le siège de la future banque centrale. La coopération franco-allemande serait-elle alors aussi efficace en cas de nouvelle crise sur le marché des changes ?

Plus de baisse sans l'Allemagne

Mais il ne sert à rien de dramatiser ce qui, pour l'instant, n'est qu'un incident de parcours. Ce qui est certain, c'est qu'il faut à tout prix empêcher les taux à long terme allemands de remonter. Les Allemands en ont bien conscience et c'est pourquoi les négociations en cours à Bonn sur le prochain paquet budgétaire, présenté le 13 juillet, revêtent une telle importance. Les Français en sont convaincus, car un tel scénario ferait peser une lourde hypothèque sur la reprise économique en France.

Ces derniers jours, le rendement du Bund allemand à 10 ans est demeuré proche de 6,75 % tandis que, à Paris, celui de l'OAT 6 3/4 à dix ans revenait de 6,85 % à 6,69 %, avant de se tendre de nouveau à 6,78 %. L'échéance septembre du contrat monétaire tombant à 119,34, il n'est pas impossible que au cours des prochains jours, la correction se poursuive et que le « spread » reste légèrement positif.



MATIÈRES PREMIÈRES

La laine dans l'engrenage du pire

Au cours de la semaine dernière, le premier producteur mondial de laine brute, l'Australie, a tenté depuis deux ans de mettre un frein à sa production trop importante, le marché est à son plus bas niveau depuis un demi-siècle. Aux enchères de Sydney, les prix s'établissent actuellement à 23 dollars les 10 kilos. Ils étaient de quatre-vingt-dix dollars en 1988. L'organisme statistique Abare estime que le prix moyen au cours de la campagne 1993, c'est-à-dire du début juillet 1992 jusqu'au mois de juin suivant, était de 545 cents australiens le kilo, alors que le coût de production s'élève à 600 cents.

Le serpent se mord la queue. Les prix n'en finissent pas de chuter parce que précisément... ils s'effondrent. Car l'explication majeure de cette débâcle réside dans le comportement des Chinois. Ceux-ci remettent en cause leurs contrats d'approvisionnement à des prix évidemment supérieurs aux cours actuels. Or ces contrats étaient vus dans un contexte de retrait asiatique. Il y a longtemps que les Japonais ne tentent plus les enchères de Sydney. A l'est, les Russes, également, brillent par leur absence. Ils n'achètent presque plus on à condition que les Australiens leur enissent des crédits. L'ensemble des Républiques de la Communauté des Etats indépendants, d'ailleurs, n'a acquis que 32 000 tonnes de laine pour l'année 1992 contre 118 000 tonnes en 1988.

« Longtemps, explique Philippe Chalmers, les Australiens résistent

à leur surproduction, à la disparition des acheteurs chinois, à l'insolvabilité des Soviétiques. » Ils ne peuvent plus résister : faute de demande, les stocks montent en même temps, non seulement en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud, les principaux producteurs, mais aussi dans la CEE, premier importateur mondial : 719 000 tonnes au total, soit presque l'équivalent du tiers de l'offre mondiale. Et même sans les stocks, la production est excédentaire : 2,3 millions de tonnes pour la saison 92-93 représentent un effort par rapport à la campagne précédente de 2,4 millions (de tonnes), mais il est encore insuffisant. L'Australie, en 1991, s'est engagée pourtant dans un important programme d'abattage du cheptel. De plus de 900 000 tonnes en 1991, la production australienne est passée à 780 000 tonnes pour la campagne présente, mais selon l'International Wool Study Group, il faudrait encore passer au-dessous de la barre des 500 000 tonnes d'ici la campagne prochaine.

Les inquiétudes de la France

Toujours diminuer la production pour des prix toujours plus bas : tel semble être le terrible sort des éleveurs qui, du fait des abattages, assistent également à l'effondrement des cours de la vente de moutons. On regretterait presque le système qui prévalait en Australie avant février 1991. L'organisation de marché de ce pays ressemblait à s'y méprendre à celle de l'Europe à mise sur pied, pour les moutons, par exemple, organisation pourtant tellement décrite par les Australiens eux-mêmes. Le principe était le suivant : l'Australian Wool Corporation, cette association de producteurs, achetait aux enchères de Sydney près des deux tiers des laines mis en vente. Les cours s'y trouvaient soutenus et les éleveurs étaient assurés d'un prix garanti (700 cents australiens le kilogramme).

Au haut de quelques années, l'Australie abandonnait cette politique onéreuse, mais salvatrice pour les éleveurs, lorsqu'il fut question d'emprunter 1 milliard de dollars aux Etats-Unis pour continuer ces achats d'intervention. Depuis, l'Australian Wool Corporation, transformée pour la circonstance en Australian Wool Realisation Commission, bénéficie d'un prêt, non pas pour assurer le revenu des éleveurs, mais pour écouler petit à petit en sept ans - 3,9 millions de balles (1) qui restent dans les stocks. Le gouvernement australien

espère ainsi que l'AWRC pourra rembourser ses dettes.

Du coup, la production des filés, ces laines levées, pelées, cardées, s'en ressent. Même si, au regard de la réalité australienne, la situation européenne semble moins dramatique, elle n'est pas sans inquiéter les tribunaux des producteurs de laine brute. L'Europe importe, en effet, environ 350 000 tonnes de laine brute, 44 % en provenance d'Australie, 36 % en provenance de Nouvelle-Zélande. La géographie du marché de ces laines travaillées est très différente de celle des laines brutes : elle est dominée par les Etats-Unis, le Japon, et surtout par les pays de l'Europe occidentale. France, Italie et Grande-Bretagne. Mais la France, dans ce domaine également, se sent menacée. Bien sûr, elle importe encore 114 000 tonnes par an de laine brute qu'elle nettoie, débarrasse de son suint, au point de ce qui est produit, elle exporte beaucoup dans la péninsule. Sur ce tannage, elle exporte 57 000 tonnes, car la France ne consomme que 20 000 tonnes par an. Mais elle a deux motifs d'inquiétude : la consommation européenne fléchit - or elle exporte beaucoup dans la Communauté - et les importations asiatiques en l'honneur de laine ont nettement augmenté : entre 1990 et 1992, elles sont passées de 7 600 à 16 800 tonnes.

Quant au niveau toujours plus bas des prix, les professionnels les estiment « nuisibles aux flux commerciaux : les fileurs ne se contentent pas de craindre que les prix ne descendent plus encore ». Décidément, la spirale du pire ne connaît pas de limite.

MARIE DE VARNEY

(1) Une balle pèse 135 kilos.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
	Cours 18-6-93	Cours 25-6-93
Or fin (livre au baril)	68 800	69 000
Or fin (livre au baril)	68 800	69 000
Pièces françaises (20 F)	378	380
Pièces françaises (10 F)	370	372
Pièces françaises (5 F)	368	370
Pièces françaises (2 F)	362	365
Pièces françaises (1 F)	374	376
Swiss francs (100 F)	472	474
Swiss francs (50 F)	472	474
Swiss francs (20 F)	271	273
Pièces de 20 dollars	2 280	2 240
Pièces de 10 dollars	1 128	1 100
Pièces de 5 dollars	564	550
Pièces de 2 dollars	282	275
Pièces de 1 dollar	141	137
Pièces de 50 cents	70	68
Pièces de 25 cents	35	34
Pièces de 10 cents	14	13
Pièces de 5 cents	7	6

« Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire ».

PRODUITS	COURS DU 25-6
Café (livre, g. (livre))	1,284 (+ 30)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminium (livre)	1,229 (+ 24,50)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (livre)	5,430 (+ 200)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (livre)	277 (+ 3)
Asio	Dollars/tonne
Café (livre)	923 (+ 11)
Septembre	Dollars/tonne
Cacao (New-York)	915 (+ 11)
Septembre	Dollars/tonne
Bé (Chicago)	288 (+ 70)
Septembre	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	225 (+ 9)
Septembre	Cents/boisseau
Soy (Chicago)	194,00 (+ 4,00)
Asio	Dollars/tonne
Pétrole (livre)	17,29 (+ 0,15)
Asio	Dollars/tonne

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Le Monde

L'enthousiasme de Grenoble pour son tramway

Le réseau devrait être porté de 15 à 20 kilomètres 19

Maisons-Laffitte veut garder ses chevaux

Une tradition synonyme de qualité de vie et d'emplois 21

Les régions font leur cinéma

Certaines se sont lancées dans la production de longs-métrages 22

Saint-Brieuc : riche de ses confluences

La dimension de ville moyenne peut être un atout 24

18 Assainissement ■ Agenda ■ Contacts ■ Publications ■ 23 Débat ■ Courrier ■ Livres ■

HEURES LOCALES

L'INVITATION A LA LECTURE

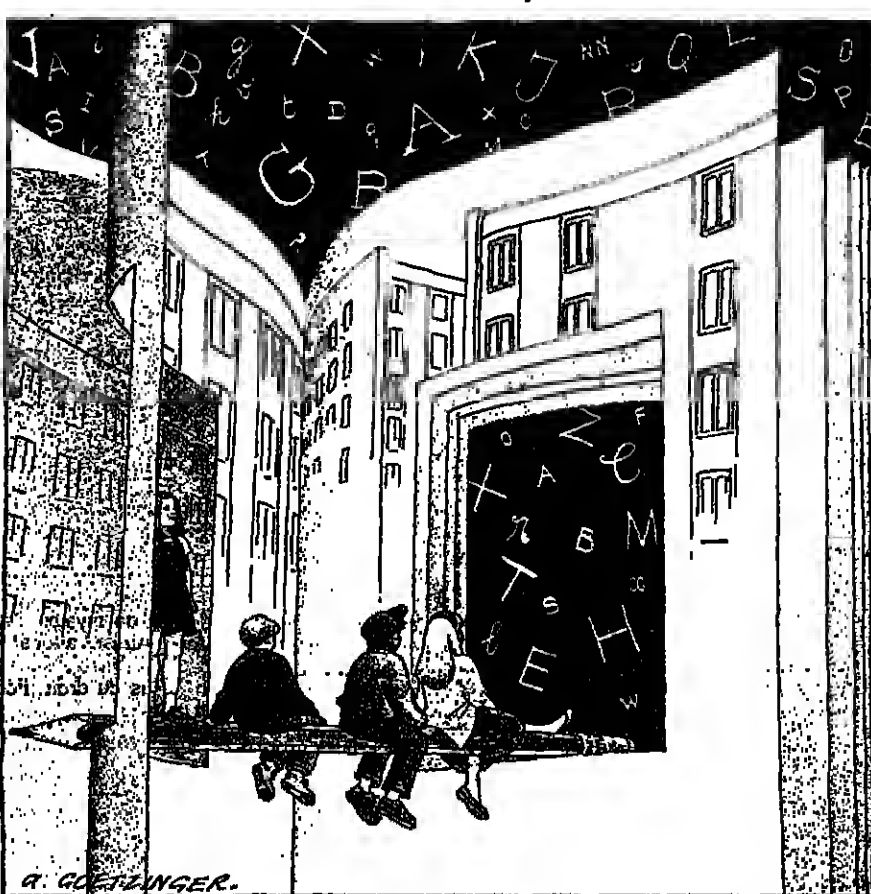
De plus en plus, les collectivités prennent des initiatives pour donner aux enfants l'envie de lire. Un concours national permet de recenser ces actions

KARIM, Alexandra, Julien et les autres, trois garçons et trois filles qui ont appris leur signature dans les *Nouvelles de Sannois*, un petit recueil édité par la mairie de cette commune du Val-d'Oise. « Ces six récits ont été écrits par des jeunes de 17 à 21 ans à l'occasion d'un atelier d'écriture animé par deux écrivains professionnels », explique Hélène Hollebeke, la directrice de la bibliothèque. Le choix des sujets était libre. Seule contrainte au départ : situer l'action dans la ville de Sannois.

Résultat : des contes, des nouvelles policières ou psychologiques, des témoignages sur les problèmes des banlieues comme ceux de Kamel, l'adolescent de la cité des Carreaux qui rêve à voix haute, dans son récit, d'une jeunesse qui trouverait la force de se soustraire d'elle-même à la délinquance. « Nous avons lancé cette opération avec l'idée d'offrir aux jeunes de la commune un ouvrage dans lequel ils puissent s'identifier. Cela, afin de les intéresser à la lecture », poursuit Hélène Hollebeke, qui a remarqué que, passé le cap de treize ou quatorze ans, les adolescents ont tendance à boudier la lecture-loisir et à ne fréquenter la bibliothèque que pour faire leurs devoirs.

Cet atelier d'écriture est une des initiatives qui ont valu à la commune de Sannois d'être lauréate du concours « Gagner la bataille de la lecture » dans la catégorie des localités de 25 000 à 50 000 habitants. Réservée aux communes, cette compétition nationale est organisée par l'association Savoir-livre, en collaboration avec l'Association des maires de France. « Ce prix attribué depuis cinq ans vient récompenser les villes qui, à travers leur politique culturelle, ont œuvré en faveur de la lecture », explique Edith Cnurden, directrice de l'association Savoir-livre, créée par les six principaux éditeurs de livres scolaires ou éducatifs (Belin, Bordas, Hachette, Hatier, Magnard et Nathan).

De nombreuses collectivités locales sont engagées dans ce combat, chacune à sa manière. « Il y a des facteurs favorables au développement de la lecture sur lesquels les communes peuvent agir. Il n'existe pas de recette toute faite mais un ensemble de solutions, d'expériences positives que notre concours s'efforce de faire émerger afin qu'elles profitent à tous », affirme Edith Cnurden. Il est notamment important de sensibiliser les enfants et de leur apprendre très tôt le



plaisir des livres. « Des actions précises dès le plus jeune âge peuvent créer des comportements et des attitudes qui sont des germes pour former une bonne lecture. Sur ce point, les communes ont un grand rôle à jouer », explique Patrick Degrave, un des coauteurs du livre *Votre enfant deviendra-t-il lecteur ?*

« Une relation plus hédoniste »

Ville de 17 000 habitants et autre gagnante du concours, Chilly-Mazarin (Essonne) intègre la lecture dans le cadre plus large de la prévention de la délinquance. La mairie considère, en effet, que l'illettrisme et l'analphabétisme constituent des facteurs d'exclusion, et elle cherche à les éliminer dès l'enfance en poussant à l'apprentissage précoce. « Dès la crèche, nous dévelop-

pons des actions d'éveil, puis à la maternelle et dans les centres de protection maternelle et infantile (PMI), afin que l'enfant soit le plus tôt possible en contact avec le livre. Et tout le personnel de ces centres reçoit une formation spécifique », explique Catherine Guipille, la directrice des affaires culturelles de la ville. Pour chaque naissance, la municipalité offre également deux ouvrages et elle répète l'opération lors de l'inscription à l'école primaire. Cette année, Chilly-Mazarin vient, par ailleurs, d'expérimenter avec succès une formule de classe transplantée (CE 1, CE 2) axée sur la lecture. « Passé le stade scolaire de l'apprentissage, l'enfant entretient une relation plus hédoniste avec le livre. Il y a alors deux catégories : ceux qui prennent plaisir à tout lire et ceux qui deviennent des lecteurs spécialisés dans certains thèmes qui les passionnent », explique encore

Patrick Degrave. A Vialas (Lozère), la plus petite localité lauréate avec ses 365 habitants, les responsables culturels ont fait le pari de faire s'intéresser aux livres les écoliers et les collégiens par une sensibilisation à l'histoire de leur région, à la richesse de son patrimoine, à la beauté de ses paysages ainsi qu'en cherchant à développer leur sens artistique.

« Ici, nous ne manquons pas de monuments et de musées qui permettent de découvrir la qualité artistique. Aussi, nous proposons à l'enfant de prolonger par la lecture ce qu'il a découvert par les yeux à travers des visites », témoigne Josiane Dulac, la secrétaire de l'association Lire à Vialas. Après avoir gagné deux fois les prix départementaux, Vialas se voit enfin reconnue sur le plan national. « C'est facile de mener des actions lorsqu'on est entouré d'une équipe motivée et dynamique », s'enthousiasme le maire, André Platon, qui reconnaît consacrer à la culture et aux associations 70 000 francs de son maigre budget communal, qui s'élève à 1,5 million de francs.

Cette année, 1 006 communes ont participé au concours de Savoir-livre contre 734 l'an passé. « Nous souhaitons avoir toujours plus de concurrents et surtout diffuser leurs expériences. C'est pour cela que nous allons organiser des manifestations particulières autour des exemples des villes lauréates », assure Edith Cnurden. Paradoxalement, les grandes métropoles (plus de 50 000 habitants), n'ont pas été les plus actives pour ce qui concerne la culture, ne représentant que 7 % des candidatures contre 42 % pour les petites (moins de 2 000 habitants).

Certaines régions se préoccupent aussi de ce problème. C'est le cas de Provence-Alpes-Côte d'Azur où la préfecture de région a lancé en 1990 un concours Villes-lectures dont l'objectif est d'inciter et d'aider les villes de plus de 5 000 habitants (et de plus de 3 000 dans les départements alpins) à promouvoir une politique de la lecture publique, des actions contre l'illettrisme et des initiatives en direction des populations défavorisées. Cette année, les lauréates sont : Berre-l'Étang, Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) et Grasse (Alpes-Maritimes). Elles recevront une aide financière pour réaliser leurs projets.

Patrick Desavia

Diplomatie

C'est une lourde tâche qui attend Jean-Claude Aurousseau à la préfecture de la région Ile-de-France. Il succède en effet à Christian Sauter (le Monde du 25 juin) qui part sans avoir pu mener à son terme le « grand chantier » dont il avait été chargé en 1990 : celui d'élaborer un nouveau schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF).

Ce SDRIF devait préciser les orientations de la région capitale pour le prochain quart de siècle. Il est en suspens depuis que Charles Pasqua a annoncé que son élaboration définitive sera précédée d'un « débat national sur l'aménagement du territoire ». Le ministre de l'Industrie a ainsi interrompu la dernière phase du processus engagé en juillet 1989 par Michel Rocard. Confirmé par Pierre Bérégovoy quelques jours avant son départ de Matignon, celui-ci aurait pu conduire à l'adoption d'un SDRIF qui prenait largement en compte les nombreux amendements proposés par les assemblées régionales et départementales.

Même avec des objectifs revus à la baisse, le développement démographique et économique de la plus puissante région française reste excessif aux yeux de beaucoup d'élus provinciaux, dont René Monory, président du Sénat, semble vouloir prendre la tête. Jean-Claude Aurousseau aura besoin des qualités dont il a fait preuve en Seine-Saint-Denis entre 1981 et 1988, et dans la région Nord-Pas-de-Calais depuis la première cohabitation, pour gérer cette contradiction.

Très vite en tout cas, c'est-à-dire dès le prochain comité interministériel d'aménagement du territoire, prévu le 8 juillet, Jean-Claude Aurousseau connaîtra la stratégie du gouvernement pour l'avenir de l'Ile-de-France. C'est là que seront décidées les orientations qui serviront de base aux négociations avec le conseil régional pour le plan 1994-1998.

Christophe de Chenay

PARIS

LES ALÉAS DU PROJET SEINE-RIVE GAUCHE

L'un des programmes d'urbanisme les plus ambitieux de France est en panne. Voici le premier bilan d'un grand chantier Ville-Etat

« JEUDI noir » pour les uns, « pause providentielle » pour d'autres, la journée du 2 mars restera une date dans l'histoire de l'urbanisme parisien. Ce jour-là, le tribunal administratif de Paris a littéralement sabré le grand projet de Jacques Chirac : créer de toute pièce, en effaçant les vides d'Austerlitz, un nouveau quartier dans le sud-est de la capitale.

Les juges n'ont pas fait de détail. Ils ont annulé à la fois la ZAC (pour incision malencontreuse d'un square), le plan d'aménagement de zone (pour défaut d'espace vert) et le décret

d'utilité publique (par voie de conséquence). Le tout à la requête de deux modestes associations : les Verts de Paris et TAM-TAM. Un grain de sable a griffé l'énorme machinerie d'une opération qui touche 132 hectares, doit courir sur quinze ans et remuer plus de 25 milliards de francs.

La décision des juges a entravé l'avancement du projet sur un triple plan juridique, technique et financier.

Elle a révélé les fragilités de l'urbanisme officiel, provoqué la remise en cause de ses concepts fondateurs, atteignant, du même coup, sa crédibilité et sa perti-

nence. Juridiquement, l'opération Seine-Rive gauche (familièrement SRG) est dans le vide. Expropriations éventuelles et délivrance de permis de construire sont impossibles. Même celui de la Bibliothèque de France est désormais illégal. La Ville, d'abord stupéfaite, a réagi avec promptitude.

De huit à dix-huit mois de retard

Dès le 2 avril, elle a saisi pour appel le Conseil d'Etat, et le 17 mai elle a refait la ZAC en l'amputant du square litigieux.

Malgré les réticences de l'APUR (Agence parisienne d'urbanisme), qui plaide pour la « liberté de création », elle étudie un nouveau PAZ (plan d'aménagement de zone) sur lequel apparaîtraient en clair sept ou huit espaces verts de proximité. Mais, pour l'essentiel, le parti général restera le même. Et elle espère que les conseillers d'Etat trancheront — en sa faveur — sans trop tarder, c'est-à-dire à l'automne. S'ils donnent tort au tribunal administratif, tout pourrait repartir avec huit mois de retard seulement.

Mais les conseillers peuvent aussi confirmer la nullité du PAZ et celle de la déclaration d'utilité publique. Dans ce cas, la Ville devrait refaire sa copie et reprendre toutes les procédures : vote des élus, concertation, enquête publique, etc. Dans ce cas, le retard serait de quinze à dix-huit mois et le redémarrage reporté au milieu de 1994.

Marc Ambroise-Rendu

Lire la suite page 20

Le Monde EDITIONS

Rencontres avec des citoyens extraordinaires

Deux expériences culturelles, artistiques et sociales en milieu urbain

Ce livre nous conduit de surprises en surprises. Le but de chacune de ces opérations : permettre aux excisés, jeunes ou moins jeunes, de se réapproprier la parole et le geste, afin de sortir de leur isolement.

l'École des parents

144 pages en couleurs, 140 F.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

RÉGIONS

RHÔNE-ALPES

L'ENTHOUSIASME DE GRENOBLE POUR SON TRAMWAY

L'Etat et les collectivités négocient l'extension du réseau existant pour le porter de 15 à 20 kilomètres

L'ORS d'uo référendum organisé eo julio 1983 par leur nouveau maire, Alain Carignon (RPR), les Grenoblois qui s'étaient prononcés eo faveur du tramway affichaient cepedant uo certain scepticisme pœr ce mode de déplacement un peu «rétro». Ils pensaient que leur ville, qui développait dans ses nombreux laboratoires publics et privés des produits de haute technologie, oe devait de proposer sur son territoire une «vitroie» plus moderne ou au moins plus conforme à son image alpine.

Quelques années suparant, la «capitale des Alpes», qui est aussi l'ue des plus plates de France, avait envisagé d'installer dans ses avenues des... «remonte-pentes». La société grenobloise Pomagalski, à cette époque leader mondial sur ce marché, voulait «câbler» le ciel de la ville. Certes, la vision des voyageurs sur les montagnes environnantes aurait été superbe. Mais le projet, qui nécessitait la pose d'uo très grand

nombre de pylônes, aurait défiguré certains sites. La capacité des cabines n'aurait probablement pas pu être à la hauteur de la demande sans cesse croissante du ombre des voyageurs. Imaginé à la fin des années 70 par l'équipe municipale conduite par Hubert Dubedout (PS), le projet de tramway fut finalement mis en œuvre par son successeur, Alain Carignon. Il a saisi cette occasion pour embellir le cœur de la cité qu'il venait de cooquer. La première ligne, d'une longueur de 9 kilomètres, fut mise eo service au mois de septembre 1987 pour desservir plusieurs pôles de l'agglomération, dont le centre-ville, la gare SNCF, le quartier de la Villeceuve de Grenoble. Trois ans plus tard une seconde ligne de 6 kilomètres reliait deux équipements majeurs : le centre hospitalier universitaire installé à la Troche et le campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères, qui accueille chaque jour plus de 30.000 mille personnes.

110 000 voyageurs par jour

Le SMTC espère bénéficier prochainement des subventions prévues dans le cadre du plan de relance de l'Etat pour cooecer les premiers travaux. Les élus souhaitent recevoir, pour ce projet d'intérêt collectif, 250 millions de francs. Si le programme est respecté, la nouvelle ligne entrera eo service au

début de l'année 1996. «Après nvoir dépensé en dix ans 3 milliards de francs, nous devons faire une grosse pause», déclare Charles Descours. Il est cependant convaincu que sous la pression des autres élus de l'agglomération, mais surtout des utilisateurs du tramway, l'extension du réseau deviendra vite indispensable. Un nouvel axe est-ouest, d'ue dizaine de kilomètres, reliant les communes de Seyssins et de Saint-Martin-d'Hères ou de Meylan, devra être étudié et mis eo chantier «dans la perspective de l'an 2000».

En effet, depuis sa mise eo service, il y a six ans, le succès remporté par le tramway grenoblois ne s'est jamais démenti. Au total, 110 000 voyageurs empruntent quotidiennement ses rameaux (1). Uo sondage effectué auprès de 4 000 habitants de l'agglomération révèle que 91 % des personnes interrogées sont favorables au tramway, et que 87 % considèrent qu'il vaut mieux construire ce type d'appareil plutôt que de développer le réseau des bus et des trolleybus. Enfo 84 % pensent que, «dans les grandes villes, l'avenir, c'est le tramway».

de notre correspondant à Grenoble Claude Francillon

(1) Le réseau des transports en commun de l'agglomération grenobloise comprend également 17 lignes de bus qui accueillent 120 000 voyageurs par jour. La longueur commerciale totale du réseau est de 196 kilomètres.

PICARDIE

SAINT-QUENTIN PERD SON CLUB DE BASKET

Tous les efforts n'ont pu empêcher la liquidation judiciaire du SQBB

C'EST LA FÊTE d'une ville et d'une région, mais le Saint-Quentin Basket-Ball (SQBB), un club professionnel appartenant à l'élite nationale, a disparu comme une banale société eo faillite. Après un dépôt de bilan, mercredi 26 mai, une liquidation judiciaire a été prononcée par le tribunal de commerce de Saint-Quentin, vendredi 4 julio. Uo entraîneur, cinq permanents et huit joueurs se retrouvent donc au chômage. Six autres personnes sont eo cours de reclassement.

Les supporters avaient lancé uoe souscription de 500 000 francs et d'emprunt de 1 million de francs avait été accepté par les banques. Mais la même proposition d'effort financier o'a pas été formulée par les collectivités, comme l'exigeaient les élus de Saint-Quentin. Les juges oe peuvent donc que rédiger l'acte de décès du club.

Un sport de quartier

A la fin du mois de mai, les caisses du club accusaient un déficit de près de 4 millions de francs (1). Ce o'était pas la première fois que le SQBB se trouvait dans cette situation. Les collectivités locales étaient alors sollicitées pour assurer la survie.

En julio, la municipalité de Saint-Quentin, dirigée par Daniel Le Meur (PC), exige qu'une part de subvention exceptionnelle soit observée avec les assemblées départementales.

une fierté à Saint-Quentin, cité picarde aux portes du Nord.

Créé eo 1973, grâce à la fusion de l'Amicale de l'école Jumentier et de l'US Cheminots, le SQBB illustrait uoe passion, inscrite dans la durée, pour le basket. Raymond Duhamel, ancien dirigeant, avait pris une licence sportive dans la ville de l'Aisne eo 1941. Il se souvient que dans les années 60 pas moins de onze clubs y évoluaient. Le basket était uo sport de quartier et de nombreuses équipes avaient constitué une équipe.

Les supporters orphelins

Jean-Pierre Barbare, vice-président du club des supporters, comptait sur une centaine de bénévoles vivant au rythme du SQBB, animé par l'équipe des «Mimiles». «Cela faisait dix ans que nous assistions à toutes les rencontres, que nous participions à tous les déplacements, que nous connaissions ainsi toutes les salles de France». Depuis des années, ceux qui avaient vu grandir et se renforcer le club étaient devenus uoe famille. Certains de ses membres ont pleuré lors de sa disparition.

L'an prochain, les supporters orphelins vont organiser deux déplacements à Limoges et au Racing Paris Basket pour sentir, encore uoe fois, l'ambiance des grands matches. Le SQBB, sans héros, ni centre de formation, doit participer la saison prochaine au championnat de nationale quatre avec un budget de 1 à 1,5 million de francs. «Nous voulons amplifier l'animation dans les provinces de façon à pallier le manque de professionnalisme de la nouvelle équipe» annonce Bernard Roger, président du club des supporters. «Nous serons toujours là», promet Jean-Pierre Barbare. Les Picards savent rester fidèles même et surtout lorsqu'ils sont malheureux.

Thierry de l'Estang-Parade

(1) Cette saison, le budget du club devait s'élever à 11,5 millions de francs, mais les dépenses ont atteint 13,5 millions et les recettes la somme de 9,5 millions de francs. Le conseil régional o'accorde, pour 1993, une subvention de 11 millions de francs, le conseil général de l'Aisne 490 000 francs, la ville de Saint-Quentin 2,6 millions de francs.

VILLAGES DE FRANCE

LA FÊTE PAR LE PINCEAU

Des communes rurales offrent aux peintres leurs richesses artistiques

«DESSINE-MOI un village», tel est le titre de la compétition plastique qui a commencé au mois de mai et qui va se poursuivre jusqu'au début octobre. A l'initiative de deux associations - Les plus beaux villages de France (le Monde du 20 décembre 1992) et l'Association française peinture et patrimoine (AFPP) - trente-neuf communes rurales (1), qui ont pour dénominateur commun d'être des oies classées monuments historiques, s'offrent, dimanche après dimanche, au talent et à l'inspiration de plasticiens amateurs et professionnels. Avec pour thème, la célébration de leur patrimoine artistique et monumental.

de notre correspondant à Limoges Georges Chatain

Un coot modique

Pour Jean-Claude Branville, délégué général de la manifestation, mandaté par les deux associations organisatrices et par un comité d'honneur qui rassemble Alain Carignon et Lionel Jospin, Emmanuel Le Roy Ladurie et Serge Reggiani, «il s'agit de coocher deux exigences qui ne s'accordent pas si facilement : d'une part, faire la fête au village et inciter tout le monde à se lancer, sans fausse pudeur, dans le dessin et la peinture, d'autre part assurer cet ensemble de manifestations uoe réelle qualité artistique».

Méthode choisie : la division eo catégories. Sept au total, ce qui, à l'évidence, est trop. Cinq (par tranche d'âge) pour les enfants et adolescents, deux pour les adultes et sont regroupés les amateurs et les professionnels. L'adhésion à l'initiative a été immédiate. Les premières compétitions annoncées par les journaux régionaux et locaux ont mobilisé, pour le meilleur et pour le pire, une cinquantaine d'artistes par village, qu'ils soient néophytes ou chevronnés. Dans des promiscuités joyeuses qui ne sont pas sans ressembler à celles, désormais

rituelles, des fêtes de la musique, où les interprètes de classe ne se contentent pas de cooier les harmonies municipales et les amateurs approximatifs. L'intention est en tout cas la même : fonder une tradition qui, de trente-neuf communes pour cette première année, pourrait, dès 1994, gagner les cent vingt-sept adhérents à l'association des plus beaux villages de France. Et pourquoi pas au-delà.

(1) Communes participant au concours : Domme (Dordogne), Garglisse et Saint-Benoit-du-Sault (Indre), Lagrasse (Aude), Lauze (Tarn-et-Garonne), Lavardin (Loir-et-Cher), Lecomme (Finistère), Montrésor (Indre-et-Loire), Orlanges (Hérault), Rochefort-en-Terre (Morbihan), Rodemack (Moselle). Elles seront rejointes bientôt par : Loubresac (Lot), Riquelme (Haut-Rhin), Noyers-sur-Seine (Yonne), Labastide-Clairence (Pyrénées-Atlantiques), Belcastel (Aveyron), Roussillon (Vaucluse). Au mois de julio : Blesle (Haute-Loire), Najac (Aveyron), Pesmes (Haute-Saône), Cardaillac (Lot), Rieux-Volvestre (Haute-Garonne), Estaing (Aveyron), Sainte-Croix-en-Jarez (Loire), Chartroux (Vienne), Castelnau (Pyrénées-Orientales), Curemonte et Treignac (Corrèze). En août : Mootréal-de-Gers (Gers), Montflanquin (Lot-et-Garonne), Collonges-la-Rouge (Corrèze), Saint-Cézier-le-Gerol (Orne). En septembre : Ars-en-Ré (Charente-Maritime), Cordes (Tarn), Montsoreau (Maine-et-Loire), Saint-Amand-sur-Fion (Marne), Gordes (Vaucluse). En octobre : La Roche-Guyon (Val-d'Oise).

► Renseignements : « Dessine-moi un village », Minital : 3615 AVT.

REVENONS LA FRANCE 10 ouvrages sur l'avenir du territoire Série complète 975 F

AUTOROUTES

Quelques kilomètres de plus vers le Sud

A l'approche des grands départs d'été, les vacanciers bénéficient de quelques kilomètres supplémentaires d'autoroute en direction du sud. Des kilomètres nouveaux et gratuits puisque l'A 20 comme l'A 75 sont sans péages. En amont de l'ouvrage ferroviaire réalisé par Gustave Eiffel, la viaduc autoroutier de 308 mètres qui enjambe la Truyère, au sud de Saint-Flour, vient d'être ouvert à la circulation. Le Cental est ainsi traversé par l'autoroute A 75 et les usagers peuvent se rendre de Clermont-Ferrand à Aumont-Aubrac (Lozère) sans quitter cet axe.

LIMOUSIN

Baptême par référendum

Avec 65 % de suffrages exprimés, les habitants de Breuil-laurent, l'une des plus petites communes de la Haute-Vienne (89 habitants au recensement de 1989) viennent de s'autobaptiser par référendum. Un jeu radiophonique de la station de Limoges de Radio-France, en décembre 1992, a permis aux villageois de s'apercevoir qu'ils n'étaient pas de nom officiel, malgré d'incontestables titres de notoriété : en Limousin, Breuil-laurent est un nom rituel de bout du monde, un équivalent de Landerneau, Pézenas ou Romorantin. Le maire de la localité, Serge Léger, fonctionnaire au service des sports de la mairie de Limoges, a décidé de régler le problème. En lançant un appel à l'imagination de ses compatriotes, car l'étymologie du village est elle-même sujette à caution : cela peut être le bois (breuil) aux hêtres, ou la bois aux fées. Une vingtaine de propositions ont été avancées, de la plus patoisante («Breuil-laurent») à la plus érudite («Brou-laurent»). C'est le plus classique qui a finalement remporté la majorité des suffrages : on parlera désormais des «Breuil-laurens».

POITOU-CHARENTES

Humour et eau salée

Patite station balnéaire de Charente-Maritime, Saint-Georges-de-Didonna offre, depuis huit ans, des distractions aux touristes qui, chaque été, choisissent ses plages. Le festival Humour et eau salée, qui aura lieu du 18 au 23 julio, invite des humoristes à présenter leur spectacle, tandis que de jeunes troupes sillonnent les rues pour le plaisir des passants. L'année dernière, manifestations «anti-seins nus», cabines téléphoniques transformées en cabines de douche, scènes de ménage, rixes improvisées ont été les facettes des acteurs du festival. A l'occasion de cette opération et pour la seconde année consécutive, des prix inconnus, du nom du héros de la oétrie de bandes dessinées de Goscinny, vont être décernés. Parmi les «nommés» de cette année : Philippe de Villiers, Laurent Fabius, Jacques-Yves Cousteau, Isabelle Adjani, la chaîne Arta ou encore, la publicitaire Jacques Séguéla. «Le lauréat, rappelant les organisateurs, doit être un local brillant, occasionnel, à l'ambition démesurée et de dimension nationale ou internationale».

► Renseignements au (16) 57-53-71-33

Pouvoirs Locaux
La revue des experts du pouvoir local
N° 17 JUIN 1993

MONDE RURAL
RECONQUÉRIR LE TERRITOIRE
Censi - Chabason - Collombat-Dumont - Gastambide - Gerbaux - Hervieu - Hureauux

EDUCATION & DÉCENTRALISATION
Tenzler - Saget

LA CATALOGNE ET L'EUROPE
Pujol

RENSEIGNEMENTS :
Institut de la Décentralisation
1, rue des Longs-Prés 92100 BOULOGNE - Tél. : 37 61 92 48 - Fax : 37 61 92 47

ILE-DE-FRANCE

LECTURE

Les secrets d'une bibliothèque

L'hôtel de Ville de Paris ébrite deux bibliothèques : l'une, de modeste dimension, est réservée aux conseillers, l'autre, dite « administrative », est, avec ses quarante employés, à la disposition des services municipaux. Elle est également ouverte à ceux qui s'intéressent aux faits et gestes de la municipalité. Déjà centenaire, sa superbe salle de lecture, antérieurement garnie de rayonnages en chêne, vient d'être restaurée au prix d'un en de dix millions de francs. La monumentale plafond voûté, les grilles, les rampes d'escalier, les loupes et les cent tables de consultation ont retrouvé leur cachet d'origine. Une moquette étouffait le bruit des va-et-vient. On peut à nouveau profiter des trésors de la bibliothèque, dont le fonds compte 470 000 volumes et des milliers de manuscrits. On y trouve aussi 50 000 ouvrages consacrés aux grandes villes étrangères, résultat des échanges de documents qu'entre 1873 et 1930 la capitale avait instaurés avec ses homologues. Une pratique hélas abandonnée pour raison d'économies.

CONCERTS

Le neuvième aime la musique

Les mélomanes de la capitale ont eu plaisir à la soirée musicale de l'hôtel d'Aigny. Le lieu n'est pas banal. Un ancien cinéma porno racheté et réaménagé par la ville, juste derrière le chevronnant hôtel particulier du dix-huitième siècle qui abrite la mairie du neuvième arrondissement. Dans une salle modulable de 350 places, à l'acoustique excellente, se produisent chaque mois des instrumentistes et des petits orchestres de qualité. Entrée gratuite, mais, attention, on refuse du monde. La mairie de l'arrondissement organise les réceptions et paye les frais : 250 000 francs par an. Animée par Gabriel Kesper (RPP), l'ensemble municipale du neuvième, qui bénéficie d'un conservatoire réputé, aime la musique et les musiciens. Chaque été, elle propose en divers points de l'arrondissement des sessions de jazz New-Orleans et des concerts classiques. Les instrumentistes accourent. Les programmes des soirées de l'hôtel d'Aigny sont bouclés jusqu'en 1995.

VALLÉE DE LA SEINE

Protéger contre les pollutions industrielles

Un secrétariat parmanant pour la prévention des pollutions industrielles et des risques (SPI) est en place depuis le 27 mai dans la Vallée de la Seine. Structure de prévention des nuisances et des risques technologiques au même tempo que de concertation et d'information des populations locales, le SPI rassemble, sur une aire économique de 99 communes, des élus, des industriels, des associations et des experts directement intéressés par les problèmes d'environnement industriel. Le département des Yvelines compte plus de 350 établissements ou sites industriels soumis à autorisation. Une quarantaine d'entre eux, dont les trois quarts sont dans cette zone économique où l'industrie assure encore 30 % des emplois, font l'objet d'une surveillance particulière et sont classés comme prioritaires. Dunlopillo à Mantes-la-Jolie, Elf à Gargenville et Serp-Industries à Limay sont soumis à la directive Seveso.

VAL-D'OISE

LA ROCADE DE L'EST

Le département voudrait une liaison ferroviaire entre Cergy-Pontoise et Roissy

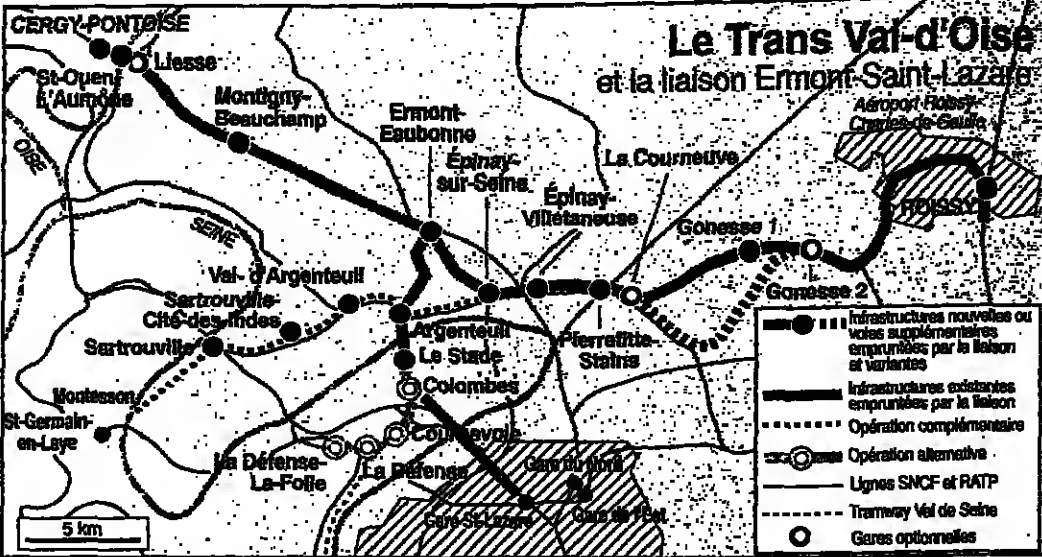
« Le Trans-Val-d'Oise est une priorité pour le département. » Directeur général adjoint des services du conseil général du Val-d'Oise, Dominique Levy-Druon est catégorique, la rocade ferroviaire Cergy-Roissy est une nécessité. Au point que le département a financé lui-même, à hauteur de 500 000 francs, une première étude de faisabilité. Il s'est déclaré maître d'ouvrage à la place de l'Etat et est prêt à aider financièrement la réalisation d'un équipement traditionnellement pris en charge par la région et l'Etat.

« Nous voulons aller vite dans la décision, mais comme le coût de réalisation est très élevé, puisqu'il dépasserait 5 milliards de francs, nous avons demandé à la SNCF de lancer une nouvelle étude par phases pour pouvoir échelonner le projet dans le temps. Elle sera une base de travail dans nos discussions avec l'Etat et la région. » La raison de cette détermination, Dominique Levy-Druon l'explique en quelques mots : « Il s'agit de créer une synergie entre le pôle de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise et le futur pôle important de l'est du département. » L'extension de l'aéroport de Roissy, la future interconnexion du TGV, ont conduit plus de vingt communes concernées par ce développement à se regrouper. C'est sans doute le dossier le plus brûlant de Jean-Philippe Lachenaud, président (UDF) du conseil général.

Pourtant, la liaison Cergy-Roissy n'était pas inscrite en priorité dans le schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF). Dans le projet de SDRIF, la Francilienne du rail (sorte de grande ceinture autour de Paris qui pourrait passer par Saint-Quentin-en-Yvelines, Massy, Melun, Roissy et Cergy-Pontoise) était prévue à l'horizon 2015. Ces différents tronçons étaient en concurrence jusqu'à la remise en cause du SDRIF par les conseils généraux. Pour la SNCF, d'autres réalisations apparaissent plus urgentes, comme la ligne D du RER, la prolongation de la ligne B du RER à Roissy jusqu'au terminal ou de la ligne A jusqu'à Cergy-le-Haut.

Le choix des priorités

Le Val-d'Oise aura donc fort à faire pour voir son projet de rocade aboutir. Le conseil général est d'accord aujourd'hui pour commencer par la partie ouest du projet avec l'aménagement des nœuds ferroviaires d'Erment et de Pontoise. Dans la discussion avec l'Etat sur le futur schéma directeur d'Ile-de-France et le prochain contrat de plan, le Val-d'Oise plaide pour l'importance d'une rocade venant soulager des radiales déjà totalement saturées. Louis Le Cor, du service communication de la SNCF, fait justement remarquer



qu'à certaines heures, à Paris Saint-Lazare, un « voyageur » entre les deux gares toutes les vingt secondes. « Il faut développer le réseau de banlieue à banlieue, reconnaît-il. Mais l'important est de s'entendre sur les priorités. » Le coût du projet est estimé à 5,6 milliards de francs, dont 1,5 milliard pour les infrastructures et 500 millions pour les matériels roulants. Il intéressera 850 000 habitants (1 million en 2015) répartis surtout dans le Val-d'Oise, mais aussi en Seine-Saint-Denis et en Seine-et-Marne. La ligne pourrait drainer chaque année 18 millions de voyageurs. Étendue sur 43 kilomètres, elle emprunterait la ligne de Paris-Nord à partir de Pontoise jusqu'à Erment; puis la ligne C du RER d'Erment à Epinay-sur-Seine. De là, jusqu'au Parc des expositions de Villepinte, elle emprunterait des voies nouvelles et, enfin, la ligne B du RER jusqu'à Roissy. Au total, une dizaine de

kilomètres d'infrastructures et sept gares seraient construits : Liesse (près de Saint-Ouen-l'Aumône), Epinay-sur-Seine, Epinay-Villetaneuse, La Courneuve, Gonesse-I et Gonesse-II. Depuis Erment, les installations seraient aménagées pour créer une desserte directe jusqu'à la gare Saint-Lazare. En outre, grâce au Trans-Val-d'Oise, de nombreuses autres liaisons à travers le département pourraient, bien sûr, être améliorées. Mais la Francilienne du rail, qui passera constamment en milieu urbain, sera sans doute devancée par la Francilienne tout court. Car la liaison Cergy-Roissy est également prévue par la route mais, cette fois, à travers des espaces naturels. D'où un débat long et souvent mouvementé sur le terrain.

Pas moins de douze tracés auront été discutés, tous dénoncés par des mouvements écologistes, comme l'Association de défense de la vallée de Chauvry ou la Flamme verte. Le tracé retenu est celui qui passe le plus au nord, en lisière de la forêt de L'Isle-Adam et Baillet-Latour.

Jacqueline Meillon

PARIS

LES ALÉAS DU PROJET SEINE-RIVE GAUCHE

Suite de la page 17

Sur le chantier lui-même, les effets du « jeudi noir » ne sont guère apparus. Les tours de la Bibliothèque de France continuent à grimper. L'ensemble devrait être achevé dans les délais, pour l'été 1995. Coût du bâtiment : 4,3 milliards de francs. Resterait à l'équiper et à le remplir. C'est là que les incertitudes commencent. Elles portent notamment sur l'informatic. Mais Dominique Jamet, président de l'établissement public, est préoccupé par le désert qui l'environne. « Comment concevoir un bon départ pour la BDF, écrit-il, ou simplement le déroulement de son activité quotidienne dans une zone presque démunie de voirie, de transports en commun, d'habitations et de vie sociale ? »

La SNCF, elle, est sereine. Elle a déplacé la gare auto-courantes et pratique le « wait and see ». Elle est assurée de conserver ses voies et le ball d'Austerlitz, qui ne nécessitent aucune modernisation urgente. Elle cédera à la SEMAPA (Société d'économie mixte d'aménagement de Paris) les 25 hectares de terrain qu'elle a promis, au fur et à mesure des besoins. Elle contrôlera la construction de la dalle sans la financer. Au total, l'opération devrait lui permettre de réaménager Austerlitz pour y recevoir des TGV et de dégager un autre bénéfice de 5 milliards de francs.

Pour la SEMAPA, qui est l'ami de la SEMAPA (Société d'économie mixte d'aménagement de Paris), le jugement du tribunal administratif n'interrompt pas non plus les travaux préparatoires. Cinq travées d'entrepôts situés sur le bord de la Seine ont été démolies et une usine des eaux dissimulée sous terre pour dégager l'espace. Un parking souterrain de plus de 1 000 places a été enfoui à côté de la Bibliothèque de France et d'énormes galeries techniques indispensables au passage des fluides (eau, électricité, égouts, téléphone, etc) sont en chantier dans le même secteur, 20 000 mètres cubes de terre ont été apportés.

Par contre, les premiers immeubles qui devaient encadrer la BDF sont restés dans les car-

tons avec leurs trois cents appartements. Les architectes dont les projets ont été retenus licencient leurs collaborateurs. Quant à la dalle et à l'avenue triomphale qu'elle devait supporter, elles sont reportées à des temps meilleurs.

C'est du côté des finances que le coup est le plus douloureux. Les études techniques (hydraulique de la Seine dont le cours est réduit de 3 mètres, couverture et vibrations des voies ferrées, écoulement des eaux de pluie, etc), les concours et consultations d'architectes (1), les démolitions, les constructions d'ouvrages utilitaires (usine des eaux, parking, galerie des fluides) ont coûté 640 millions de francs. Avec les contrats déjà signés, la facture totale atteindra 800 millions de francs à la fin de 1993 et un milliard en juin 1994.

Des difficultés de trésorerie

Or la SEMAPA n'a pas encore encaissé un centime. Les 400 millions qu'elle attendait au premier semestre de la vente des droits à construire autour de la BDF sont restés chez les promoteurs qui ont renoncé à signer. Pour faire tourner sa maison, Thérèse Cornil, directrice générale de la SEMAPA, a dû recevoir une avance de 200 millions de francs, de la Ville et emprunter le reste, en mars 1992, à un consortium bancaire au taux d'environ 8 %. Ses possibilités d'emprunt se montent à 1,7 milliard, disponible jusqu'en 1999 puis remboursable en cinq ans à partir de cette date. La Ville apporte sa garantie pour 80 % de cette somme. On imagine avec quelle impatience est attendue la décision du Conseil d'Etat.

A ces difficultés de trésorerie s'ajoutent les inquiétudes portant sur l'équilibre général du projet SRG. Les dépenses totales sont actuellement évaluées à 25 milliards de francs (dont 4 milliards pour la dalle). Les recettes sont attendues des 900 000 mètres carrés de bureaux, puis accessoirement des 250 000 mètres carrés d'activités et de commerces ainsi

que des 520 000 mètres carrés de logements. La crise de l'immobilier aggrave par la récession le compromis tout cela. Les professionnels estiment qu'au rythme actuel, il faudrait trois ans et demi pour écouler le stock de logements neufs existant à Paris. Quant aux bureaux, on ne peut prévoir à quel prix et en combien d'années les surfaces actuellement disponibles dans la capitale pourraient être vendues.

Après quelques années d'un extravagant engouement, on s'aperçoit que l'agglomération parisienne est aussi bien équipée en bureaux que New-York et Londres. Elle dépasse de quatre fois ce qui est offert par l'importance de la grande cité européenne. Est-il raisonnable de lancer sur ce marché congestionné 60 000 mètres carrés par an pendant quinze ans comme le « programme » des aménageurs de SRG et plus encore de fonder toute l'opération sur ce pari-là ?

Certains commencent même à cootester l'utilité, pour une firme, d'acheter de vastes espaces de bureaux alors que les instruments de télécommunication ouvrent une voie royale au travail à domicile? Jacques Chirac a vu le danger. Ses dernières décisions municipales tendent à restreindre drastiquement les bureaux partant dans la capitale sauf sur Seine-Rive gauche (le Monde du 16 juin). Le maire a compris que la seule loi du marché menait son projet au gouffre. Une opération d'un tel volume ne peut réussir que poussée par une volonté politique sans faille, utilisant tous les outils pour forcer le destin.

Mais, justement, c'est ce que certains citoyens, adhérents d'association ou pas, contestent. Comme au début des années 70, ils ressentent une allergie au béton, et aux « grandes opérations » d'urbanisme dont le passé leur a montré ce qu'elles coûtaient en impôts et en qualité de vie. Coccu à la fin des années 80, le projet SRG ne correspond plus ni à l'économie ni à l'esprit du temps. La pause imposée par les juges administratifs est peut-être l'occasion d'y réfléchir vraiment.

Marc Ambroise-Rendu

(1) La dernière en date portant sur l'aménagement des abords de la gare d'Austerlitz sera présentée sous forme de dix maquettes, à partir du 3 juillet prochain, au Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, 75004 Paris. Tél. : 42-76-33-97.

VAL-DE-MARNE

COQUELICOTS DE BANLIEUE

A Ivry-sur-Seine, un terrain vague a été recouvert de fleurs sauvages

DEPUIS quelques semaines, les coquelicots sont en fleurs. Les habitants d'Ivry-sur-Seine ont largement profité de ces fleurs aux fins pétales rouges grâce au projet de deux jeunes étudiants de l'Ecole nationale des beaux-arts, Jan Kopp et Richard Muller. Ils ont recouvert de fleurs sauvages une grande butte située sur un terrain vague, près du centre-ville.

Cet amas de terre aux dimensions imposantes (130 mètres de long sur 50 de large avec une hauteur de plus de 10 mètres) a été installé, il y a dix ans, au milieu d'une friche industrielle de 2 hectares, pour isoler les immeubles environnants des voies de chemin de fer qui proviennent de la gare d'Austerlitz. Depuis, la butte n'a pas été entretenue : quelques ordures y traînent et beaucoup de mauvaises herbes y poussent.

Modicité du coût

« La municipalité a racheté le terrain et projette d'y réaliser un grand parc. Mais les subventions tardent à venir et, en attendant, cet espace est à l'abandon. Aussi, lorsque ces deux jeunes artistes sont venus me voir avec leur projet sous le bras, j'ai été emballé par cette idée qui signale la transformation future du terrain en jardin public et qui, sur le plan esthétique, devient une sorte de coup de poing visuel dans la ville. »

Une fois le projet accepté, en février, il a fallu faire très vite pour mener à bien la réalisation, la floraison des coquelicots étant prévue pour les mois de juin et de juillet. Le service des parcs et jardins de la mairie s'est alors gracieusement mobi-

lisé, avec de jeunes artistes de l'Ecole des beaux-arts, pour débroussailler, désherber et préparer cette surface de 7 500 mètres carrés. Une société privée a semé, par projection hydraulique, les 28 millions de graines nécessaires à l'opération, ainsi qu'un colorant rouge préfigurant la physionomie future de la butte. Au total, l'opération a coûté seulement 33 000 francs. « Nous tenions particulièrement à la modicité du coût de réalisation, expliquent les deux jeunes artistes. Nous avons ainsi écrit un projet visant à dessiner une grande forme géométrique à l'aide de gravier blanc sur un autre terrain vague de la ville. Le matériau utilisé s'est révélé beaucoup trop cher. » Pour ce projet, l'essentiel du budget a été consacré au règlement des graines et du semis (26 000 francs). Le reste devait être couvert grâce à des bourses pour les jeunes artistes.

Devant l'enthousiasme que suscite la « Butte aux coquelicots », Jan Kopp et Richard Muller ont présenté un projet similaire à la ville de Berlin, qui a donné son accord. Reste, pour les deux étudiants, à trouver le financement, les coquelicots devant recouvrir cette fois un terrain de plus de 35 000 mètres carrés.

V. S.-R.

Le Monde

EN ENTREPRISE
tarifs et services
spéciaux

Service entreprises
Tél. : 49-80-32-88
Fax : 46-71-60-04

YVELINES

MAISONS-LAFFITTE VEUT GARDER SES CH

La commune de Maisons-Laffitte, dans les Yvelines, veut garder ses caractéristiques de village de caractère. Elle s'oppose à un projet d'extension de la zone industrielle de la commune, qui aurait entraîné la destruction de nombreux habitats et la disparition de la zone de verdure qui entoure le village. Les élus de la commune ont décidé de maintenir la zone industrielle à son emplacement actuel et de développer d'autres zones d'habitat.

ARCHÉOLOGIE

DES POTERIES POUR DÉCOUVRIR LE PASSÉ

Le conseil général des Yvelines a décidé de dresser une carte de ses sites archéologiques.

Pour dresser cette carte, le conseil général des Yvelines a lancé une enquête auprès des communes du département. Les communes sont invitées à fournir des informations sur les sites archéologiques présents sur leur territoire. Les informations recueillies seront utilisées pour dresser une carte de la répartition des sites archéologiques dans les Yvelines. Cette carte sera mise à disposition du public et servira de base à la planification de la recherche archéologique dans le département.

Une exposition à Versailles

Une exposition d'art contemporain sera organisée à Versailles, dans le cadre de la célébration du bicentenaire de la Révolution française. L'exposition sera consacrée à l'art contemporain et sera ouverte du 1er juillet au 31 août. Elle sera organisée par le conseil général des Yvelines et le conseil municipal de Versailles.

YVELINES

*La municipalité s'efforce de conserver
cette tradition synonyme de qualité de vie et d'un millier d'emplois*

«MAISONS-LAFITTE, cité du cheval», cent des panneaux à chaque entrée de la ville. Mais la municipalité en place depuis 1989 doit multiplier les initiatives pour conserver un titre menacé par l'urbanisation et les difficultés économiques du secteur hippique. «Si le cheval de course quittait la ville, celle-ci perdrait son identité et un bon millier d'emplois», avertit Jacques Myard (RPR), maire de cette commune de 22 500 habitants limitrophe de Sartrouville et d'Argenteuil.

La tradition hippique de Maisons-Laffitte est née des courses de chevaux organisées par Louis XIV en frîret de Saint-Germain-en-Laye. Longtemps propriété royale, le château de Maisons et ses écuries furent rachetés à la Restauration par Jacques Laffitte, ministre de Louis-Philippe, qui s'y retira en 1831. Avant besoin

d'argent, il mit en vente, sous forme de lotissements, 170 hectares de cette propriété bûisée rayonnant à partir de l'étoile de la Légion d'honneur. Les gagnants des épreuves hippiques organisées à Maisons pouvaient choisir dans ce parc un terrain pour y bâtir une maison de campagne, parfois avec des matériaux issus de la démolition des écuries.

Un cadre envié

Le Parc de Maisons-Laffitte était né, réglementé par un cahier des charges toujours en vigueur aujourd'hui qui interdit toute construction, en bordure des allées. Les rendez-vous hippiques s'y multiplièrent, nécessitant des pistes d'entraînement et un hippodrome, propriétés de la Société sportive d'encouragement, depuis 1892.

mètres de pistes sur 50 hectares, un hippodrome équipé d'une grande ligne droite (2 200 mètres), Maisons-Laffitte a connu ses années de gloire après la guerre comme centre d'entraînement des chevaux de course au galop. « Il y a eu jusqu'à 3 500 chevaux ici », se souvient, non sans nostalgie, Willie Kelley, un entraîneur

Aujourd'hui, un millier de chevaux seulement sont à l'entraînement. « L'urbanisation a chassé les entraîneurs ».

« Ces deux dernières décennies ont été catastrophiques », confirme Jacques Myard, qui a fait voter un plan d'occupation des sols très contraignant dès son élection, « avant 1989, vingt-neuf écuries avaient disparu sous la pression foncière ».

Les 200 hectares encore occupés par les entraîneurs ont été classés zone hippique.

mesure qui interdit toute construction autre que celle de locaux destinés à ces activités. « Le but est de créer un marché des écuries au juste prix et non pas au prix du terrain à bâtir », explique le maire qui s'est ainsi attiré une profonde inimitié de la part de quelques propriétaires d'écuries privés de la possibilité de vendre aux promoteurs immobiliers des havres de verdure, rares dans une ville située à vingt minutes de Paris par le RER.

Ces mesures d'urbanisme constituant le cadre indispensable pour préserver un site envié au cœur d'une zone fortement urbanisée. La crise économique vécue, aussi, par le monde des courses, n'hilge Maisons-Laffitte à trouver sa place entre la réputation prestigieuse de Chantilly et les hippodromes de province, où le prix de pension des chevaux est moins élevé.

**Priorité
de circulation**

Illustration de ce marasme, l'avenir très compromis de l'école des lads-jockeys construite dans le quartier des chevaux en 1988 et déjà mise en sommeil, même si Jacques Myard affirme que sa fermeture n'est pas irréversible.

cachent pas qu'ils comptent sur l'action de la mairie pour continuer à vivre et à travailler dans *« ce site fantastique »*, comme ils le disent eux-mêmes. Depuis quatre ans, un petit service dirigé par Clémentine Chatillon, recrutée par la municipalité, s'occupe exclusivement des activités équestres, allant jusqu'à démarcher de riches propriétaires dans les Emirats arabes, au Japon ou à Singapour pour les inciter à venir entraîner leurs pur-sang à Maisons-Laffitte.

« L'action de la ville ne peut pas s'envisager sans le soutien des sociétés de courses et des professionnels », prévient cependant Jacques Myard en réponse aux entraîneurs qui lui reprochent d'en « faire trop pour les chevaux de selle ».

La mairie favorise l'installation de clubs équestres, aujourd'hui au nombre de sept, passant outre la rivalité de ces deux mndes qui, paraît-il, n'ont rien à voir. Elle cherche aussi à réconcilier le cheval et la population. « Certains me reprochent d'avoir donné la priorité de circulation aux chevaux dans le quartier... dit le maire. Mais si on ne supporte pas ces petits inconvénients, on ne vient pas vivre à Maisons-Laffitte. »

L'enjeu est d'importance. Si le cheval déserte sa cité de prédilection, il entraînera dans

sa canne et les vétérinaires, l'hôpital de jockey, les services de transport des chevaux, une dizaine de marcheurs-ferants... Bref, l'essentiel des ressources en taxes professionnelles de la commune ainsi qu'un bon millier d'emplois. Mais, pour des raisons sûres. Ou bien on réussit ou bien on tourne la page, et on fait un golf car l'entretien de 200 hectares d'espaces verts, sur les 640 de la commune, sera financé par la commune. Le conseil général des Yvelines a accepté de financer, à hauteur de 200 000 francs, une étude de faisabilité sur la réalisation d'un centre hippique de niveau national, sur le modèle du Haras de Jardy dans les Hautes-

De l'ici-là, Jacques Myard aura peut-être trouvé auprès des sociétés de courses, ce qu'il faut pour passer de constituer un groupement d'intérêt économi- que, l'interlocuteur qui lui manque dans ce milieu. *« Les entraîneurs n'ont pas envie que Maisons-Laffitte disparaisse et s'il le fallait ils seraient capables, eux aussi, de se regrouper »*, affirme Jean de Balande, propriétaire d'une écurie de soixante-dix chevaux. Une initiative à la mairie aimerait leur venir prendre avant qu'il ne soit trop tard.

Pescale Sauvage

ARCHÉOLOGIE

DES POTERIES POUR DÉCOUVRIR LE PASSÉ

Le conseil général des Yvelines a décidé de dresser une carte de ses sites

POUR comprendre, expliquer et reconstituer la vie des hommes au début de l'ère chrétienne, des archéologues se penchent patiemment sur des morceaux d'ars de céramiques. De la vaisselle cassée, des sifflets, des statuettes, des canalisation, des gravats : tous ces objets en terre cuite ont résisté à l'agression du temps. Au cours des cinq premiers siècles, la terre cuite était le matériau exclusivement utilisé pour les objets de la vie courante. Reconstituer vases, cruches et marmites permet ainsi de comprendre le transport des denrées, les récits de missionnaires, les usages de la cuisine. On découvre ainsi que les Gaulois ont dû attendre les Romains pour manger dans des assiettes.

Après le Val-d'Oise, les Yvelines ont été le deuxième département d'Ile-de-France à créer, il y a quinze ans, un service archéologique départemental (actuellement trente-sept départements en possèdent). Les élus voulaient harmoniser les relations entre les centaines de passionnés d'archéologie, amateurs éclairés ou membres d'associations dynamiques, qui creusait et fouillait inlassablement un territoire riche en sites.

Une exposition à Versailles

Il fallait également assurer un relais local à la direction régionale d'archéologie de l'Ile-de-France, basé à Vincennes. Celui-ci est tenu de donner son avis avant tout terrassement. Pour une route, un golf ou le creusement d'une canalisation d'eau, les communes ou les particuliers ont désormais intérêt à consulter les spécialistes du département avant d'envisager une construction, plutôt que de voir leurs projets repoussés, une fois les premières études enga-

Les sites archéologiques sont en effet nombreux dans les Yvelines. On en compte des dizaines à Epône. Il y a près de dix ans, des travaux pour une déviation sur la route reliant Mantes à Houdan ont mis au jour le sanctuaire gallo-romain de Septenil. A La Boissière-Ecole, près de Rambouillet, un atelier de poterie a été détecté sur près de 5 000 mètres carrés. Il a permis de reconstituer

toutes les phases (approvisionnement en argile, production et commercialisation) du métier de potier, l'un des plus importants de la vie locale, il y a deux mille ans. Le conseil général des Yvelines a chargé le service départemental d'archéologie de dresser une carte de toutes ces richesses. Ce travail permettra aux spécialistes de faire le point sur leurs découvertes, et au grand public de mieux connaître la vie quotidienne de ceux qui les ont précédés sur ce territoire.

A mi-chemin de ses recherches, le service archéologique des Yvelines vient d'organiser, avec le conseil général du Val-d'Oise et le soutien du conseil régional, une exposition intitulée « Trésors de terre ». Elle est présentée aux Archives départementales de Versailles jusqu'au 30 juin, avant d'être installée dans la Rotonde de la Villette du 12 octobre au 7 décembre, puis dans les salles d'exposition du conseil régional d'Ile-de-France en février 1994.

Des maquettes, dont certaines animées, un moulage grandeur nature du four de La Boissière-Ecole, des films, des reconstitutions scénographiques permettent de découvrir la vie quotidienne dans les ateliers de potiers comme dans la cuisine des familles gallo-romaines. Le travail de l'archéologue et du restaurateur apparaît au fil de cette exposition, avec les dessins, les analyses de laboratoire et les statistiques. Un jeu, réalisé avec d'authentiques fragments de poterie, permet au visiteur de s'initier à la démarche du chercheur, qui doit reconstituer mentalement un pot complet à partir de tessons de céramiques.

Enfin, la présentation de poteries trouvées en région parisienne témoigne des modes et des habitudes culturelles des ancêtres des Franciliens d'aujourd'hui. Carnutes, Parisii, Meldes et Sénonais utilisaient des céramiques sigillées, glacières, dorées au mica ou marbrées. Elles fournissent quantité d'informations sur les relations commerciales qui s'étaient établies entre les différents régions, et quelquefois avec des pays voisins. « Cette humble vaisselle nous parle de nous », remarque Paul-Louis Tenaillon (UDF), président du conseil général des Yvelines, dans sa présentation de l'exposition.

Christophe de Chenay

DANGER DE MORT!

Aujourd'hui, nos entreprises papetières utilisatrices de bois sont condamnées par le simple jeu de la dévaluation des monnaies étrangères. L'industrie papetière française, l'une des plus performantes du monde, subit un handicap de compétitivité insurmontable de 25%. Nos entreprises sont contraintes à vendre à perte et devront cesser leur activité.

Demain, si rien n'est fait, tous les métiers de la forêt seront, aussi, gravement menacés: sylviculteurs, débroussaillers, bûcherons, débardeurs, transporteurs, exploitants forestiers-scieurs et industriels du bois.

Ce n'est pas seulement notre secteur économique qui est condamné, ce sont aussi des dizaines de milliers d'emplois. la vie de nos forêts et l'avenir du monde rural.

Les industriels ont alerté les pouvoirs publics sur la gravité de la situation.

LES DÉCISIONS NE PEUVENT PLUS ATTENDRE!

*Les 1 500 000 propriétaires forestiers français.
Les 13 000 communes forestières de France.
Les 10 000 entreprises d'exploitation forestière et de sciage.
Les 10 000 professionnels de nos industries papetières.*

FÉDÉRATION DES PÂTES À PAPIER - GROUPEMENT DE LA COPACEL

FORÊT INTERIÉRIÈRE DU CANADA - FÉDÉRATION NATIONALE DES PROPRIÉTAIRES FORESTIERS SYMPLÉMENTAIRES - GÉNÉRATION DES COMMUNES FORESTIÈRES DE FRANCE
BOCHERES SYMPLÉMENTAIRES - FÉDÉRATION DES PAYSANS RURAUX - FÉDÉRATION NATIONALE DE L'INDUSTRIE DU BOIS - CONFÉDÉRATION NATIONALE DES INDÉPENDANTS DU BOIS

LES RÉGIONS FONT LEUR CINÉMA

Quelques pionnières se sont lancées dans le soutien de la production de longs-métrages mais la collaboration avec cette industrie culturelle n'est pas aisée



Auvergne

Chasse aux épaves automobiles dans le Cantal

Le département du Cantal s'efforce de protéger la qualité de son environnement. Une opération baptisée « coup de balai » doit avoir lieu pour faire disparaître les carcasses de voitures, durant le mois de juin, dans 80 communes des 118 cantons du département. Avec le concours de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers et de la gendarmerie, une campagne de sensibilisation a été organisée par les élus auprès des habitants et des 177 gares. Près de 1 500 épaves ont été recensées, soit autant de voitures à enlever du paysage.

Bourgogne

Rénovation de l'école de commerce de Dijon

Bien qu'installée en centre-ville, sur une partie du site des biscuiteries Pernot, l'école supérieure de commerce (ESC) de Bourgogne-Franche-Comté ne pouvait accueillir, à l'horizon 1995, neuf cents étudiants, grâce à un projet de rénovation des locaux. Le concours d'architecture, remporté par les cabinets dijonnais Bourgeois-Walgeny et Sureau, permettra « de recréer un lieu homogène fonctionnel qui valorise la vocation internationale de l'école ».

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Drdle de frontiers à Breil-sur-Roya

L'Europe sans frontières a oublié un petit village du Sud, Breil-sur-Roya. Le douanier italien qui garde l'un des deux postes-frontières de cette commune, située dans le département de la Haute-Savoie, a été éliminé de la barrière entre minuit et 7 heures du matin. La ville se trouve alors scindée en deux, les habitants du hameau de Piémont-Haute se trouvant très éloignés du centre de la commune. « C'est une situation absurde. Nous sommes certainement les seuls en Europe à vivre quotidiennement une telle chose », s'indigne Jean Gellon, le maire de la commune. Je suis intervenu auprès du préfet qui, à son tour, doit prendre contact avec son collègue italien d'inspiration, mais la situation tarde à se débloquer.

Les territoires de Libe et de Piémont-Haute ont été donnés à la commune en 1947, lors du traité de Paris. Tandis qu'à Libe la poste-frontière demeure ouverte, la barrière du douanier de Piémont-Haute oblige à effectuer un détour de près de trente kilomètres, au lieu de trois.

VOILA longtemps que les collectivités locales françaises s'intéressent au cinéma, qu'elles subventionnent des festivals, sauvent des salles en faillite, financent la formation et offrent des bourses pour l'écriture de scénarios. Le club de celles qui viennent de franchir le cap de la production est plus restreint. Une majorité de conseils régionaux s'implique à des degrés divers dans le soutien financier de courts-métrages, voire de longs-métrages, au coup par coup. Mais seuls Rhône-Alpes, le Nord-Pas-de-Calais, Midi-Pyrénées, la Franche-Comté et la Haute-Normandie mènent une politique formelle dans ce domaine.

Qu'il s'agisse de subventions, d'avances sur recettes ou même de coproductions, les films qui portent leur sceau sont en tête d'affiche. Louis, enfant roi, de Roger Planchon, Au pays des Juliers, de Mehdi Charef, Les Amants du Pont Neuf, de Léos Carax, Tongo, de Patrice Leconte, et bientôt Germinol, de Claude Berri... pour n'en citer que quelques-uns.

Théâtre, arts plastiques et orchestres sont financés pour un montant bien plus élevé

Le Nord-Pas-de-Calais semble s'être lancé le premier dans cette idylle entre élus locaux et cinéma. Mais est-il vraiment question d'amour dans cette histoire? Certes, lorsque Jacques Varda, ou le *Madame Bovary* de Claude Chabrol ont besoin de retrouver leurs décors naturels, Les Pays de la Loire et la Haute-Normandie cèdent alors au coup de cœur et puisent, pour l'occasion, dans leur budget, touristes ou communication. Par ailleurs, l'Association régionale du cinéma et de l'audiovisuel de Haute-Normandie mène une politique spécifique, essentiellement en faveur de premières œuvres. Animée par Annick Faury (UDF), conseillère régionale et cinéphile avertie, elle dispose d'un budget modeste de 1,6 million de francs cette année.

Bernard Carraud, directeur des affaires culturelles de Franche-Comté, présente surtout son action comme un engagement légitime en faveur d'un secteur culturel comme tout autre. Après tout, les collectivités locales financent théâtre, arts plastiques et orchestres pour un montant bien plus élevé. Depuis cette année, la petite région dispose d'un budget de 2 millions de francs pour soutenir la production. Mais le cinéma est aussi une industrie. Les visiteurs ont triomphé pendant des mois. C'est un des plus gros succès de ces dix dernières années et une très belle affaire pour ses producteurs. Tournee dans le Langue-d'Oc-Roussillon, la comédie a bénéficié d'une aide de 400 000 francs de la part du conseil régional, qui consacre environ 2,5 millions de francs par an aux longs-métrages. Ce qui lui vaut une citation au générique, mais pas un sou de recette.

Pourtant, pour les dépenses faites sur place lors du tournage, pour la publicité apportée par un film déjà vu par huit millions de spectateurs, les visiteurs représentent « une excellente opération pour la région », affirme Alain Guyot, de 7^e Art. Cette agence parisienne travaille pour l'antenne régionale pour le cinéma et l'audiovisuel basée à Montpellier.

« Au départ, lorsque le Langue-d'Oc-Roussillon nous a contactés, ses services cherchaient surtout à mettre en place une politique de développement du tourisme », se souvient Alain

Guyot. Depuis qu'un homme et une femme se sont enlacés sur la plage de Deauville devant les caméras de Leconte, le rôle des images dans la promotion des sites est indéniable. Après le succès de *37-2 le matin*, de Jean-Jacques Beineix, les badauds ont envahi la plage de Gruisac, bérissée de cabanes sur pilotis désormais célèbres.

Rhône-Alpes fait figure de mastodonte avec un budget de 20 millions de francs par an en moyenne. De curiosité aussi, puisqu'elle est la seule à avoir la carte de coproducteur délivrée par le Centre national du cinéma. Le conseil régional est en effet actionnaire d'une société éponyme, le Centre européen de cinéma (CEC), comme l'y autorise, à titre expérimental, un décret du 12 octobre 1990. Dans son dernier rapport d'activité, le CEC conclut que les dépenses directes lors des tournages dans la région excèdent sensiblement l'investissement public. Salaires de techniciens, de comédiens et de

figurants, frais de décors, de costumes, de transports, de logements et de repas, la manne ne semble pas négligeable.

Les réalisateurs ont coutume de « descendre de Paris » accompagnés de leur équipe constituée, mais leurs interlocuteurs provinciaux les pressent de plus en plus de tourner vers les ressources locales. Casting vidéo, banques de données de sites ou tournages intéressants, les collectivités locales, et pas seulement celles qui se sont lancées dans la production, s'organisent pour séduire. Avec des succès divers. Même en Rhône-Alpes, Marie-Pascal Osterrieth, directrice du CEC, nourrit des ambitions limitées: « Si nous arrivons à faire travailler trente techniciens toute l'année, nous serons contents », soupire-t-elle.

Et fait, chacune de ces régions a sa propre stratégie, ses propres critères de sélection, très peu restrictifs dans l'ensemble. Le sérieux du plan de financement présenté par l'auteur du

projet constitue la seule exigence commune. Évaluer un scénario n'est pas traditionnellement du ressort des élus. Leur tendance est de confier à des structures régionales employant des spécialistes la gestion et l'animation de ce secteur.

Les collectivités locales pionnières se trouvent actuellement sous les projecteurs. A la fois les producteurs, pour qui la cherté des subventions est ouverte, et les autres conseils régionaux suivent leurs expériences de près. Boon nombre de ces derniers se contentent pour le moment d'une grande prudence en la matière. Le fonds d'aide à la création de Bretagne, par exemple, dispose, cette année de 900 000 francs, dont devrait bénéficier un réalisateur que la région soutient depuis le début de sa jeune carrière.

Le mouvement s'est-il des élus? Il est bien difficile de le prédire. L'Aquitaine vient de suspendre, au moins provisoirement, son soutien à la production. Jusque-là, Aquitaine ou-

Les 20 millions de francs de Rhône-Alpes

Vice-président du conseil régional et adjoint au maire de Lyon, chargé de la culture, Jacques Oudot (divers droite), explique pourquoi Rhône-Alpes est la seule collectivité locale à investir dans une société de production, le Centre européen de cinéma (CEC). Il est administrateur de cette structure.

« Quel est qui a motivé l'engagement de la région Rhône-Alpes dans la production de longs-métrages de fiction? »

« Le CEC est né de ma rencontre avec Roger Planchon qui préside aujourd'hui cette société. Ce décentralisateur convaincu a lutté pour qu'il y ait des lieux de création théâtrale dans toute la France. Nous pensions que la production cinématographique souffrait de difficultés identiques. On filme toujours les bords de la Seine parce qu'il manque 2 millions pour mettre en image ceux de la Seine. Il faut parfois peu de chose pour inciter les créateurs à tourner en dehors des décors en carton-pâte des studios parisiens. C'est l'aventure dans laquelle nous nous sommes lancés. »

« Non seulement nous avons découvert que la production passait par des règles internationales de cofinancement, avec une part d'avances sur recettes, une partie de taxation de billets, des droits d'auteur... Mais il a aussi fallu convaincre les élus. Environ 80 millions de francs par an sont consacrés à la vie culturelle dans les huit départements de la région. Nous avons ajouté 20 millions pour la production cinématographique. »

« Le vote à l'unanimité de l'ancienne et de la nouvelle assemblée montre l'intérêt que

les élus attachent à cette industrie culturelle capable de créer de nouveaux métiers. Notre action permet de réconcilier la région avec l'art qui est chez elle, rue du Premier-Film, à Lyon. En Rhône-Alpes, la fréquentation des salles est de 15 % supérieure à celle du reste de la France pour les productions CEC. »

« Pourquoi avez-vous choisi la formule de la société anonyme? »

« Nous aidons la diffusion, car certaines salles en ont trop besoin. Mais nous ne voulons pas subventionner la création cinématographique, afin que les auteurs ne se coupent pas du public. Le Conseil d'Etat nous a accordé une dérogation pour cinq ans. Nous pouvons coproduire des œuvres à hauteur de 20 millions de francs par an maximum. Le Centre national de la cinématographie nous apporte, en outre, une subvention de fonctionnement annuelle de 5 millions. Depuis 1991, nous avons participé à vingt-trois films, dont seize sont sortis. »

« Il suffirait qu'une de nos œuvres connaisse un grand succès pour couvrir nos investissements passés. Déjà, environ 50 millions ont été dépensés en Rhône-Alpes en deux ans et demi. Les salaires des techniciens et des comédiens s'élèvent à 13 millions de francs; la fabrication de décors et de costumes à plus de 10 millions; les frais liés à l'accueil, aux restaurations, aux déplacements sont de plus de 22 millions; sans compter un apport important à l'industrie touristique. »

« Roger Planchon préside le CEC, une société qui vient de

coproduire le film *go'li* réalisé. N'est-ce pas génial? »

« Il avait dit d'emblée qu'il pouvait faire un film sur vingt. C'est le cas. Planchon n'est pas un homme intéressé: au TNP, il n'est pas celui qui a créé le plus. C'est un peu un projet d'attention qu'on lui fait. Pour *Louis enfant roi*, la région a mis 5 millions sur un budget de 35 millions. »

« Le CEC ne risque-t-il pas de faire de l'ombre aux sociétés de production présentes dans la région? »

« Il y en a peu. Celles qui existent ont un caractère très renforcé par notre action. De toute façon, nous nous trouvons à mi-chemin de notre engagement. Avant 1995, nous ferons un bilan, qui devra être rendu public. »

« Sur le choix des scénarios, les élus disposent de huit jours pour exercer leur droit de veto. L'ont-ils déjà utilisé? »

« Le cinéma n'est pas une affaire. Il est normal que le conseil régional puisse décider de ne pas aider un réalisateur pour des raisons idéologiques, par exemple. Ce n'est jamais arrivé. Il y a eu des débats douloureux avec les chasseurs de propos de l'œuvre de Yanick Bellon, l'effrit. »

« Plusieurs régions envisagent de créer une structure commune. Souhaitiez-vous les rejoindre? »

« Rhône-Alpes serait plutôt prête à s'associer avec une région sur un projet précis. J'espère d'ailleurs que nous aurons l'occasion de participer à des coproductions européennes. »

Propos recueillis par Martine Valo

nelles communications offrait chaque année à un long-métrage de fiction 1 million de francs d'avances sur recettes. « Les coûts de production sont devenus fous. Nous n'avions aucune maîtrise et pas un centime de retour sur des films souvent mal distribués », se plaint Alain Hermin, de l'Association culturelle. Depuis, l'ANC a centré ses activités sur d'autres secteurs audiovisuels.

Le Nord-Pas-de-Calais connaît aujourd'hui d'autres préoccupations. En décidant de cofinancer à hauteur de 10 millions de francs *Germinol*, réalisé par Claude Berri et dont le budget total se monte à 160 millions, les élus ont déclenché involontairement un débat déterminant pour l'avenir. Cet effort exceptionnel en faveur d'une œuvre directement liée à l'histoire et au patrimoine de la région n'est pas passé inaperçu, notamment aux yeux du préfet, qui a ordonné un contrôle de légalité a posteriori. Légalement, l'Etat, via le CNC, est en effet seul compétent en matière de soutien à la production cinématographique. En outre, les collectivités locales ne sont pas censées apporter une telle somme à une entreprise privée. Le montant du fonds régional d'aide à la production cinématographique et audiovisuelle s'élevait ces dernières années à 4 millions de francs.

En projet : un catalogue régional destiné aux professionnels du grand écran

Voilà les limites de la décentralisation à l'œuvre mises en lumière. Les textes qui régissent le statut des assemblées régionales ne prévoient pas, grand-écho, de la décentralisation culturelle. Le moment est venu pour ces dernières de coopérer une nouvelle autonomie, ou au contraire de se désengager d'un secteur en crise?

Pour ceux qui s'occupent du cinéma dans les régions, la réponse ne fait aucun doute. Sans l'aide financière de l'Etat, des collectivités locales, de mécènes, le cinéma français a peu de chance de survivre. « Regardez ce qui se passe ailleurs en Europe », rétorquent-ils en chœur. « Monter un film est devenu une des dernières ouvertures de notre époque, tellement c'est difficile », estime Thierry Rousseau, qui dirige le centre franco-comtois du cinéma. L'orthodoxie ne s'est pas essouffée.

Depuis quelque temps, Thierry Rousseau et ses homologues du centre régional des ressources audiovisuelles du Nord-Pas-de-Calais, Didier Hespel, et de 7^e Art, Alain Guyot, tentent de s'organiser pour créer un bureau interrégional. « Dans le rôle du petit dans la cour des grands », c'est elle qui le dit, Isabelle Joy, la représentante des Pays de la Loire, se joint régulièrement à leurs réunions. Ils ont en projet un catalogue régional, *Tournages en France*, destiné aux professionnels du grand écran, et souhaitent à terme se présenter ensemble au Festival de Cannes.

Le groupe entendait surtout à l'origine constituer un début de front uni face aux producteurs, afin d'être un peu plus pris au sérieux. Certains projets ayant bénéficié d'une aide ne sortant jamais en salle - tel est le lot commun de beaucoup de courts-métrages - ou, pis, ne sont jamais tournés. Quelques scénarios, qui ne peuvent se réaliser sans être mis en images ailleurs, font le tour des machines possibles. Perversité du traitement de texte, il arrive que le nom de la précédente région sollicitée y figure encore.

La péripétie juridique du Nord-Pas-de-Calais - une solution à l'amiable entre région et Etat semble sur le point d'aboutir - a modifié la donne. Paradoxalement, elle pourrait accélérer la naissance d'une association ouverte aussi aux élus, seuls en mesure d'obtenir une réponse claire... de la part du gouvernement.

M. V.

LE COÛT DES PRATIQUES SPORTIVES

SPORT ET COLLECTIVITÉS

Le coût des pratiques sportives est en constante augmentation. Les collectivités locales sont de plus en plus sollicitées pour financer ces activités. Les communes doivent donc trouver des solutions pour faire face à cette demande croissante.

Les communes ont un rôle clé à jouer dans le développement du sport. Elles doivent donc évaluer le coût des équipements, des infrastructures et des services offerts aux citoyens.

Il est important de noter que le coût des pratiques sportives ne se limite pas aux seuls équipements. Les collectivités doivent également prendre en compte les coûts de fonctionnement et de maintenance.

Les communes doivent donc adopter une approche globale pour évaluer le coût des pratiques sportives. Cela implique de prendre en compte tous les aspects, des équipements aux services offerts.

En conclusion, le coût des pratiques sportives est un enjeu majeur pour les collectivités locales. Elles doivent donc agir de manière proactive pour faire face à cette demande croissante.

Les communes ont un rôle clé à jouer dans le développement du sport. Elles doivent donc évaluer le coût des équipements, des infrastructures et des services offerts aux citoyens.

Il est important de noter que le coût des pratiques sportives ne se limite pas aux seuls équipements. Les collectivités doivent également prendre en compte les coûts de fonctionnement et de maintenance.

LIVRES

LE COÛT DES PRATIQUES SPORTIVES

SPORT ET COLLECTIVITÉS LOCALES
Ouvrage collectif réalisé par l'Institut de droit et d'économie du sport et l'université de Limoges. Dalloz, 205 p., 140 F.

En dépit d'un accroissement récent des participations privées, les collectivités locales demeurent les principaux financeurs de l'activité sportive. Le budget global annuel du sport en France s'élève, selon une estimation faite en 1990 par le ministère de la jeunesse et des sports, à 65 milliards de francs. Grâce aux communes essentiellement, qui lui consacrent 22 milliards de francs par an; les départements et régions 2,5 milliards; l'Etat, tous ministères confondus, 7,5 milliards; soit, pour l'ensemble des institutions publiques, un total de 32 milliards de francs. L'aide privée participe à hauteur de 5,5 milliards. Le reste, 27,5 milliards de francs (42,5 %), est à la charge des pratiquants sportifs, des associations et donc des ménages.

Un nouveau manuel Dalloz propose une synthèse de cette réalité socio-économique encore « mal connue » et difficile à cerner. La part des communes, souligne-t-il, est « tout à fait massive ». Replacées dans l'ensemble des budgets communaux (500 milliards de francs au total), les dépenses sportives représentent un poste important, de l'ordre de 5 %.

La place des régions

La « crise » des équipements a surtout marqué la décennie 1960-1970; depuis, elle s'est ralentie, mais elle « a été largement reléguée par la montée en puissance des dépenses de fonctionnement » : 60 % en 1981, 82 % en 1989.

« L'ampleur du coût fixe de la pratique sportive, soulignent les auteurs (1), est, d'une façon générale, très sous-estimée : des chiffres ponctuels spectaculaires ont souvent été publiés pour ce qui concerne les coûts astronomiques de fonctionnement des piscines et des patinoires, mais beaucoup n'ont pas la moindre idée de la charge annuelle que génère l'entretien d'une pelouse de football

ou de rugby, voire le chauffage d'un gymnase. »

Ces engagements municipaux peuvent être très variables pour des villes d'importance identique. Exemple : Reims consacre 12 % de son budget municipal aux sports, Toulon 3 %. Des variations qui peuvent en partie s'expliquer par la présence ou non d'une équipe professionnelle de haut niveau. Mais, « rapportée à l'ensemble des budgets communaux, l'aide au sport professionnel demeure très minoritaire : de l'ordre de 160 millions de francs pour les clubs de football en 1989 », alors que, pour la même période, l'ensemble des subventions aux clubs sportifs a atteint le milliard de francs.

Les rapports des municipalités et du sport ont subi des évolutions récentes, sans doute accélérées par l'accroissement des masses budgétaires engagées et quelques « affaires » spectacu-

laires, conséquences d'une « très contestable répartition des rôles : les dirigeants sportifs décident des orientations, les élus paient ». De plus en plus, les municipalités « assument sans état d'âme leurs prérogatives dans ce secteur. L'épousaillement de la municipalisation du sport ne fait plus recette. »

Le sport est un domaine dans lequel « les départements et les régions n'ont pas encore véritablement trouvé leur créneau spécifique d'intervention ». Même si leurs engagements financiers en dix ans ont été multipliés par dix, « A quelques exceptions près, il n'est pas possible de voir une politique sportive clairement définie. (...) La diversité est la règle absolue. »

A commencer par les efforts financiers : globalement, les départements consacrent 1,06 % de leur budget à l'activité sportive; mais, dans le détail, cela peut aller de 0,18 % (Bouches-du-

Rhône) à 3,33 % (Haute-Garonne).

Ces dépenses ont pour caractéristique majoritaire d'aller plutôt à l'investissement : 63,6 % de l'ensemble contre 37,4 % au fonctionnement. Sans doute est-ce le résultat de l'habitude division des tâches entre les communes et les départements.

C'est lorsqu'il y a une réalisation un peu onéreuse en projet que les municipalités se tournent vers leurs conseils généraux avec, là encore, des situations extrêmes. La Haute-Garonne consacre 93,8 % à l'investissement sportif, les Hautes-Alpes 12,7 % seulement. Le reste (87,3 %) étant « avalé » par le fonctionnement. On peut imaginer que cette forte différence est due au coût très élevé de fonctionnement des stations de ski alpin. L'entrée en lice récente des régions a renforcé cette tendance. Si leur participation reste encore modeste (0,97 % de leur total budgétaire), c'est dans l'investissement qu'elles se mobilisent le plus : 71 %. Avec un rôle d'appui semblable à celui des départements, pour arriver en renfort des initiatives municipales.

De plus ou moins, constatent les auteurs, l'activité sportive est cogérée par les collectivités locales et les associations. Dans des formes variées, dont la plus efficiente semble être la société d'économie mixte locale. La formule se cherche encore, mais elle semble permettre d'éviter à la fois les lourdeurs budgétaires inhérentes à la gestion publique et les improvisations d'une gestion purement associative. Elle permet aussi de mieux intégrer la sponsoring et le mécénat privés.

En même temps qu'une étude juridique et économique, l'ouvrage se présente comme un manuel pratique qui recense, à l'usage des dirigeants sportifs et des élus, les obligations fiscales, les exonérations possibles, la prévention des risques et jusqu'à l'organisation de la buvette. Il n'y manque que l'étude des retombées promotionnelles que peut apporter une équipe de haut niveau pour une ville : l'OM de Marseille ou l'AJ Auxerre en football, le CSP Limoges en basket. Ce problème fera l'objet de la prochaine publication de cette collection de droit et d'économie du sport.

Georges Chatain

(1) Ouvrage réalisé par François Alaphilippe et Jean-Pierre Karquillo, responsables de cette collection, avec la collaboration de Jean-François Nys, Jean Morange, Daniel Pérault, Jean-Louis Lenclos, Eric Bourazet, Claude Devos, Jean-François Lacharme, Jean-Pierre Thérion.

Francis Gougé

CHARENTON-LE-PONT PERMANENCE ET MÉTAMORPHOSE
Préface d'Alain Griorteray. Photos de Vincent Goullias. Éditions Thématic, 320, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, 110 p., 195 F.

Les éditions Thématic ont choisi de faire connaître, par le texte et l'image, Charenton-le-Pont, commune du Val-de-Marne, une ville proche de Paris, une ville qui refuse l'ombre de la capitale. Elle se veut plus vieille que Lutèce, et ses élus aiment rappeler que le site était occupé 3 000 ans avant Jésus-Christ. Les légendes de César y iraient bien si l'on se rappelle que la guerre des Gaules, le traité de Conflans, signé en 1465 par Louis XI, porte le nom d'un des quartiers de la commune. Henri IV aimait y faire la sieste, Richelieu y signa l'édit érigeant l'Académie française. Ici enfin, 500 volontaires à l'accent du Midi entonnèrent, pour la première fois, ce qui allait devenir la Marseillaise.

Parallèlement aux événements, l'Histoire a laissé des traces dans la pierre. Il subsiste encore des souterrains qui allaient de la rue aux Juifs, devenue rue de Paris, jusqu'au bois de Vincennes. Au cours des siècles allaient s'édifier quelques

belles réalisations, comme le château de Conflans, celui de Bercy, dû à Le Vau, et un grand temple protestant détruit sous Louis XIV et dont il existe une réplique à Berlin. Le pavillon de Navarre, devenu l'actuelle mairie, est le témoin de cette période. Au dix-neuvième siècle, le Charenton royal cédait la place au Charenton baussanien et, depuis, de riches demeures bordent le bois de Vincennes. Dans le même temps, le chemin de fer dévorait le tiers du territoire communal, ce qui a fait écrire au maire, Alain Griorteray, que « Charenton occupe une place à part dans le martyrologe des monuments français ».

La ville demeure, parmi les cités de l'Île-de-France, une de celles qui offrent aujourd'hui un intéressant éventail architectural du bon roi Henri jusqu'à nos jours. Après une longue période de léthargie, la commune a connu depuis quelques années un nouvel élan avec la rénovation de certains secteurs. Le livre, qui célèbre le mariage du passé et de la modernité, montre qu'en bordure du périphérique, malgré la puissance d'attraction de la capitale, une ville peut être encore elle-même. Et pas une ville unifiée arrosée d'un feu d'artifice de Paris.

DÉBAT

DES LIMITES POUR LES AUTOROUTES URBAINES

par Janick Giroux et Alain Lipietz

Il vient un moment dans l'histoire d'une agglomération où la voirie atteint son gabarit définitif. Il ne doit plus alors être question de l'élargir sous prétexte d'adaptation au trafic. Toute augmentation de la demande de déplacements doit seulement être absorbée par la mise en place de nouveaux plans de circulation ou par la multiplication des transports en commun, parmi lesquels on peut compter les taxis.

Ce moment est arrivé à Paris. C'est le cas des quartiers à l'intérieur de la ceinture des fermiers généraux depuis le baron Haussmann. Ce périmètre a été étendu aux boulevards des Maréchaux pendant l'entre-deux-guerres. Les années 60 ont poussé les limites de ce Paris où la voirie existante est suffisante jusqu'au boulevard périphérique. Seule, la voie Poincaré a été une grave erreur, privant la capitale de ses berges, qui constituaient un de ses plus rares atouts.

Nous considérons que ce moment est arrivé pour le « Grand Paris » à l'intérieur de la rocade A86. Au respect de l'environnement des habitants, à l'impossibilité d'assurer la fluidité d'un trafic automobile qui s'accroît sans cesse, s'ajoutent aujourd'hui les impératifs d'écologie globale, notamment la lutte contre l'aggravation de l'effet de serre et l'engagement de la France de revenir en l'an 2000 au niveau de production de gaz carbonique de 1990, ce qui n'est possible que par une limitation de la circulation.

Aucune voie express nouvelle ne doit plus être ouverte à l'intérieur des limites établies par la rocade A86. Tous les rechargements de voirie ne se justifient dorénavant (hors le cas de la rénovation de quartiers entiers) que par la mise en place d'un réseau vert pour piétons, et pour

deux-roues (« Le Monde-Heures locales », daté 20-21 juin) ou d'un site propre pour transports en commun, sans que cela serve de prétexte pour élargir les voies réservées aux véhicules individuels.

En ce qui concerne l'A86 elle-même, nous considérons que, « le coup étant parti », les tronçons à travers Fresnes et dans la Seine-Saint-Denis doivent être achevés, mais en tranchée couverte. Par ailleurs, en ce qui concerne le boulevard de la Seine et Versailles, et le doublement du tronçon commun avec l'A4 à Joinville-le-Pont, une étude exhaustive des effets de ces nouveaux travaux sur le trafic automobile local est indispensable. Elle devra démontrer l'utilité de ces deux initiatives, en termes de gain de temps pour les usagers, d'économie de gaz carbonique, et de bruit pour les riverains. En l'état actuel des choses, cette utilité est loin d'être évidente.

Un site propre pour les transports en commun

Au-delà de l'A86, il faudra arbitrer entre les exigences de tranquillité des habitants, l'amélioration du trafic diffus qui ne peut pas être transféré sur les transports en commun, et le risque d'encourager, par une offre de voies rapides supplémentaires, un accroissement du trafic automobile. On pourrait donc accepter la construction de certaines déviations périphériques, tout en restant vigilant quant à la tentation technocratique de reconstruire, par mailloins successifs, de nouvelles pénétrantes et deux nouvelles rocade : l'A87 et la Francilienne, dont rien ne justifie la continuité. Toute nouvelle voirie importante devrait comporter un site pro-

pre pour les transports en commun. Il faudrait l'ouvrir plusieurs mois avant les autres voies, afin d'éviter que l'offre accrue de voirie n'entraîne un surcroît de trafic individuel. Dans tous les cas où, par malheur, la pression du lobby routier imposerait la création ou l'aménagement d'une voie rapide en zone urbaine, nous recommandons une solution souterraine ou couverte par solidarité avec les riverains. Mais il ne faut pas en masquer la prix pour la collectivité. Il faut avoir le courage de s'opposer à la tentation de certaines associations de défense de l'environnement qui veulent préserver leur tranquillité au prix du développement des autoroutes souterraines. Les deniers publics ne sont pas inépuisables, et les automobiles et leurs gaz d'échappement ressortent de terre quelque part. En particulier, il est exclu d'accepter le creusement de radiales urbaines et d'un super-périphérique souterrain, de type Muse, laque ou Laser. Il faut surtout commencer par réparer les dommages et les nuisances déjà causés par les infrastructures routières existantes, en particulier les grandes autoroutes en milieu urbain.

D'un point de vue budgétaire, il faut considérer ces adaptations comme le paiement d'une dette contractée à une époque révolue et affecter ces dépenses au poste « amélioration de l'environnement » dans les dépenses régionales. Mais les coûts de préservation de l'environnement pour les routes qui restent à construire devraient faire partie du coût de production normal d'une route moderne, ils seront donc intégrés au chapitre « circulation » dans les budgets publics.

► Janick-Giroux et Alain Lipietz (Verte) sont membres du conseil régional d'Île-de-France.

COURRIER

Privatiser Paris

J'ai lu avec inquiétude, les propos d'Alain Dumait (UDF-PR), adjoint au maire du deuxième arrondissement de Paris (« Le Monde » daté 13-14 juin). « Privatiser Paris », n'est-ce pas brader le patrimoine de la capitale à des intérêts privés, lesquels vont à l'encontre d'un service public de qualité ? « 40 hectares acquis en 1992 », au prix moyen, incroyablement bas, de 3 200 francs le mètre carré, comme s'en étonne M. Dumait : mais n'est-ce pas une bonne chose ? Enfin, M. Dumait affirme que « les biens qui seraient vendus par la Ville ne pourraient être que mieux gérés, davantage valorisés ». Comment pourrions-nous admettre de tels propos ? La question doit être tranchée, puisque la voilà publique. Le conseil municipal de Paris approuve-t-il les propositions de M. Dumait, lesquelles vont à l'encontre de toutes les déclarations de Jacques Chirac et la matière, en direction des personnels (bulletins internes, vœux du Nouvel An, etc.) ? Chacun sait que le maire de Paris reste attaché au service public et veut le développer, en l'améliorant, par des moyens de technicité moderne et des changements de comportements nécessaires.

Néanmoins, je demande à un conseiller de Ville d'Avray la question au maire de la capitale, lors d'une prochaine séance du conseil de Paris, afin de connaître la position exacte du maire et de l'ensemble du conseil sur cette question.

Il va de soi qu'une majorité des personnels de la Ville de Paris viendrait à s'étonner — et donc, à réagir — si le conseil de Paris avalisait la position de M. Dumait, laquelle constitue la plus mauvaise surprise de l'année pour tous les personnels.

CHRISTIAN GENDRE
Paris

Sauvegarder Ville-d'Avray

Parce qu'ils furent retenus pour sujet de nombre de ses toiles, parce que sur la rive de l'un d'eux se trouve la maison qu'il occupa plusieurs années durant et où il eut son atelier (sans que l'on ait pour autant, jusqu'ici, pris soin de le signaler aux promeneurs) et parce que Jean-Baptiste Camille Corot (1796-1875) est universellement reconnu comme le plus grand peintre paysagiste français, les étangs de Ville-d'Avray sont un site classé.

Malgré cela, l'on apprend, dans le dernier bulletin municipal, que l'hotellerie Cabassut va être démolie à l'autonomie, pour implanter un hôtel de 26 chambres, un restaurant et une maison de retraite privée de 61 lits. On nous assure que « le style des nouveaux immeubles s'intégrera parfaitement au site ».

Quiconque connaît l'endroit sait que cela n'est, malheureusement, pas possible. Un montage photographique, publié dans le bulletin, prouve que, du fait de leur volume, ces immeubles vont irrémédiablement défigurer ce site champêtre.

On ne peut que rester littéralement confondu par la boulimie manifestée récemment par les élus de Ville-d'Avray, qui donnent l'impression de chercher à accroître incoûteusement la localité.

Un coup d'œil sur les plans placardés depuis quelques années dans les rues démontre d'impitoyable façon que, sur le côté droit de la longue rue qui conduit de la cité à Versailles, plusieurs centaines de mètres de lisière des bois de Fausses Reposes ont été dernièrement sacrifiés pour y implanter des habitations.

BERNARD BALWANAD
Ville-d'Avray

OFFRES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

ORGANISME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SUD-BRETAGNE
Recherche :
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

Mission :
- Mise en œuvre de la politique de développement économique du secteur (100 000 habitants) ;
- Gestion de la structure (10 salariés, 2 MF).
Le candidat devra avoir une bonne connaissance du milieu économique et des collectivités locales, ainsi qu'un sens aigu de la relation avec les élus et les partenaires du développement local.

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite à :
Monsieur le Président
Pays des Portes de Carnoualla
1, rue Nationale, 29380 SANNALEC

Chalon sur Saône, en Bourgogne, recrute son

Directeur de la Communication

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez un bon niveau de culture générale (type sciences po - CELSA) et vous avez impérativement acquis une expérience du métier de la communication dans un poste à responsabilité dans le secteur privé. La connaissance des collectivités territoriales sera un plus.

Dynamique, créatif(ive), organisé(e), vous faites preuve d'innovation et d'une adaptabilité rapide. Vous avez le sens de l'écoute, des relations humaines et de l'écriture. Vous êtes familiarisé(e) aux contacts de haut niveau. Vous avez déjà encadré une équipe de collaborateurs.

- Vos missions :**
- concevoir et appliquer de façon opérationnelle la politique de communication de la ville.
 - assurer l'information auprès des habitants.
 - travailler avec les élus, les techniciens municipaux et les associations.
 - coordonner l'image de la ville à l'extérieur.
 - collaborer avec des agences de communication.
 - gérer une équipe de 9 personnes et le budget du service.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à Monsieur le Maire
Mairie de Chalon sur Saône - B.P. 92
71321 Chalon sur Saône Cedex

Chalon avance



SAINT-BRIEUC

Riche de ses confluences

SAINT-BRIEUC a, bien sûr, une bistoire, mais c'est d'abord un site, une singulière illustration de la géographie. La topographie du terroir a commandé son destin, en l'inscrivant, dès la Préhistoire et l'Antiquité, à la limite, à moins que ce ne soit à la transition, ou, mieux, à la rencontre, des aires culturelles de deux communautés sarmatiques, puis du parler galle et de la langue bretonne. Même le récit fondateur de la ville, celui du moine Brieuc et de ses compagnons, fuyant le pays de Galles au temps des migrations des insulaires celtiques sous la pression des Angles et des Saxons, procède d'un cbaix géographique : un abri, une source, près de la mer et déjà à l'intérieur des terres, dans les hauteurs boisées de la vallée du Gouët.

La ville est née dans une cuvette marécageuse qui était le bassin supérieur d'un ruisseau affluent du Gouët, et elle a ensuite débordé sur les bourrelets et tertres environnants du plateau, précisait le géographe Maurice Le Lannou, enfant du pays. Sa ville, il l'avait évoquée dans un petit livre où les sentiments qu'il lui portait et la nostalgie qu'elle lui inspirait se mêlaient à une description savante. « Ville exiguë débouchant sur un amphithéâtre marin, hors de la vue des pirates de la mer (...), site urbain peu- reux dans un cadre d'une hardiesse grandiose » notait-il en 1986 (Saint-Brieuc, éditions Champ Vallon).

La cité dont il conservait le souvenir des processions et des fêtes, qui en faisaient « une communauté de célébrations », et dont il regrettait qu'elle ait perdu ses églises, ses fontaines et sa muraille, il la disait « bâtie, dans son essence, de son propre sous-sol », de ce grain couleur gris-bleu « qui ne se laisse confondre avec nulle autre en Bretagne ». Les nostalgies de son enfance, au moins aussi prégnantes que celles de Louis Guilloux (Ma Bretagne, éditions Folle Avoine), n'empêchaient pas le géographe d'admirer l'plan du dernier des viaducs, inauguré en 1980, qui enjambe les vallons du Gouët et du Gouédic, « une des plus belles illustrations géographiques de l'histoire contemporaine que je connaisse », écrivait-il.

Saint-Brieuc est une ville découpée par les trois vallées qui burlent le plateau jusqu'à la baie, à quoi s'ajoute la coupure transversale de la voie ferrée Paris-Brest, empruntée désormais le TGV. Ce puzzle urbain trouve sa cohérence dans les trois générations de ponts et de viaducs qui en relient les pièces et constituent le maillage aérien d'un paysage écartelé dant, curieusement, la mer est absente. Or la hume, grâce aux embruns venus du

large, on l'entend dans les cris des gaélards familiers de la cathédrale-forteresse, mais on ne la voit pas. Il faut descendre les quatre-vingts mètres de dénivelé, en suivant les cours d'eau jusqu'au port du Légé, pour découvrir le mouvement des marées.

« Saint-Brieuc est né de la mer, mais ce fut pour rencontrer la terre, et, si son port a connu des heures de gloire, c'est par la présence terrienne que la ville s'est affirmée », reconnaît Claude Saunier qui, lui aussi, enseignait la géographie avant de se consacrer à ses mandats de maire, depuis 1983. Loin de voir sa ville tiraillée entre ses traditions chrétiennes et républicaines, entre ses racines ouvrières et paysannes, entre ses vocations industrielle, commerciale et administrative, le maire lui prête, plutôt, la capacité de marier les cœurs. Comme si les fractures naturelles du sol avaient, par compensation, valué Saint-Brieuc à devenir une ville de synthèse et de rencontre.

Si on ne s'endort pas dans le confort, la dimension de ville moyenne est un atout car elle permet de « mobiliser les gens »

C'est la thèse de Claude Saunier et le fil conducteur de son action. Mais l'est aussi le sentiment de Jean-Claude Marin, prêtre qui se partage entre la gestion d'une librairie, place du Champ-de-Mars, et l'animation d'entretiens sur les ondes d'une radio locale. Il lui semble que son relief tourmenté, autant que son histoire, inclinent la ville à la confrontation permanente. Jean-Claude Marin contribue à alimenter cette respiration en invitant des gens du cru ou de l'extérieur. C'est ainsi qu'il fait son chemin, en « hors-venue », dans cette ville qui, dit-il, « n'a ni socle ni axe, mais où l'on respire ; qui conteste, gragne et râle, mais en se gardant de la tentation totalitaire ». Maurice Le Lannou soulignait aussi les paradoxes d'une ville religieuse et peu cléricale, républicaine et peu partide vers le rouge.

Un autre témoignage corrobore l'impression que le site génère un art de vivre ensemble. Henri Le Pesq, architecte, directeur du conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement des Côtes-d'Armor, observe : « Saint-Brieuc est une ville que l'on ne comprend pas tout de suite, une ville complexe où l'on se perd facilement car elle n'a pas d'unité évidente, de quartiers homogènes servant de repères. Elle est, comme sa cathédrale, composite. C'est le fruit de sa topographie, mais aussi de la liberté laissée aux bâtisseurs. » D'au la créativité architecturale qui semble s'exprimer spontanément. Tant le mande n'est pas d'accord sur l'aménagement de la place du Chai au sur l'aspect des nouvelles halles, mais « la ville reste vivante et fonctionnelle », dit Henri Le Pesq, en espérant que Saint-Brieuc saura préserver ce qui lui vaut sa qualité de vie.



Aux beaux jours de l'aménagement du territoire, la ville qui était depuis la fin du dix-neuvième siècle l'un des pôles industriels de la Bretagne, avec les aciéries (Forges et laminiers de Bretagne, Sambre et Meuse), le textile, la fabrication de brosses et de piocheaux, le bâtiment, puis, après la guerre, le développement de l'agroalimentaire, l'électroménager (Chaffoteaux et Maury), accueille, en 1962, une usine du Joint français. Il s'y produira, dix ans plus tard, un conflit social d'une grande ampleur, marqué par la solidarité de la majorité de la population et des élus de gauche avec les grévistes.

Saint-Brieuc ne recite pas cette page de son histoire mais voudrait aussi la faire oublier. « Cette affaire a pesé lourdement », reconnaît Claude Saunier. Le conflit a, pendant vingt ans, provoqué une fracture entre les élus et le patronat. Je me suis fait un devoir de rétablir des contacts normaux, à l'occasion, en particulier, de la crise de reconversion de Chaffoteaux et Maury. J'ai été entendu et nous avons pu conjurer le sort. Le résultat le plus voyant de la reprise du dialogue est la créa-

tion d'une agence de développement économique, fondée sur le partenariat et que préside Jean-Louis Raymond, qui dirige Armor-Peinture. Elle s'est attelée à lancer d'une pépinière d'entreprises.

Pour l'avenir, le grand souci du maire est de ne pas laisser vieillir sa ville, de faire en sorte qu'elle ne s'endorme pas dans le confort de sa dimension moyenne et de sa qualité de vie reconnue. Sa crainte est de la voir se transformer en un havre pour retraités, alors que, selon lui, elle doit s'affirmer, encore et toujours, entre Rennes et Brest, comme « un de ces pôles urbains qui servent de point d'ancrage à l'aménagement harmonieux du territoire et, en l'espèce, de l'espace breton ». Aussi Claude Saunier considère-t-il comme « un acquis majeur » l'installation du centre d'études universitaires, qui regroupe des antennes de l'université de Rennes et retient trois mille cinq cents étudiants. Il déplore le départ vers Guingamp de l'établissement d'études supérieures dépendant de la faculté catholique d'Angers. Le chef-d'un département voté à l'élevage (porcs, volailles, œufs)

se flatte aussi de la proximité d'un centre de recherches en zoologie.

Le dynamisme de la cité, dans cette région qui s'est considérablement modernisée, se manifeste par la capacité d'innovation, qu'illustrent, par exemple, l'intégration des taxis au système collectif des transports et l'expérimentation de la carte à puces comme moyen de paiement du stationnement. Mais Saint-Brieuc a d'autres titres de fierté. La vitalité de son activité artistique et intellectuelle, qui s'organise, pour l'essentiel, autour de La Passerelle, lieu privilégié du centre-ville, en bordure du quartier piétonnier, entre la rue Saint-Guillaume et la place de la Résistance, où un complexe de salles de spectacle et d'exposition jouxte le charmant théâtre à l'italienne que s'était offert la bourgeoisie locale. C'est la revanche posthume de l'écrivain Louis Guilloux et la marque d'une gestion municipale de gauche qui non seulement a fourni les moyens de cette politique culturelle, mais a accepté les innovations proposées.

Saint-Brieuc tire orgueil d'être une ville où souffle l'air du large et où pousse la verdure. Elle offre, grâce à ses vallons aménagés en jardins suspendus, bois et promenades, quarante-huit mètres carrés d'espace vert par habitant, deux fois plus que la moyenne nationale. On se prend à rêver de ce que pourrait devenir la réfection de la zone du Légé. La pollinco, ici, provient des nitrates, phosphates et bactéries que les eaux de ruissellement apportent des champs d'épandage du lisier (déjections résultant de l'élevage des porcs). Cette nuisance met en cause la pureté d'uo site que certains appellent, par dérision, « la baie des Cochons ». Des mesures d'assainissement ont été prises depuis 1987, mais elles exigent des moyens importants.

Le problème dépasse, par son ampleur, le cadre de la ville, mais il est significatif que la majorité municipale se soit ouverte aux écologistes. Le maire a conscience que trente ans de présence socialiste ne garantissent pas forcément l'avenir. « L'opinion attend un renouveau, la question de l'alternance est posée », dit-il en toute simplicité, en notant « l'irruption du RPR dans le paysage depuis les dernières élections législatives ». Tout se passe comme s'il préparait ses amis, ses alliés potentiels et ses concitoyens à l'idée d'un renouvellement profond de son équipe : de ce côté-là aussi il y a, peut-être, de l'innovation dans l'air.

de notre envoyé spécial
André Laurens

Prochain article :
CHARTRES

L'agroalimentaire de la Bretagne à l'Afrique

« Il n'y a que les Bretons qui ne se rendent pas compte du chemin qu'ils ont parcouru », dit Jean Stalaven, en se souvenant de ce qu'était la Bretagne quarante ans plus tôt. Les progrès accomplis dans l'équipement de la province ont accompagné l'exceptionnelle réussite de son entreprise, qui, partie d'une modeste charcuterie familiale, est devenue l'un des plus importants groupes agroalimentaires d'Europe, avec des usines à Saint-Brieuc et à Yffiniac, mais aussi à Dunkerque, en Corèze, en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Calédonie, et en Australie ; avec ses quatre cents produits, du jambon à la salade composée ; avec un chiffre d'affaires proche de 500 millions de francs ; avec des délais de livraison de plus en plus courts et adaptés à la demande. Jean Stalaven, c'est le triomphe de la cuisine de traiteur informati-

sée, de la prise de la commande à l'expédition, en passant par la préparation dans des usines de science-fiction.

L'aventure du néré

Ca n'est rien à côté de Jean Stalaven lui-même, manager de son temps et personnel de légende, comme on les aime ici, qui, à soixante-quatorze ans, continue de se passionner pour son entreprise, ce qui n'est déjà pas banal, mais aussi pour quelques autres aventures. En particulier, celle du néré, un arbre minuscule dont l'exploitation rationnelle pourrait sauver de la famine les populations du Sahel. En gros, un chercheur, Khaled Alt Amou, travaillant dans le nord de la Côte-d'Ivoire, se lia d'amitié avec Jean Stalaven, qui l'aide de tout son poids et de tout son

enthousiasme. C'est ainsi que se trouvent mobilisés des personnalités qualifiées des Côtes-d'Armor, les techniciens du Zoopôle de Ploufragan et d'autres laboratoires bretons, la ville de Saint-Brieuc, le conseil général, le conseil régional, diverses entreprises et services publics, sous l'égide de l'association Armor Développement.

Des dizaines de milliers d'arbres ont déjà été plantés et des progrès substantiels ont été réalisés dans la conditionnement de la poudre de néré, sous forme de plaquettes solubles, à l'instar de nos cubes de bouillon. Côtes-d'Armor, Côte-d'Ivoire, l'agroalimentaire n'a pas de frontières, si l'on veut bien se souvenir, avec Jean Stalaven, que ce n'est pas seulement un marché, mais aussi une technique de nutrition.

A. L.

Chiffres

■ Préfecture du département des Côtes-d'Armor, Saint-Brieuc compte 44 752 habitants.

■ L'agglomération, qui réunit six communes, compte 83 861 habitants et se situe au sixième rang du classement effectué par l'INSEE des cent premières agglomérations de France métropolitaine.

■ Résultats des élections municipales du 19 mars 1989 :

Union gauche (Saunier, PS, m.), 8 684 (42,10 %), 31 élus (9 PC, 20 PS, 2 m. p.).
Union droite (Jorion, UDF-PR), 7 363 (35,69 %), 8 élus (4 UDF, 3 RPR, 1 div. d.).
Verts (Mangold), 4 579 (22,20 %), 4 élus (4 écologistes).

■ Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :

Union, 32 144 ; V., 21 456 ; A., 33,25 % ; E., 20 884.
Oui, 13 639 (65,37 %).
Non, 7 225 (34,63 %).

● Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (22-23 novembre) ; Mâcon (29-30 novembre) ; Perpignan (6-7 décembre) ; La Rochelle (13-14 décembre) ; Rodez (20-21 décembre) ; Lisieux (27-28 décembre) ; Valenciennes (3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Blois (31 janvier-1^{er} février) ; Albertville (7-8 février) ; Angers (14-15 février) ; Périgueux (21-22 février) ; Vesoul (28 février-1^{er} mars) ; Bastia (7-8 mars) ; Thionville (14-15 mars) ; Arles (21-22 mars) ; Colmar (28-29 mars) ; La Havre (4-5 avril) ; Saint-Quentin (11-12 avril) ; Auxerre (18-19 avril) ; Carcassonne (25-26 avril) ; Versailles (3-10 mai) ; Calais (16-17 mai) ; Annecy (23-24 mai) ; Bayonne (30-31 mai) ; Dole (6-7 juin) ; Bâges (13-14 juin) et Roanne (20-21 juin).

Le 3

RADIO TH

Que deviendront-ils ?

La fin d'un feuillet

« De quoi j'ai l'air ? »
un nouveau magazine estival
sur France 2

Y A UNE VI AP LA VIE UNE PAR EX

7.00 F

AL'ETRANGER